

Les droits humains au cœur de la campagne œcuménique de Carême 2006

«Nous croyons. Engageons-nous pour le respect des droits humains.» Le «nous» rythme le slogan de la campagne œcuménique 2006 d'Action de Carême, Pain pour le prochain et Etre partenaires. Un «nous» synonyme de trait d'union entre le Nord et le Sud. Un «nous» inclusif qui veut sans cesse nous rappeler que la défense des droits humains, tantôt bafoués, tantôt remis en question, est l'affaire de tous.

Les droits humains sont comme des projecteurs qui mettent en lumière les situations scandaleuses que vivent des milliards d'êtres humains. La campagne 2006 d'Action de Carême, Pain pour le prochain et Etre partenaire met l'accent sur les droits des femmes, puisqu'elles sont celles qui sont le plus systématiquement frappées par les injustices et les discriminations. Certes, c'est au Sud de la planète que la situation semble la plus sombre: malgré le renforcement des lois, aucun pays au monde n'a atteint la pleine égalité entre les sexes, que ce soit de jure ou de facto. Dans «La Conquête mondiale des droits de l'homme» (Recherche Midi - Unesco, 1998); Guy Lagelée et Gilles Manceron rappellent que «l'inégalité des droits entre la femme et l'homme a été la règle pendant des millénaires dans presque toutes les sociétés et la reconnaissance des mêmes droits aux hommes et aux femmes a été l'objet d'un combat qui n'est pas encore achevé». En Suisse d'ailleurs, les femmes n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1971!

Naître fille: une malédiction?

Dans de nombreux pays du Sud, naître fille signifie avoir moins de chance de vivre et de prétendre aux mêmes privilèges que les garçons. Les filles reçoivent moins de nourriture, de soins de santé et d'éducation que les garçons. Pour ces raisons, l'Action de Carême veille à ce que ses projets sur le terrain apportent une réponse aux besoins et aux discriminations spécifiques des femmes.

Aux Philippines, où un modèle social caractérisé par la supériorité masculine prédomine, l'organisation de femmes *Sarilaya* s'engage pour l'équité entre hommes et femmes avec l'aide d'Action de Carême. Complément de formation, lobbying politique et autres initiatives professionnelles en vue d'améliorer le niveau de vie constituent les pierres angulaires de ce processus. Fondée en 1994, l'organisation rassemble des femmes issues d'horizons divers: étudiantes, paysannes, ouvrières ou

encore femmes engagées dans la défense des droits humains. De nombreuses actions viendront ponctuer cette campagne: entre autres le 8 mars 2006, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, un symposium sur le thème «droits de la femme et développement» est organisé à Berne. Ce colloque verra notamment la participation de l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss. Toutes les informations seront sur le site (www.campagne2006.ch) à la fin du mois de janvier. ■

Rina Wiedmer et
Valérie Lange

Lancement à Genève autour d'un temps de prière et convivialité le 1^{er} février à 18h, église de St-Germain (cathédrale).

Errata

Dans le COTMEC-Info 273, nous avons mentionné l'ouverture d'une nouvelle arcade du commerce équitable -Wakinaru- à Genève en omettant l'adresse exacte, à savoir: 3, rue John Grasset, ouvert sans interruption de 10h à 19h (lu-sa).

Dossier Racisme(s) et citoyenneté

Comment la Suisse et les Suisses ont-ils écrit la petite chronique du racisme ordinaire dans les faits historiques, dans les lois dont le pays s'est doté, dans les comportements quotidiens d'hier et d'aujourd'hui? Et, surtout, comment prévenir le racisme et l'éradiquer pour demain? Pour réfléchir à ces questions et agir, voici un formidable outil que nous propose la Fondation pour l'Education à la Tolérance. En six chapitres, plus de 400 pages sont réunies dans un classeur, facilitant la photocopie, la

diffusion, le regroupement thématique. Destiné à toute personne intéressée à mener une réflexion à caractère pédagogique, ce dossier s'inscrit dans une perspective citoyenne, pour apprendre et comprendre, pour agir et réagir.

Afin de donner un aperçu du contenu, nous citerons, parmi les 50 contributions, celle de Michel Bavarel, bien connu de nos lectrices et lecteurs. Michel se penche sur la difficulté d'être requérant-e d'asile en Suisse aujourd'hui en prenant l'exemple d'un NEM, personne frappée de non-entrée en matière. Ce ressortissant de Sierra Leone se voit décerner le numéro 0001 (il est pourtant aussi un être humain) et placé dans un lieu aussi attractif que le bunker du col du Jaun pour «ne pas donner envie aux requérants de rester en Suisse». Une sous-catégorie est ainsi créée

dans le cadre du programme d'alignement 2003 du budget de la Confédération. Les conditions d'existence que nous offrons à nos semblables témoignent du peu de considération dont ils jouissent. Heureusement, une frange de citoyen-ne-s «résiste obstinément par des manifestations dans la rue, des déclarations dans la presse, des pétitions, des référendums... avec pour résultat -certes limité, mais que peut-on espérer d'autre? - de ralentir le cours de la dégradation.»

Agir pour ne pas rougir... Car, comme le dit Martin Luther King, cité en exergue de cette parution: «A la fin, nous nous souviendrons non pas des mots de nos ennemis, mais des silences de nos amis.» ■

Roland Pasquier

Racisme(s) et citoyenneté
Sous la direction de Monique Eckmann et Michèle Fleury,
les éditions



COTMEC
INFO

Mini-dossier page 3
Brésil:
paysans à la conquête
de l'eau

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Cholos baratos

Au Pérou, l'Indien (cholo) se vend à tempéraments. 1000 dollars mensuels pour servir en Iraq, là où les *Forces du Bien* hésitent à mettre les pieds. Tant qu'à mourir, autant exploser sous la bombe d'un kamikaze que de crever de faim dans un barrio de Lima. «Au moins, entre-temps, avoue tristement l'un d'eux, j'aurais pu faire vivre ma famille».

Pas cher le «cholo» péruvien? Un peu plus toutefois que les gamins du Libéria qu'on achète pour une bouchée de pain, avant de les envoyer faire la guerre dans le pays voisin. Les mercenaires modernes ne ressemblent plus à ces géants blancs baroudeurs, taillés à la hache, carburant au whisky, à la recherche d'aventures «hard». Les nouveaux légionnaires sont des loqueteux et des crève-la-faim. Ils ont le teint cuivré des Quetchua ou le visage émacié des gosses qui jouent sur les rives du Nil et du Niger. Retour surprenant de l'esclavage et de l'exploitation coloniale.

Le bon Monsieur La Fontaine écrivait déjà qu'on a toujours besoin d'un plus petit que soi. Il s'agissait, vous vous en souvenez, du lion et du rat. Un autre auteur, non moins célèbre, tenait un autre discours. Il disait à ses compagnons: «Que le plus petit parmi vous soit traité comme le plus grand!». Toutes les fables, on le voit, ne se terminent pas par la même morale! ■

Guy Musy

1. Bon-marchés en espagnol
2. Le Monde, mardi 8 novembre 2005.

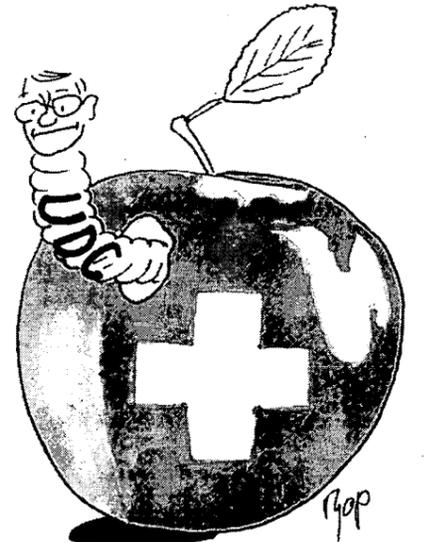
Merci à ceux
qui ont déjà
versé leur
abonnement
2006.

Edito

Deux référendums contre des lois diaboliques

La loi sera la même pour l'indigène et pour l'émigré installé parmi vous. (Exode 12,49)

Les Chambres fédérales devaient avaliser, le 16 décembre, un nouveau durcissement des dispositions légales sur l'asile et sur les étrangers qui va au-delà du raisonnable, même pour le plus acharné des traqueurs d'abus. Il n'est pas raisonnable d'exiger des requérants d'asile des papiers d'identité en bonne et due forme, sous peine de ne pas entrer en matière sur leur demande. Ne serait-ce que parce que plus de 40 % de la population mondiale est dépourvue de tels papiers. Il n'est pas raisonnable d'exclure de l'aide sociale tous les requérants déboutés, en plus de ceux qui sont frappés d'une non-entrée en matière (NEM). Il n'est pas raisonnable de garder des requérants n'ayant pas commis de délit en prison jusqu'à deux ans, en vue de leur expulsion. Il n'est pas raisonnable de refuser le regroupement familial aux enfants étrangers de plus de douze ans ni de n'offrir aucune perspective de régularisation aux «sans-papiers». Pour ne citer que quelques points.



Si ce n'est pas raisonnable, qu'est-ce que c'est? Comme ceux qui l'ont précédé, ce nouveau durcissement correspond à une logique établie depuis la nuit des temps, celle du bouc émissaire. Une logique qui répond à notre propre mal-être, à nos peurs et conduit à la haine de l'autre, jusqu'à sa persécution et à sa négation. Une logique qui impose à cet autre une énorme somme de souffrances dont sont témoins ceux qui s'approchent de lui. Il y a quelque chose de diabolique dans ces lois, au sens étymologique de «quelque chose qui désunit». Qui sépare du genre humain certaines catégories de personnes, auxquelles on ne veut laisser d'autre choix que de s'en aller, même si elles n'ont nulle part où aller.

Face à de telles lois, une seule réponse possible: un double référendum. Depuis toujours au côté des réfugiés et des étrangers, la COTMEC a décidé de collaborer à la récolte des signatures. Avec tous ceux qui se mettent à l'ouvrage, nous obtiendrons les 50'000 paraphes nécessaires. Certes, on nous dit déjà que les chances de voir le peuple désavouer les Chambres fédérales lors de la votation sont minces, sinon nulles. D'abord, sait-on jamais? Ensuite, ce n'est pas une raison de renoncer. Pour notre honneur et celui de la Suisse. «Je ne voudrais jamais avoir honte de mon pays!», s'exclamait Mgr Bernard Genoud en répondant récemment aux critiques adressées aux évêques par le conseiller fédéral Christoph Blocher. «Où est la dignité, le respect de la personne, de l'étranger?» demandait-il.

«C'est le devoir des Eglises que de s'engager pour la justice et la charité», affirmait encore Mgr Genoud. C'est aussi, pour chacun d'entre nous, une tâche prioritaire. ■

Michel Bavarel

Un colloque sur la difficulté de se partager le ciel

«Vivre ensemble l'interreligieux». Sous ce titre, un colloque, organisé par le Conseil œcuménique des Eglises et la Plateforme interreligieuse de Genève à la mi-novembre. Nous y revenons pour partager avec nos lecteurs un tout petit échantillon des réflexions entendues à cette occasion.

D'abord dire qu'il est émouvant d'entendre retentir, dans la cathédrale Saint-Pierre, à la suite l'un de l'autre, le *chofar* des juifs et l'appel à la prière des musulmans. Ou de voir en ce même lieu des danses hindoues, d'écouter un chœur bosniaque interpréter des musiques des différentes traditions religieuses, de brûler des oiseaux de papier (des grues) venus du Japon pour que ces symboles de paix s'élèvent vers le ciel...

Et aussi d'entendre l'assemblée proclamer des «engagements communs» comme ceux-ci : «Nous affirmons qu'au cœur de toutes nos traditions religieuses se trouvent l'amour, la compassion, le renoncement et les valeurs qui forment la base de la vie et de la vie communautaire. C'est pourquoi nous rejetons toute interprétation des doctrines religieuses qui prône l'hostilité, la haine et l'exclusion. Nous nous engageons à mettre l'accent sur les doctrines et prati-

ques de nos traditions religieuses qui nourrissent la vie et encouragent la communauté. (...) Nous rejetons toute violence infligée au nom de la religion, toute interprétation de la religion qui prône la guerre et toute tentative d'interpréter nos textes de manière à justifier les conflits. Nous nous engageons à interpréter, enseigner et pratiquer nos traditions religieuses en vue de promouvoir la paix et l'harmonie». Cependant, les participants à cette rencontre interreligieuse étaient conscients qu'une déclaration ne suffit pas à dissiper le soupçon pesant sur les religions et particulièrement sur les monothéismes : les identités religieuses ne constituent-elles pas un péril pour la paix ?

Une identité forteresse

En effet, si « l'identité permet de reconnaître le semblable pour al-

ler vers l'autre, lorsqu'il y a conflit, elle devient signe de ralliement et forteresse », soulignait le pasteur Jean-Claude Basset, tandis que le rabbin Marc-Raphaël Guedj mettait en lumière le danger de réduire une personne à une identité unique, alors que nous avons de multiples appartenances (religieuse, mais aussi nationale, de parti politique, etc.) « La pureté est dangereuse. Elle nous pousse à refouler ou à anéantir ceux qui sont différents et portent ainsi atteinte à la pureté de notre identité. Si celle-ci est multiple, elle nous ouvre à l'universel. Cela nous évite l'écueil d'une identité monolithique, pétrifiée, qui risque de devenir meurtrière. » Une autre manière d'éviter cet écueil : l'enracinement. « Plus vous approfondissez votre propre identité, plus vous vous ouvrez », assure le rabbin Guedj.

« Chaque groupe religieux affirme être en lien avec Dieu et porteur d'une plénitude. Com-

ment faire coexister ces groupes ? Si l'on parvient avec peine à se partager la terre, il est encore plus difficile de se partager le ciel », relevait à un autre moment le pasteur et écrivain Shafiq Keshavjee, montrant ainsi la difficulté du dialogue interreligieux. Ce dialogue, déclarait la bouddhiste américaine Rita Gross, ne doit pas viser à changer l'autre, mais à se changer soi-même. « Nous devons nous procurer des informations justes sur les autres religions et chacun devrait bien connaître au moins l'une d'elles. Nous devons aussi chercher à comprendre pourquoi la religion de l'autre a du sens pour lui », disait-elle. Le sociologue algérien Larbi Kechat, recteur d'une mosquée à Paris, allait dans le même sens : « Il ne s'agit pas de convertir l'autre : Dieu n'a pas besoin du quantitatif. »

Michel Bavarel

La Commission des Droits de l'Homme est morte! Vive le Conseil des Droits de l'Homme!

Que retenir de la réunion des Chefs d'Etat rassemblés les 14,15 et 16 septembre 2005 à New York ? Pour faire le point, le Centre International Catholique de Genève (CICG) avait réuni, les 2 et 3 novembre 2005, plusieurs spécialistes afin de dialoguer avec la vingtaine d'ONG qui avaient répondu à son invitation. Notamment à propos du projet de création d'une nouvelle Commission des Droits de l'Homme.

Les participants à la session ont suivi avec intérêt les projets de réforme de la Commission des Droits de l'Homme, réforme confiée désormais à l'Assemblée Générale. Ils prêtèrent une attention particulière aux propos de M. Serge Godet, représentant de la Suisse auprès des organisations internationales établies à Genève. D'emblée, M. Godet voudrait éviter qu'on jette le bébé avec l'eau du bain. A son avis, la Commission, malgré ses défauts, a tout de même permis à la société civile de participer à ses débats. Mais sa transformation en « Conseil », à l'instar du Conseil de Sécurité, renforcerait singulièrement son statut. Le diplomate suisse a fait part de ses propositions.

Propositions helvétiques

Le nouveau Conseil devrait absolument éviter de sélectionner les Etats lors des dénonciations des violations des Droits Humains. De plus, tous les Etats membres du nouveau Conseil

devraient accepter de se laisser évaluer par leurs pairs sur la façon dont ils respectent ou ne respectent pas chez eux les droits humains.

Combien d'Etats devraient intégrer le futur Conseil ? Tous, sans exception, comme le proposent la France et l'Allemagne ou se limiter à une cinquantaine, selon les propositions suisses ? Pour être élu, selon M. Godet, un Etat devrait démontrer les efforts déjà entrepris chez lui pour améliorer le respect des droits humains. L'élection devrait se faire à la majorité des deux tiers. Quant à la périodicité des réunions du Conseil, M. Godet verrait bien 4 sessions annuelles de 2 à 3 semaines chacune. Par contre, le diplomate suisse est resté très évasif sur le mode de financement. Il est clair que les pays du Sud s'opposent à tout prélèvement de fonds du budget de développement pour financer le fonctionnement d'un organisme conçu et voulu d'abord par les Occidentaux !

L'ambassadeur suisse exprima son souhait que le futur Conseil trouvât son siège à Genève,

comme l'ancienne Commission. Encore un vœu pieux ? Là aussi, la décision dépend de l'Assemblée Générale. Nous ne doutons pas que les diplomates helvétiques développeront une activité intensive dès le début des discussions de novembre prochain, dans ses coulisses pour remporter la décision. Les discussions devraient commencer le 24 novembre prochain. En attendant, la vieille Commission reprendra du service. Un intérim particulièrement difficile.

Et les ONG ?

Les ONG ne peuvent demeurer indifférentes à ces projets de réforme. Elles se demandent si elles auront encore voix au chapitre ou si elles seront forcées de s'éloigner des débats du futur Conseil. Alessandra Aula, coordinatrice de l'ONG *Franciscan International* qui a son siège à Genève reste positive. Elle est lucide sur la dégradation du climat qui a entaché les travaux de la Commission ces dernières années : élections opportunistes, procédures dilato-

res, nivellement par le bas, etc. Elle se réjouit donc de voir venir des réformes qui augmentent l'efficacité, assureront le suivi des décisions et ne feront pas disparaître la société civile des débats. Elle espère que les « procédures spéciales », qui accompagnent, sur le terrain, l'application des décisions de la Commission, seront encore renforcées. M. Özden, du Centre Europe-Tiers Monde exprime son profond scepticisme sur ces projets de réforme. Il regrette en particulier la disparition du groupe d'« experts » qui donnait à la Commission une assise plus large. De leur côté, les petites ONG redoutent de ne plus être représentées au futur Conseil : leurs moyens financiers ne leur permettent pas de songer à une représentation permanente annuelle. D'où la nécessité pour elles d'établir des « coalitions », d'entrer dans des réseaux plus larges et donc d'entamer de longues négociations avec d'autres ONG. Comme le font déjà les diplomates accrédités. Affaire à suivre... ■

Guy Musy

■ Brésil

Une citerne sur un million: paysans à la conquête de l'eau

Le grand fleuve Amazone est très loin et la forêt n'est qu'une image de cinéma. Ici, l'eau est un produit de luxe. L'agriculture est menacée et la survie de millions de familles paysannes est devenue une odyssee quotidienne. Telle est la réalité de la région semi-aride du Brésil, qui couvre une surface de 900.000 km2 réparties sur divers Etats, soit 22 fois la superficie de la Suisse. Dans un contexte de sécheresse et de dépression économique, la lutte menée depuis des années par les mouvements sociaux s'est convertie en victoire et laisse entrevoir une option pour l'avenir.



Une victoire du mouvement social

Derrière la citerne de Santana, on trouve toute l'histoire des luttes menées par le mouvement social brésilien, plus précisément dans la «Coordination du Brésil semi-aride» (ASA) qui réunit plus de 1000 organisations sociales, syndicats, ONG, paroisses et les mouvements les plus divers au niveau national (dont 70 mouvements dans l'ASA du Minas Gerais).

Résultat de ces luttes : la mise en œuvre du «Programme pour 1 million de citernes rurales». Un programme promulgué par l'ancien gouvernement, mais qui a réellement commencé à fonctionner depuis l'arrivée de Lula à la présidence du Brésil, explique Valdemir Lopez Viana. Il est coordinateur de ce programme dans le Centre d'agriculture écologique Vicente Nica (CAV), l'organisation la plus active pour la construction des citernes dans l'Etat de Minas Gerais.

Chaque citerne est une construction conique, simple mais solide, qui permet de récolter 16.000 litres d'eau de pluie, avec une durée de vie d'au moins 40 ans. Son coût avoisine 1500 reais (soit 750 francs suisses) par unité. Seul 20 % de cette somme sera remboursée par le bénéficiaire, ce qui permet d'alimenter un fonds géré par les différentes communautés locales pour réaliser des projets sociaux dans cette région.

Plus de 100.000 citernes ont déjà été construites durant ces trois dernières années pour un nombre équivalent de familles dans les régions les plus touchées par la sécheresse. «Un pas essentiel pour améliorer la qualité de vie, même si ces familles sont confrontées au défi stratégique de survivre comme producteurs», nous déclare Lopez Viana.

En effet, chacune de ces citernes est prévue pour palier au déficit d'eau pour les besoins domestiques. Même si dans ces régions paysannes la consommation, l'autosuffisance alimentaire, la survie et l'amélioration de la qualité de vie sont des parts indivisibles d'une réalité globale qui attend des réponses depuis des années.

«Pour cette raison, il est prévu de mener un nouveau programme, dénommé P1+2 (Une terre et deux eaux) qui vise à étendre, à l'avenir, l'approvisionnement d'eau de pluie aussi pour les activités productives», signale le technicien du CAV, expert en la matière pour la vallée de Jequitinhonha.

Eau et éducation populaire

Avec orgueil, José Luiz Santana montre la nouvelle citerne, qui sera totalement opérationnelle dès novembre, au début de la nouvelle saison des pluies. Il n'oublie pas d'expliquer que «mes enfants ont été instruits au nettoyage de la citerne, pour assurer qu'elle reste toujours utile et nous apporte de l'eau à boire».

Chaque construction de citerne s'accompagne d'un «intense processus d'éducation populaire», souligne Lopez Viana. Un long processus pour les organisations sociales, qui comprend une quantité d'étapes successives: «l'étude des familles les plus nécessiteuses ; la discussion avec celles-ci ; la construction participative de la citerne ; les cours de santé publique qui l'accompagnent ; le débat sur la participation financière du bénéficiaire pour le fonds commun et la gestion de ce fonds ; la construction de projets sociaux...»

Une citerne, une goutte d'eau dans une région semi-aride, une parcelle d'utopie collective qui naît et vit... une victoire significative du mouvement populaire brésilien. ■

Beat «Tuto» Wehrle et Sergio Ferrari de retour de Turmalina, Minas Gerais, Brésil Traduction H.P. Renk Service de presse E-CHANGER





vous la parole !

COTMEC-Info souhaite entretenir un dialogue plus constant avec vous, nos lectrices et lecteurs. Vos remarques, critiques et éclairages sont donc plus que bienvenus. Pour qu'ils trouvent plus facilement place dans ce bulletin, nous pensons agrandir quelque peu son format, à partir de la rentrée de cet automne, et revisiter sa ligne graphique. Cela nous permettra également d'aérer nos textes et d'améliorer leur lisibilité. Par ailleurs, nous

attendons dès maintenant vos propositions pour de nouvelles rubriques. D'autre part, plusieurs d'entre vous nous ont suggéré de leur envoyer ce bulletin par courriel afin de diminuer nos frais de port. Même si nous allons continuer de l'imprimer sur papier, pour tous ceux qui préfèrent cette formule, nous sommes disposés à l'adresser par le truchement de l'électronique à ceux qui le souhaitent. ■

La rédaction

Brochure Poulets importés au Cameroun

Un exemple des errements du commerce international : l'importation de poulet congelé a ruiné l'aviculture camerounaise. Une brochure nous l'explique.

A partir de 1996, quelques mois après la ratification par le Cameroun des accords de l'OMC, on observe dans ce pays une importation massive de poulet congelé à bas prix, en provenance de l'Union européenne, puis du Brésil. Une partie arrive en fraude, grâce à des complicités locales. Ces importations entraînent des conséquences néfastes pour la santé de la population camerounaise, puisque 83,5 % des échantillons de poulet analysés sont impropres à la consommation, en particulier à cause de la rupture de la chaîne du froid sur les marchés. Elles ont aussi des conséquences pour les petits aviculteurs locaux exposés à cette concurrence déloyale : sur 100 producteurs identifiés en 1996, seuls 8 sont encore en activité en 2002. Depuis, l'action d'ONG camerounaises et européennes a permis d'apporter un correctif, au moins partiel, à cette situation. Cependant, la lutte continue, notamment face à la corruption qui facilite les importations « sauvages ». On a ici un exemple éloquent des ravages que peut provoquer un commerce international dévoyé. ■

MB

1. «Un exemple de mal développement: les conséquences de l'importation des poulets congelés au Cameroun», une brochure réalisée avec le soutien de la Fédération genevoise de coopération par l'IREC, 3 rue de Varembe, 1211 Genève 20 (info@ired.org). Version originale publiée par deux ong camerounaises disponible sur le site: www.acidi.org

Immigration illégale Eloignez-vous

car vous marchez sur nos rêves¹

L'immigration illégale en provenance d'Afrique fait décidément la une des journaux. Après Ceuta et Melilla, nous voici en Italie où des «marées humaines» échouent chaque semaine sur les plages de Lampedusa (Sicile) et Bari (Pouilles). Les images et les mots sont crus et nous renvoient toujours à une Afrique «maudite».

Parlons du contexte. En Europe, les nouvelles politiques nationales en matière d'immigration ne font que se durcir. Plusieurs mesures ont été récemment adoptées par les 25 membres de l'Union Européenne, entre autres celles d'organiser des vols groupés pour «éloigner» les étrangers en situation irrégulière, d'établir une liste de pays d'origine «sûrs», afin de rejeter immédiatement les ressortissants de ces pays. Il faut rappeler qu'en Suisse la sixième révision de la Loi sur l'asile prévoit un durcissement similaire². La «cerise sur le gâteau» consiste dans la création de «programmes de protection régionaux» visant à ouvrir des camps proches des pays d'origine des émigrés. Ces camps deviendraient des centres d'enregistrement des réfugiés. Des projets pilotes sont prévus en Biélorussie, en Ukraine et en Moldavie. Ils seraient suivis par l'Afrique du Nord et la Corne de l'Afrique. Magnifique illustration de l'hypocrisie européenne qui, d'une part, continue de s'ingérer dans

les affaires politiques des dits pays afin de bénéficier de leurs matières premières, et d'autre part, préfère laisser le soin d'accueillir les réfugiés aux pays voisins des zones de conflits.

Qu'en est-il des responsabilités? L'Europe continue d'imposer son modèle économique et l'adhésion à ce modèle, reste l'une des conditions du financement du développement. Or, les politiques économiques d'ajustement structurel ont contribué à ruiner les populations du continent africain qui se sont vues privées de leurs droits au travail, à la santé et à l'éducation. L'arrivée des clandestins en Europe laisse entrevoir les failles du système: celui de l'échec des stratégies de lutte contre la pauvreté. Les dirigeants européens font preuve de cynisme en fermant les portes à l'immigration. Dans ce monde que nous voulons beau et parfait, il faut éliminer toute trace de ce qui pourrait nous rappeler que notre rêve n'est que chimère. Il est temps de se rendre compte que le mythe de la croissance qui profitera à tout un chacun est bel et bien sur le point de s'effondrer. ■

Noa Bell

1. Inspiré de la citation de William Butler Yeats, auteur irlandais: «Marchez doucement car vous marchez sur mes rêves».

2. Cf. Cotmec-Info n° 272, p.3 et n°274, p.1.

Changeement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

1231 JAB
Conches

COTMEC

Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.- /an
Rédactrice Responsable:
Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Mini-dossier:
L'audit sur la dette
du tiers monde

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Enfants sorciers

Consterné, je prends connaissance du rapport annuel du BICE (Bureau International Catholique de l'Enfance) qui pendant des années tint pignon sur rue à Genève. Nous connaissons déjà les *enfants soldats*, voici maintenant les *enfants sorciers*. Ils courent les rues de Kinshasa, de Mbuji-Mayi et de Kananga. Accusé de *sorcellerie* par ses proches, un gamin gênant est jeté à la rue, avec en prime les vilénies réservées aux jeteurs de sorts. Dans une ville congolaise, le BICE a mis à l'abri quelques 70 jeunes, battus à mort, fuyant l'hystérie collective. Il y a pire, si c'est possible. Des pseudo-prophètes se livrent sur ces gosses à des rites d'exorcisme. Pour s'enrichir.

« Bon, diriez-vous, des sorcières, l'Europe chrétienne en a brûlé par centaines. Pourquoi faire tout un plat de ces *enfants sorciers*? » Mais il s'agit d'*enfants* précisément. Les nations policées savent se préserver des petits qui les gênent. Elles les empêchent de naître tout simplement. Et s'il arrive à un de ces malheureux de venir quand même au jour, hors des prévisions et des précautions convenues, ses géniteurs peuvent réclamer un dédommagement¹. Ainsi en a décidé en décembre dernier notre Haute Cour Fédérale. Nous savons maintenant ce que coûte un enfant. En espèces sonnantes et rébuchantes.

Au su de cette dernière information, je n'ai plus qu'à avaler ma consternation et à manger mon porte-plume. Je souhaite le retour du BICE à Genève. Il pourrait reprendre du service sur les bords du Léman. ■

Guy Musy

1. Voir Le Temps du 21.12.05: «Des parents dédommagés pour la naissance d'un enfant non voulu».

Edito

Nativité

En décembre dernier, une nativité d'un genre particulier était annoncée. Par toute une presse aussi curieuse qu'avisée. Partout on racontait comment les habitants d'une vallée enclavée, faisant fi de leur image de paysans aux traditions attachées ont plébiscité, A une belle majorité, l'accueil d'un nouveau-né. Peut-être est-il utile de préciser qu'avec ce dernier, C'est tout un espoir de prospérité qui s'est profilé. Oyez, oyez braves gens, en ce début d'année, Un nouveau paradis fiscal est né Des malices d'une belle créativité financière dévoyée, Obwald, pour ne pas le nommer. Car on l'espère sans même s'en cacher, Que peu de bergers et beaucoup de rois viendront se pencher Sur le berceau fiscal nouvellement inauguré. Aux voisins irrités d'avoir été moins inspirés, Et agacés de voir des deniers leur échapper, Aux défenseurs ardents d'une forme de légalité, Qui craignent de voir la cohésion sociale écornée, On aurait tort de rétorquer qu'il ne tient qu'à eux de l'imiter. Car si le royaume ainsi créé donne l'illusion de la durée, Et affirme que du paradis terrestre il aurait retrouvé la clef, Ce sont surtout de faux mages aux bagages éculés qu'il va attirer. Quand les rois auront trouvé ailleurs herbe plus verte pour les contenter Ne restera plus alors aux enfants d'écoles privés, Aux malades qui ne pourront être soignés, A tous ceux qui ont tant besoin de la solidarité, Que les yeux pour pleurer. ■

Martyna Olivet



Chronologie succincte

«Confiant, les Obwaldiens plébiscitent la chasse aux gros revenus et aux entreprises», Le Temps, 12.12.05

«Le ton monte à Bruxelles contre les avantages fiscaux cantonaux», Le Temps, 15.12.05

«Paradis fiscal d'Obwald: le PS veut porter plainte», La Liberté, 17.12.05

«Obwald l'assure: sa nouvelle loi fiscale choie les hauts revenus pour le bien de tous», Le Temps, 21.12.05

«La compétition fiscale accroît la pauvreté», pain pour le prochain, 12 janvier 05

«Comment les cantons rivalisent pour attirer les bons contribuables», Le Temps, 16.01.06

«Suisse: l'UE prépare sa guerre fiscale contre les cantons», Le Temps, 19.12.06

Asile et étrangers: un double référendum à signer

Vous trouvez encarté dans ce numéro des feuilles de signatures pour les référendums lancés contre les lois sur l'asile et sur les étrangers. La COTMEC, ainsi que les trois Eglises reconnues à Genève, vous invitent à les signer. Pour éviter des annulations, nous vous rendons attentifs aux points suivants:

➤ Il s'agit d'écrire ou de faire écrire lisiblement deux fois toutes les rubriques (sauf celles réservées aux fonctionnaires chargés du contrôle), car il s'agit de deux référendums distincts, même si les lois qu'ils contestent sont de la même inspiration. Vous êtes cependant libre de ne signer qu'un seul des deux référendums.

➤ Chaque feuille doit comporter le nom d'une commune politique suisse et seuls les citoyens votant dans cette commune peuvent apposer leur signature sur la feuille en question. Pour invi-

ter des amis ou des collègues habitant d'autres communes à signer ces référendums, vous pouvez photocopier la feuille ci-jointe avant de la remplir (le recto avec les signatures suffit).

➤ Les dernières signatures doivent être centralisées à fin mars pour être validées. Cependant, il vous est demandé de retourner les feuilles dès qu'elles sont remplies, même partiellement, à la Coordination contre l'exclusion et la xénophobie, case postale 182, 1211 Genève 7 ou, si vous le préférez, au comité mis en place dans votre canton.

➤ Même s'ils sont concernés au premier chef, les étrangers ne peuvent pas signer ces deux référendums, mais ils peuvent participer à la récolte de signatures.

➤ Vous pouvez trouver des informations sur la campagne référendaire en Suisse romande, avec des argumentaires plus complets, sur le site www.stopexclusion.ch ■

Maurice Demierre: 20 ans après

Le 16 février 1986, Maurice Demierre, volontaire de Frères Sans Frontières (aujourd'hui E-CHANGER), a été assassiné par la contre-révolution antisandiniste à Somotillo, au nord du Nicaragua. Du 9 au 19 février prochain, une délégation organisée par E-CHANGER et l'Association Maurice Demierre voyagera au Nicaragua pour rendre hommage à Maurice, à tous les internationalistes tombés là-bas ainsi qu'aux milliers de victimes nicaraguayennes. Participeront six conseillers nationaux et députés cantonaux, des journalistes, des paysans, la famille et les amis de Maurice, ainsi que des représentants d'ONG de volontaires. ■

A paraître:

«L'audit de la dette du tiers monde»

Les 6 et 7 décembre dernier, le CETIM et le CADTM organisaient un séminaire de travail intitulé «L'audit sur la dette du tiers monde». Ce, dans le but de réunir le matériel nécessaire à la réalisation d'un manuel trilingue sur cette pratique destiné prioritairement aux mouvements sociaux. Le séminaire a réuni des experts de l'endettement tels des juristes, des parlementaires, des professeurs, des militants au long court aux côtés d'observateurs critiques. Tous ont contribué par leurs remarques et leurs expériences à l'avancée de la réflexion sur le fardeau que représente la dette du Sud. Retour sur quelques éléments clefs.

Le poids insurmontable, à ce jour irrésolu, que représente la dette pour les pays en voie de développement est une préoccupation de longue date des mouvements sociaux. Pour mémoire, la campagne internationale «abolissons la dette» de Jubilee 2000 avait réuni, entre 1998 et 1999, plus de 20 millions de signatures de par le monde. L'année suivante, au Brésil, plus de 6 millions de personnes ont signé une pétition en faveur d'un audit de la dette externe prévu dans la constitution. D'intenses mobilisations citoyennes qui se traduisent peu en actes politiques. Sur la scène internationale, force est de constater qu'aucune solution globale, durable mais surtout juste du problème ne s'est esquissée. On relève ça et là de petites concessions de la part des pays du G8, précédées de beaucoup d'effets d'annonce. Des remises de dette symboliques, notamment suite à des catastrophes naturelles et de trop rares victoires aboutissant à des annulations (voir encadré). Reste que plus de 160 pays doivent se plier aux mesures d'ajustements structurels pour maintenir leurs capacités de remboursement. Ces mesures impliquent des politiques d'austérité, notamment dans les services publics, qui se répercutent durement sur les populations.

d'exiger le remboursement ou de négocier une annulation ou une remise, et la part que l'on peut légalement contester et déclarer nulle et qui n'a pas lieu d'être (comme dans le cas des dettes dites odieuses, voir encadré).

Généalogie de la dette

L'audit, en procédant à l'analyse détaillée de chaque emprunt, de chaque contrat, permet de mettre à jour les différentes responsabilités dans le complexe mécanisme de l'endettement. En résumé, cet outil vise à apporter les réponses aux questions suivantes: Combien doit-on? A qui doit-on? Pourquoi doit-on? Et au bout du compte: doit-on vraiment?

Le droit international fonde clairement le recours à l'audit dans l'évaluation des dettes publiques comme étant, pour un Etat, une manière d'exercer ses compétences internes. Il reconnaît à tout gouvernement la nécessité de prendre en compte la nature du régime qui a contracté la dette ainsi que l'utilisation qui a été faite des fonds empruntés. Nulle part il n'est mentionné une obligation automatique de rembourser une dette contractée contre l'intérêt général de la collectivité. C'est aux pouvoirs publics qu'il convient de déterminer la part légale ou illégale de la dette externe. L'audit est véritablement une «récupération de la souveraineté des Etats sur la dette.»

Remboursez, sinon rien

Du côté des créanciers, la logique selon laquelle toute dette externe publique, c'est-à-dire contractée par un Etat, doit être remboursée prévaut. Peu importe que cette dernière ait été négociée par Etat totalitaire pour être utilisée contre l'intérêt des populations. Peu importe qu'elle ait été assortie de conditionnalités démesurées ou que la population n'ait jamais été consultée. Le plus souvent, les dettes héritées des dictatures sont à la charge des Etats démocratiques du Sud. En invoquant le principe de continuité de l'Etat, il n'existe aux yeux des débiteurs que des dettes légales. Dans cette situation proche de l'impasse, l'audit de la dette se profile comme un outil à même de faire la lumière sur la part de la dette dont il est licite

de l'exiger le remboursement ou de négocier une annulation ou une remise, et la part que l'on peut légalement contester et déclarer nulle et qui n'a pas lieu d'être (comme dans le cas des dettes dites odieuses, voir encadré).

... informer au Nord

Tant les créances que les créanciers se retrouvent majoritairement au Nord de la planète. En possession des institutions financières internationales (Banque mondiale, Fond monétaire international, etc.), de banques privées, dont bien des banques suisses. L'audit de la dette est également une opportunité pour améliorer la compréhension du processus de l'endettement et de mettre en lumière les responsabilités sous nos latitudes. La complexité de la terminologie utilisée, le peu de transparence sur les raisons des remises de dette vont parfois jusqu'à créer un sentiment d'agacement face à «ces assistés du Sud». C'est pourquoi, les participants au séminaire ont à plusieurs reprises insisté sur la nécessité d'un changement fort dans les discours passant de la charité à celui de justice que seule une recherche de vérité pourra satisfaire.

Des buts concrets

Comme le soulignait l'un des participants, l'audit de la dette doit avant tout «fournir des arguments pour aboutir à des annulations de dette. Il ne s'agit pas d'entreprendre un exercice universitaire pour mieux comprendre le monde sans le changer. L'audit doit servir les peuples en termes de solution pour un autre monde possible». L'audit n'est pas une fin en soi mais un outil pour mobiliser le peuple et enjoindre les forces politiques à collaborer. Sans

quoi, ce ne serait qu'un outil technique de plus. Les acteurs concernés sont unanimes: aucune annulation de dette ou campagne en sa faveur ne peut faire l'économie d'un audit. ■

Martyna Olivet

A PROPOS DU MANUEL

Le manuel s'articulera autour de quatre grands chapitres qui sont: la mobilisation politique, les éléments techniques de l'audit et la partie juridique de l'audit. Destiné prioritairement à des militants qui ne sont pas des spécialistes de l'endettement, le manuel ambitionne toutefois d'être d'un bon niveau et d'enrichir l'information apportée par le biais d'une riche biographie et de nombreux renvois à des sites Internet. Il manque encore des fonds pour assurer le bouclage de la publication. Le CETIM souhaite mettre gratuitement l'ouvrage à disposition des pays du Sud et en assurer la traduction en trois langues (Ang., Fr., Esp.). Si vous souhaitez contribuer à sa parution, nous vous invitons à faire un don au CCP 12-19850-1, mention audit de la dette. Merci de votre solidarité.

Dette odieuse: le cas du Paraguay

En août 2005, le Paraguay a frappé très fort: par le biais d'un audit commandité par l'Etat, il a démontré le caractère illégal de la dette contractée durant la dictature d'Alfredo Stroessner. La juridiction suisse, devant laquelle les créanciers ont porté plainte, a immédiatement condamné l'Etat paraguayen à rembourser intégralement la somme due aux banquiers privés. Cependant, le Paraguay a maintenu sa décision en invoquant un décret adopté en août 2005. Celui-ci stipule que cette dette a un caractère illicite et que, par conséquent, l'Etat n'a aucune obligation de la rembourser. L'Etat paraguayen a également fait savoir que la décision de justice de la Suisse est une atteinte aux droits du Paraguay et une violation du droit international qui justifie pleinement une saisie de la Cour Internationale de Justice. Ceci démontre bien qu'invoquer la nullité de la dette, fondée sur la notion de dette odieuse, est une voie efficace pour débouter les créanciers. ■

N.B.

Bolivie La résistance populaire impose un président indigène

La nette victoire d'Evo Morales, qui assume depuis le 22 janvier 2006 la présidence de la Bolivie, constitue un fait des plus significatifs en Amérique latine. C'est la première fois qu'un indigène arrive au gouvernement dans un continent où environ 40 millions d'habitants appartiennent à des peuples autochtones, «annihilés» par la conquête espagnole et le néo-libéralisme en vigueur.

Le premier message d'Evo Morales, après son élection à une large majorité, a été clair: réduire de moitié son salaire, celui de ses ministres et celui des parlementaires.

Son premier voyage fut non moins significatif. Il est allé à Cuba pour signer des accords de collaboration, afin de renforcer la coopération médicale avec l'île des Caraïbes et assurer que 5000 jeunes andins puissent étudier la médecine sur l'île.

La cérémonie d'investiture a constitué un autre symbole du changement en cours. Le 21 janvier, à Tiwanaku, un centre cérémonial indigène, il s'est présenté devant les autorités autochtones. Le jour suivant, à La Paz, s'est déroulé l'acte «officiel» de transmission de pouvoir. Lors de sa troisième grande apparition publique, il a prêté serment devant une foule populaire sur la place San Francisco.

Tous ces éléments auront été les témoins du début d'une nouvelle

expérience démocratique. C'est l'aboutissement (mais non la fin) d'une période intense de résistance populaire jouée par différents acteurs et mouvements sociaux depuis l'an 2000. Il faut y ajouter des périodes antérieures qui ont rythmé l'histoire du pays: la guerre de l'eau à Cochabamba, les mobilisations des *cocaleros* (cultivateurs de coca) et des ouvriers, la guerre du gaz, la semi insurrection de El Alto l'année dernière. L'expression finale de cette résistance, est l'arrivée à la présidence d'un dirigeant populaire, élément significatif d'un avancement social.

Aujourd'hui, les trois quarts des pays d'Amérique du Sud vivent un renouveau -avec différentes nuances toutefois-; ils se montrent favorables au MERCOSUR (Marché Commun de l'Amérique du Sud) et s'éloignent de la Maison Blanche qui cherche à imposer son projet hégémonique, l'Accord de Libre Commerce pour les Amériques (ALCA).

Les défis des mouvements sociaux

S'il s'agissait de chercher le dénominateur commun de cette nouvelle étape, on trouverait la critique chaque fois plus généralisée du néo-libéralisme appliqué par Washington depuis plusieurs décennies (son gouvernement et ses institutions financières).

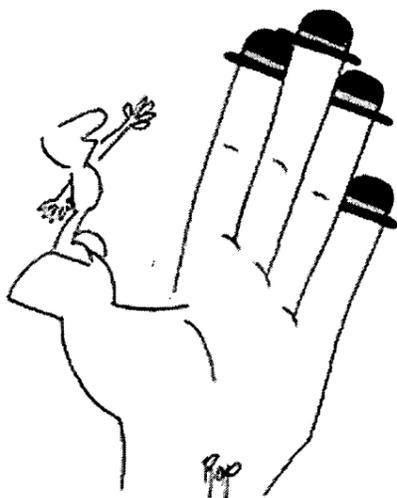
Les électeurs sont fatigués d'un modèle qui augmente la pauvreté, la polarisation sociale et l'exclusion. Il n'est dès lors pas surprenant que les plus importants mouvements sociaux, aient activement promu des campagnes contre l'ALCA, contre toute intervention militaire ou imposition politique (que ce soit le Plan Colombia ou la stratégie Pueblo-Panama) et pour une démocratisation réelle du continent.

La force de ces mouvements est

réelle: indigènes et paysans du Mexique, de Bolivie, d'Equateur ou du MST brésilien. Ce sont aussi les expériences croissantes des «sans» dans divers pays: sans toit, sans travail, sans citoyenneté, etc.

Evo Morales dirige une Bolivie différente. C'est un pays inséré dans un continent où les mouvements sociaux exigent des réponses institutionnelles rapides: réforme agraire, politiques anti-privatisation et rectifications significatives des ajustements néo-libéraux. Bien qu'Evo trace déjà des axes positifs d'une nouvelle forme de démocratie, les acteurs sociaux andins sont impatients et attendent des signes concrets de changement. ■

Sergio Ferrari
Trad. Rosemarie et
Maurice Michelet Fournier
Collaboration E-CHANGER



Compendium de la doctrine sociale de l'Église

Voici enfin la version française de cet ouvrage qui se veut une présentation complète et systématique de l'enseignement social de l'Église. Partant du plan de l'amour de Dieu pour l'humanité, il examine d'abord la nature de la personne humaine et les droits humains qui s'ensuivent. Il présente les principes de la doctrine sociale – le bien commun, la destination universelle des biens, les principes de subsidiarité et de solidarité – avant de passer en revue la famille, le travail, l'économie, la politique, la communauté internationale, l'environnement et la paix.

L'index des références, qui fait 25 pages, renvoie aux Écritures, aux encycliques et à de nombreuses autres déclarations papales, au Catéchisme, aux pères de l'Église, à St. Thomas d'Aquin et j'en passe, mais encore à la Charte des Nations unies, à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la Convention sur

les droits de l'enfant. Les abondantes notes de bas de page permettent de situer le contexte où les éléments de la doctrine se sont formés.

Le Compendium compte plus de 500 pages denses (dont 200 d'index). Heureusement, une phrase ou deux en italiques résume l'argument de chaque paragraphe. Mais sa couverture en fait déjà le tour. Il reproduit «L'algèbre de la bonne gouvernance» d'Ambrogio Lorenzetti (1338-9) qui orne l'ancienne salle du conseil de la ville de Sienne. Il consacre deux pages entières de la couverture à l'expliquer, et c'est toute une leçon passionnante de responsabilité sociale. ■

Édouard Dommen

Compendium de la doctrine sociale de l'Église. Conseil pontifical justice et paix, Libreria editrice vaticana.

Guerres : point de vue des victimes

Le journaliste du Corriere della Sera Massimo Nava fait partie d'une catégorie en voie de disparition. Celle de correspondant de guerre au long cours. Il a non seulement couvert tous les grands conflits de ces vingt dernières années, mais est souvent resté sur place, observant les ravages et les conséquences de ces séismes sur les victimes, alors que ses confrères pliaient bagage...

De l'Afghanistan à la Somalie, du Kosovo à l'Irak, Nava explique comment toutes ces guerres ont fait voler en éclats l'espoir d'un monde meilleur né après la chute du mur de Berlin... Les conflits n'ont pas disparu, ils sont simplement devenus plus diffus, plus graves, souvent alimentés par un fanatisme idéologique et religieux. Mais on a surtout vu se développer l'idée que la riposte belliqueuse, ou la guerre, étaient une réponse inévitable aux menaces de notre temps.

Les informations, aujourd'hui quasi-simultanées à l'événement qu'elles décrivent, ne sont plus un moyen pour comprendre le monde, mais participent à son éclatement. Le récit du journaliste de, par essence subjectif, s'insère dans un paradigme médiatique fait de petites et grandes manipulations qui finit par le pervertir. Nous vivons dans une synthèse de «démocratie et d'hypocrisie», dit Nava, qui con-

ditionne les opinions publiques sur la nécessité de la guerre puis reconnaît les erreurs une fois le désastre advenu. Une des idées les plus en vogue ces dernières années a été la guerre éthique, la guerre « zéro morts », celle qui – paradoxe suprême – épargne les militaires, pour ne faire que des victimes civiles. Ce fut le cas en Irak (dans la 1ère phase du conflit), mais cela ne s'applique évidemment pas à des guerres dans lesquelles les Occidentaux ne sont pas impliqués comme récemment au Darfour... Or pour la victime, où qu'elle soit, quelle importance qu'une guerre soit éthique ou non?

Voilà pourquoi Massimo Nava a écrit ce livre du point de vue des victimes, elles qu'il a côtoyées, en essayant de réfléchir à l'origine des conflits, à l'impuissance de la communauté internationale, et surtout aux limites de la « culture de paix » qui, bien qu'étant majoritaire dans le monde, ne parvient guère à peser sur les décisions politiques. Là aussi la culture de la confrontation peut être stérile. Les Etats-Unis, seule superpuissance, sont une partie du problème, mais rien ne peut être résolu sans eux. Les pacifistes européens, parfois trop pris dans la logique du « pour ou contre » feraient bien, selon Nava, de s'en rappeler... ■

Francesca Argiroffo

«VITTIME», de Massimo Nava, Fazi editore, 2005

En mémoire de Jean-Claude Genecand

Tu n'aimais pas te mettre en avant... Aujourd'hui, Jean-Claude, je fais quelque chose que tu n'aimais pas, tu me pardonneras? C'est aux Œuvres pontificales missionnaires que nous nous sommes connus.

Parmi tes nombreux engagements dans l'Église, tu as participé au Conseil Pastoral et tu as été responsable du département Ouverture au Monde. Ton chemin t'a également conduit à présider la Nouvelle Association du Courrier dans une période mouvementée. Tu as également contribué à la consolidation de Radio Cité durant ces dernières années.

Durant ta présence à la COTMEC, tu as soutenu les combats que nous menions en nous poussant toujours vers une réflexion de justice et d'éthique chrétienne. Toi qui étais plutôt sobre, tu pouvais t'enflammer.

Mais tu étais aussi le boulanger de ton quartier, tu aimais ton métier et tu l'as défendu en y assumant de grandes responsabilités. Malgré une profession qui ne connaît pas les grasses matinées, tu es devenu député au Grand Conseil comme membre du PDC, et ta fibre sociale a toujours été le fil conducteur de ton engagement politique.

Tu as formé des boulangers camerounais. De cette initiative est née une ONG qui fut une des premières associations membres de la Fédération Genevoise de Coopération. Plus tard, tu as rejoint le Mouvement pour la Coopération Internationale.

Mais je crois qu'avant tout tu as été un mari, un père, un grand-père bien présent, jonglant en permanence pour maintenir cette unité de vie, en sachant prendre des temps de silence, vous retrouver au chalet. Tu as été aussi un vrai ami. Merci Jean-Claude. ■

Christiane Escher

CAMPAGNE DE CARÊME:

30 mars à Genève, 12h15-13h15, Temple de la Fusterie, conférence-débat avec Hélène Yinda: «Est-ce qu'on se bat encore ici pour les droits humains?» Pour plus d'infos, www.campagne2006.ch

1200 JAB
Genève 2
Changeant d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Église catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax : +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.-/an
Rédactrice Responsable:
Nicole Kunz
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 25.-

N° 276 - Mars 2006



COTMEC
INFO

TSUNAMI:
la générosité en proie
au marché, p3.

commission tiers monde
de l'Église catholique

Bon sens ne saurait mentir

Edito

Billet évangélique Racisme et vérité

Monsieur Doudou Diène, rapporteur à la Commission des Droits de l'Homme, vient de jeter un joli pavé dans la marre où barbotent les canards helvétiques. Selon cet enquêteur, les Suisses auraient des *comportements racistes*! Non mais, voyez-vous ça! D'abord de quoi je me mêle? Et d'où sort ce Doudou-là pour nous insulter de pareille manière? Il semblerait que cet inspecteur soit sénégalais. Et pourquoi pas libyen, congolais ou rwandais, tant qu'on y est! A la rigueur, on pourrait supporter un docteur en racisme de nationalité et de peau suédoises ou finlandaises. Mais un Africain! Il y a tout de même des limites à l'indécence!

Eh oui! Le temps est venu pour les Suisses de payer au prix fort leur pleine participation à l'ONU. Jusqu'à ces dernières années, nous *observions* sans être observés; nous donnions des leçons à la terre entière, sans risquer de nous faire réprimander. Le moment est venu de rabattre un peu de notre suffisance et d'accepter le jugement de nos pairs. Fussent-ils Zoulous, Khmers, Canaques ou Quetchuas!

Dans son discours annuel aux diplomates accrédités au Vatican, Benoît XVI rappelait fort à propos que la paix ne se construit que sur la *vérité*. Non sur l'esbroufe et l'hypocrisie. Alors, tant mieux si d'autres nous remontent les bretelles et époussetent nos ailes d'ange. C'est même un service qu'ils nous rendent. Seule la vérité rend libre et vraiment paisible. ■

Guy Musy

1. Aux propos de Doudou Diène «La Suisse connaît une situation de racisme, de xénophobie et de discrimination», Rom Jäggi, le porte-parole de l'UDC, interrogé dans le journal *Le Temps* du 14 janvier 2006 a rétorqué accepter «qu'un représentant de l'ONU nous fasse des critiques puisque nous sommes maintenant membres de l'ONU. Mais c'est quand même le comble que ces remarques viennent d'un Sénégalais».



Roland Pasquier

Pour Antonio Martins, le Forum social mondial (FSM) est en bonne santé, il se renforce et poursuit ses avancées. «Le chiffre des activités réalisées dans les 2 premières rencontres de 2006 à Caracas et à Bamako dépasse celui des autres éditions». Ce journaliste et commentateur averti milite au sein de ATTAC-Brazil et fait partie du «groupe fondateur» du FSM. Entretien.

Pour Antonio Martins, le FSM continue d'être un point de référence énorme pour ceux et celles qui luttent, dans le monde entier, pour dépasser la logique d'une société de marché à l'échelle mondiale. Dans un premier temps, «le FSM a brisé la logique de la «pensée unique»: après Porto Alegre 2001, il n'était plus possible de prétendre que le marché et le capitalisme représentaient la seule option sur cette planète.», souligne le journaliste. «La seconde phase a consisté à présenter des possibilités de résistances et d'alternatives. Cela s'est produit à Porto Alegre en 2002 et 2003, lors de la campagne continentale contre l'ALCA (Ac-

cord de libre-échange des Amériques) et quand se sont multipliées les résistances aux initiatives de l'OMC. Dans ce même cadre, surgit aussi l'idée que l'accès à l'eau est un droit inaliénable.» Pour l'avenir, on peut prévoir que ces propositions se traduisent par des mobilisations internationales pour «contester de manière concrète la domination du capital et lui disputer, par des alternatives, des espaces de pouvoir viables».

Risques potentiels

Des potentialités pour le FSM qui ne font pas oublier à Antonio Martins les risques poten-

tiels auquel ce dernier fait face. «Le FSM court toujours le risque de récupération sectaire car beaucoup continuent à vouloir monopoliser la représentation et tenter de contrôler le forum. L'autre risque, c'est celui de l'autosuffisance: se borner à se réjouir de ce qui a été fait jusqu'ici, en oubliant qu'il reste encore beaucoup à faire pour que ces nouvelles manières de voir le monde et la politique se renouvellent, s'articulent et se convertissent en actions pour une nouvelle société.»

Sergio Ferrari

Trad. H.P. Renk Service de presse E-CHANGER

Afrique 2007

Antonio Martins exprime de grands espoirs par rapport au FSM 2007, qui se tiendra au Kenya. «Je le vois comme un défi énorme et, en même temps, comme l'occasion de franchir un nouveau pas. L'Afrique est la principale victime de la globalisation. Les conditions matérielles, politiques et sociales y sont incomparablement plus difficiles. La démocratie formelle ou les libertés civiques de base n'existent pratiquement nulle part. Le SIDA et d'autres épidémies ont réduit, dans de nombreuses régions, l'espérance de vie à 40 ans. En même temps, plus de 20 pays ont organisé des forums sociaux nationaux; l'Afrique est capable de réveiller, comme aucune autre région, la solidarité de ceux qui luttent pour un monde nouveau. Cela sera-t-il suffisant pour garantir le succès de Nairobi 2007? Je pense que c'est possible, mais Nairobi ne peut se réduire à une promenade touristique. Pour déclencher la mobilisation des sociétés civiles africaines et la solidarité internationale, il sera nécessaire de présenter des propositions d'action concrètes. Par exemple, une coalition de réseaux liés à la lutte pour le droit à l'eau pourrait étudier quelles mesures garantiraient d'ici 10 ans l'accès de tous les habitants de l'Afrique à des sources d'eau potable. Une démarche similaire pourrait être faite pour la distribution gratuite de médicaments aux malades du SIDA. En même temps, il faudrait évaluer la manière de financer de telles actions, par exemple grâce à un impôt sur les bénéfices des multinationales.»

S.F.

protocole m'a permis de redessiner une figure plus complète à partir de l'élève que je voyais en classe et de l'individu dont je devinais une vie... Rien dans ma formation ne m'avait entraînée à lui trouver une place au sein de ma pratique.»

Dominique Froidevaux

*V. Franchi et G. Colin, Prévenir la violence au collège à travers le dispositif Parlons Tabou, Amiens, CRDP, 2005.

Parlons tabou

Une expérience venue d'Afrique du Sud

Née dans un township sud-africain, une expérience originale de prévention de la violence en milieu scolaire fait tache dans des collèges de la région lyonnaise. Sa particularité: inciter les élèves à développer sans tabou leur analyse de la violence à partir de la manière dont ils la vivent eux-mêmes.

Tout commence dans la région de Johannesburg, cinq ans après la libération du régime d'apartheid, à Eldorado Park, un township assigné aux Métis dans l'ancien système de ségrégation raciale. Depuis la démocratisation du pays, d'autres catégories s'y sont établies: des gens de Soweto, ancien ghetto noir, des habitants des zones rurales proches, attirés par les activités économiques de l'espace périurbain. La vie à Eldorado Park est empoisonnée par de nombreuses violences au quotidien. Les communautés locales s'en inquiètent et font l'inventaire avec une équipe universitaire. L'analyse qui ressort de cette enquête va servir pour imaginer des pistes originales de remédiation. Au cœur de la problématique de la violence et des conduites à risque (alcool, violences sexuelles, gangstérisme, etc.), les participants à l'enquête mettent en évidence une clé de lecture: la dynamique identitaire. Les universitaires observent que, bien que l'apartheid soit un régime révolu, les identités assignées aux individus ont été tellement intériorisées qu'elles demeurent le lexique principal à travers lequel les déchirures socia-

les, psychologiques ou familiales se disent encore aujourd'hui. De plus, la culture de la violence a été instillée jusque dans les rapports éducatifs: il fallait être un dur pour opprimer ou pour survivre à l'oppression. Enfermés derrière des étiquettes qui leur collent à la peau, les jeunes concernés sont coupés de leur propre subjectivité. Toute prise de conscience de leur situation leur semble interdite.

C'est autour d'une approche visant à renforcer les capacités réflexives des jeunes que le dispositif de «parlons tabou» s'est mis en place au niveau d'écoles secondaires d'Eldorado Park. Avec le souci de renforcer leur capacité d'agir librement sur eux-mêmes et sur le contexte social et politique dans lequel ils évoluent. «L'intervention vise à diminuer le sentiment d'isolement chez l'adolescent et à renforcer les principaux systèmes de référence (famille école, cité).» Progressivement, avec la participation active des acteurs scolaires, une équipe d'étudiants en psychologie menée par Vijé Franchi* a construit un protocole, proposant de manière souple et adaptative, une série d'exercices à réa-

liser en classe. Les élèves travaillent leur rapport à eux-mêmes, le jeu identitaire dans lequel ils sont pris. Ils apprennent à cultiver leur estime d'eux-mêmes et des autres, à gérer leur image de soi, leur rapport au groupe et les liens entre ces différentes dynamiques et les conduites à risque.

De retour d'Afrique du Sud, la psychologue Vijé Franchi et Gwenaëlle Colin, enseignante de français, ont contribué à diffuser cette expérience en France. Testé en 2002 dans une classe d'un collège du Rhône, le dispositif «Parlons Tabou» est maintenant utilisé dans huit établissements secondaires du département. La démarche s'est avérée pertinente dans un contexte où «la violence touche le plus souvent des individus assujettis à la triple pression d'inégalités économique, «raciale» et sexuelle.» G. Colin, souligne son impact sur sa pratique enseignante: «de moins en moins de crispation devant l'échec ou le refus, plus de prise en compte de la parole des élèves, davantage d'exigence dans le respect des règles et du niveau de langue, moins d'affect déplacé... Le

Il y a un an, le tsunami suscitait un élan de générosité sans précédent. On peut s'en réjouir. Et déplorer les effets pervers que le journaliste Richard Werly met en évidence dans un livre

«Bonne chose en soi, un afflux massif d'aide pose des tas de problèmes, à tel point que le chantier humanitaire devient contre-productif», expliquait le journaliste Richard Werly lors d'un colloque du Centre catholique international de Genève, dont il est le vice-président. Envoyé en Thaïlande par Le Temps trois jours après le tsunami, il a poursuivi son enquête pendant plusieurs mois, en Asie ou dans les couloirs de l'ONU. Il en a tiré un livre publié en décembre dernier.

Richard Werly souligne le caractère exceptionnel, d'une part, du tsunami et, d'autre part, de la réponse humanitaire à cette catastrophe. En quelques heures à peine, le 26 décembre 2004, 232 000 personnes sont mortes, sans parler des dégâts matériels. En à peine plus de temps, des centaines de millions d'euros, de dollars, etc., se sont déversés dans l'escarcelle de centaines d'ONG. A tel point que Médecins Sans Frontières a décidé d'interrompre sa collecte le 4 janvier, dix jours après les événements. Cet organisme avait fait le «juste constat» qu'il n'avait pas besoin de plus d'argent, étant donné que l'urgence, sa spécialité, n'allait pas durer. Un geste qui a suscité la polémique.

L'humanitaire de marché

Avec ce que Richard Werly appelle «l'humanitaire de marché», on assiste à une inversion. «Beaucoup d'organisations humanitaires ne se lancent pas dans une action en fonction des besoins sur le terrain, mais en fonction des dons recueillis. Elles ne seraient pas intervenues dans les pays frappés par le tsunami si elles n'avaient pas reçu tant d'argent». L'auteur établit une comparaison avec une autre tragédie d'ampleur comparable, le tremblement de terre qui a plus récemment frappé le Pakistan. Dans le cas du tsunami, on a dénombré 500 opérateurs humanitaires (ONG, entreprises, associations locales), entre 80 et 100 au Pakistan. Avec quinze fois moins de moyens financiers. On voit ainsi se mettre en place un humanitaire à deux vitesses, avec des catastrophes hyper médiatisées et financées et des catastrophes oubliées. Dans le cas du tsunami, plusieurs facteurs ont contribué à cette «explosion de dons déconnectée de la réalité de la catastrophe» qui a créé une «bulle de générosité», comme il existe des bulles spéculatives. Entre autres, la proximité de Noël qui a favorisé un «besoin compulsif de donner». Ou la spécificité d'une catastrophe «naturelle» ravageant des plages tropicales, lieux de rêve.

4x4 ou de traducteurs. «L'aide est devenue alors elle-même un problème à gérer». Ensuite, la phase de reconstruction – qui dure encore – n'est pas à la hauteur de l'élan de générosité. Ou encore la présence de nombreux Occidentaux parmi les victimes. C'est ainsi que l'aide s'est déversée d'une manière trop soudaine, trop massive. «Elle est efficace quand elle arrive en quantité raisonnable et au moment adéquat. Et moins elle est contaminée par l'émotion médiatique, mieux cela vaut». L'auteur de Tsunami est persuadé qu'il vaut mieux donner 200 francs par an à une ONG bien implantée sur le terrain, disposant de partenaires locaux fiables, que 1'000 francs pour répondre à un appel lancé à la télévision.

Une seule solution: l'argent?

En fait, si elles revêtent une acuité particulière avec le tsunami, ces questions, et d'autres, se posent depuis belle lurette. Dans Le Sang du pauvre, paru en 1909, Léon Bloy fustigeait déjà les fêtes de bienfaisance où, «au contraire du précepte évangélique poussière et démodé, la main gauche sait fort bien ce que fait la droite». Et où l'on «récolte de l'argent dont les misérables entendent parler sans jamais le voir venir», car «il faut compter avec les intermédiaires crochus sans nombre (...) et avec les fournisseurs pour sinistrés dont les entrepôts de vivres en putréfaction ressemblent aux boutiques des épaveurs...» Justement, dans son livre, Richard Werly décrit un terrain vague dans un port indonésien où, trois mois après la catastrophe, deux mille conteneurs chauffent au soleil. L'un d'eux, en provenance de France, a été ouvert. Il contient de vieux pulls d'hiver, des packs de lait tourné, des médicaments dont la date d'expiration est dépassée... Destination finale la plus probable: l'incinérateur.

Il y a près de 20 ans, j'avais déjà publié, dans La Liberté et Le Courrier, une série d'articles où il était question des dérapages de «l'industrie de la solidarité», du «charité business», du marketing et du sponsoring humanitaires... Il y a longtemps que l'Occidental considère que, pour quelque problème que ce soit, il n'y a qu'une solution: l'argent. Avec le triomphe du néolibéralisme, la mondialisation et l'emprise des images télévisées, la tendance s'est encore

Cesser de donner?

Faut-il cesser de donner? Sans doute pas. Mais cesser de donner sans réflexion, en se laissant emporter par la seule émotion, oui. Pourquoi est-ce que je donne? Est-ce que je ne suis pas manipulé par des TV surtout soucieuses d'apparaître comme «la meilleure chaîne tsunami»? A qui est-ce que je donne? Quelles sont les compétences des organismes que je soutiens. S'agit-il d'ONG spécialisées dans l'urgence, efficaces sur une brève période, ou d'ONG capables de mener un programme à long terme? Quels sont leurs relais sur le terrain? En donnant de l'argent, nous confions du pouvoir. Qui peut être bien ou mal employé. Il ne suffit pas de s'assurer de la «traçabilité» de nos dons en vue d'éviter la corruption et le gaspillage. Une exigence onéreuse (et souvent illusoire) qui aboutit surtout à multiplier évaluations et épais rapports, soulignait-on lors du colloque du Centre catholique international de Genève. Il s'agit de savoir à qui nos dons vont servir. Et à quoi. S'ils vont aider ou nuire. Et de se souvenir qu'il existe des catastrophes permanentes comme la faim, le manque d'eau potable, le sida ou le paludisme... Sans parler des bouleversements climatiques. Des catastrophes qui exigent certes des moyens financiers pour les combattre, mais tout autant sinon plus une prise de conscience individuelle et collective et des changements structurels. Et vous-même, qu'en pensez-vous? Vos réactions pourraient trouver place dans le courrier des lecteurs de COTMEC-Info.■

Michel Bavarel

1. «Tsunami, la vérité de l'humanitaire», Editions du Jubilé, 2005.



(InfoSud/Syfia Grands Lacs/RD Congo) Sans moyens, mais convaincues, les radios communautaires qui ont vu le jour dans les régions isolées du Sud-Kivu en RD Congo ont su, en quelques mois, faire mieux comprendre le processus électoral et améliorer la production agricole.

Les habitants du Sud-Kivu, n'en reviennent pas. En sept mois, une demi-douzaine de radios communautaires ont vu le jour dans leur région et pour eux, les changements sont déjà perceptibles. Créées par des ONG et des associations locales, ces stations ne couvrent en moyenne qu'une vingtaine de kilomètres à la ronde et émettent avec les moyens du bord, les maigres cotisations de leurs membres. Cependant, elles rendent déjà de grands services aux populations locales longtemps isolées, tant pour comprendre le processus électoral en cours que pour améliorer leur production agricole.

politique qui voulait nous faire voter en faveur d'un certain 'M. Référendum' »

La débrouille

remplace la formation

Si les auditeurs sont ravis et les radios satisfaites de ce rapide succès, leurs responsables ont cependant des difficultés. Jules Nteba, le directeur de la radio Mitumba, résume la situation commune à toutes ces radios naissantes: « Certes, les résultats sont là, mais les jeunes avec qui nous travaillons sont obligés d'apprendre sur le tas en potassant des livres et des cours de journalisme glanés à gauche et à droite. » Les problèmes ne manquent: difficultés d'accès à Internet (un seul cybercafé à plus de 100 km à la ronde), insuffisance de moyens de locomotion pour atteindre les habitants de villages de montagne souvent isolés, etc.

Pourtant, elles font front. Un animateur de la radio rurale de Sange, à une vingtaine de kilomètres au nord d'Uvira, s'en enorgueillit: « On n'était au départ qu'un groupe de 7 ou 8 jeunes gens originaires du coin. On a eu l'idée de créer une radio. En quelques mois, on a fabriqué un émetteur avec des pièces de vieilles radios et

autres appareils électriques ramassés ici et là, et voilà le résultat ! ». Le mieux formé du groupe n'a pas son diplôme d'Etat. Ils ont réussi ce tour de force en feuilletant de vieux livres de bricolage. ■

Déo Namujimbo

« Mieux informer pour mieux réconcilier »

L'agence de presse Syfia Grands Lacs, produit de l'information de qualité, utile aux citoyens, en RDC, au Rwanda et au Burundi. Elle est née du projet d'appui aux médias écrits de RDC, puis de la région des Grands Lacs, soutenu majoritairement par la DDC depuis 2002. Le projet Syfia Grands Lacs est conduit entre autres par Info Sud Suisse, Genève. En plus de mieux faire connaître les réalités et les populations des différentes régions et pays, Syfia Grands Lacs est une agence-école qui a pour vocation de former les journalistes de ces régions.

Informations complémentaires: InfoSud, rue du Valais 9, 1202 Genève; fboule@infosud.org

AGENDA

● Le 25 mars à Bulle, 17h
Commemoration des 20 ans de la disparition de Maurice Demierre, réflexion autour de la solidarité aujourd'hui

● Le 3 mai à Berne
Des monopoles sur la vie ? Colloque international organisé par la DB et Swissaid
Rens: www.swissaid.ch

● du 26 avril au 15 mai au CEC
André Chavanne à Genève
Exposition sur le Coton bio et équitable
Rens: www.helvetas.ch

PARUTIONS

Des bulles sur les marchés agricoles, la nouvelle bande dessinée du GRAD aborde la question de la souveraineté alimentaire, au travers de 4 histoires se déroulant au Cameroun, en Corée du Sud et en Suisse. Au travers de cette BD, le GRAD cherche à faire réfléchir un large public aux conséquences des politiques agricoles sur la vie de millions de personnes.

A commander auprès de GRAD-Suisse: grad.ch@fgc.ch

M.B.

« M. Référendum »

« Jusque-là, très peu de gens d'Uvira comprenaient vraiment la portée du processus électoral, témoigne l'enseignant Ferdinand Kubanza. Depuis la création de ces radios locales, le message est plus clair, au point que pas mal d'enseignants obligent leurs élèves à écouter la radio et les interrogent le lendemain sur l'actualité électorale, le référendum, le nombre des enrôlés, etc. » Une vieille femme de Nundu, au sud d'Uvira, l'exprime aussi par ces mots: « Sans ces radios, on aurait facilement été bernés par ce parti

Congo: aider et cesser de nuire

« Chaque jour, en République Démocratique du Congo (RDC) plus de 1 200 personnes meurent des conséquences indirectes de la guerre civile; soit l'équivalent d'un tsunami tous les six mois, avec son cortège de malnutrition, de maladies et de personnes déplacées (...) En seulement six ans (1998-2004), environ 3,9 millions de personnes sont mortes en RDC des conséquences de la guerre ». Ce constat est divulgué par Jan Egeland, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU et Louis Michel, commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire (Le Monde du 14 février). Ils lancent ensemble un plan d'action humanitaire de 682 millions de dollars « pour stopper l'hémorragie en vies humaines ». Cela alors qu'une nouvelle Constitution a été adoptée au Congo et que les premières élections multipartites

depuis l'indépendance sont prévues pour le mois de juin. TRIAL, association suisse contre l'impunité, nous signale la parution par l'ONU d'un nouveau rapport du groupe d'experts institué par le Conseil de Sécurité pour la RDC. Celui-ci démontre, une fois de plus, comment le commerce des ressources naturelles illégalement exploitées (or, diamant, coltan) attise le conflit. Ce groupe d'experts met en cause une entreprise tessinoise qui serait impliquée dans un trafic d'or provenant de la RDC et demande des sanctions. L'entreprise en cause réfute ces accusations. Le 17 juillet dernier, la Coalition suisse pour la Cour pénale internationale, dont fait partie TRIAL, demandait au Conseil fédéral de « mettre un terme au commerce de l'or « souillé » dans notre pays. » ■



**COTMEC
INFO**

Supplément
Environnement
et spiritualité

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique
Enfants de Dieu et canards sauvages

Au Viet-Nam, dans la baie d' Halong, les oiseaux qui nichaient sur les îlots fantômes de l'archipel ne chantent plus. Frappés par la grippe aviaire? Vous n'y êtes pas. Ils ont émigré ou ont péri sur place. La mer de Chine, autrefois nourricière, est devenue stérile à cet endroit. Les pêcheurs — à la dynamite! — lui ont porté le coup fatal. Ailleurs, sur les bords du Lac Victoria, la culture industrielle de la perche du Nil, connue pour sa voracité, a non seulement détruit le plancton, mais cassé l'écologie riveraine. Les villages de pêcheurs sont devenus des bidonvilles où traînent des gosses au ventre ballonné et des femmes qui se vendent au premier venu. Adieu les pirogues et la romance des bateliers! Entre-temps, la perche elle aussi se vend bien dans les halles de Londres ou de Paris et on se délecte de crevettes dans les restaurants de Genève et d'Amsterdam. Et les requins sans frontières se curent les dents!

De mon temps(!), on n'appréciait les oranges que le jour de Noël et le « temps des cerises » ne revenait pas à chaque saison. L'homme moderne serait-il devenu fou au point de vouloir goûter de tout et à tout moment? La nature n'a même plus la force de se rebeller contre cet appétit sauvage; elle meurt, tout simplement. Avons-nous oublié nos origines, quand le créateur confiait à l'Homme le jardin de la Genèse? Pour le cultiver avec sagesse et mesure. Aujourd'hui, pour citer encore la Bible, « la création gémit; elle est livrée au néant. Mais elle garde l'espérance d'être un jour libérée de l'esclavage de la corruption ». Encore faut-il que les vilains canards deviennent enfants du bon Dieu. ■

Guy Musy

Edito

La terre est bleue...

... comme une orange¹

Elle donne à la terre, vue de l'espace, son aspect bleuté. Elle est liée à notre terre par la force gravitationnelle. Elle nous fournit le réservoir d'oxygène indispensable. Elle est le lieu d'échanges chimiques entre les divers compartiments de notre écosystème: océans, forêts, sols, etc. Elle arrête, grâce à l'ozone, les rayonnements nocifs du soleil impropres à la vie.

Elle? Notre atmosphère. Cette enveloppe composée de particules et de gaz, d'apparence translucide à nos yeux, s'étend jusqu'à quelque 500km d'altitude. Une épaisseur similaire à celle de l'écorce d'une orange par rapport à l'ensemble du fruit. Certains de ses composants jouent le rôle de filtres protecteurs, alors que d'autres retiennent l'énergie reçue par le soleil et réémettent par la terre sous forme de chaleur. C'est notre bien commun le plus précieux, au même rang que l'eau. Les mouvements qui la parcourent amènent les pluies, les vents, mais aussi les tempêtes et autres ouragans.

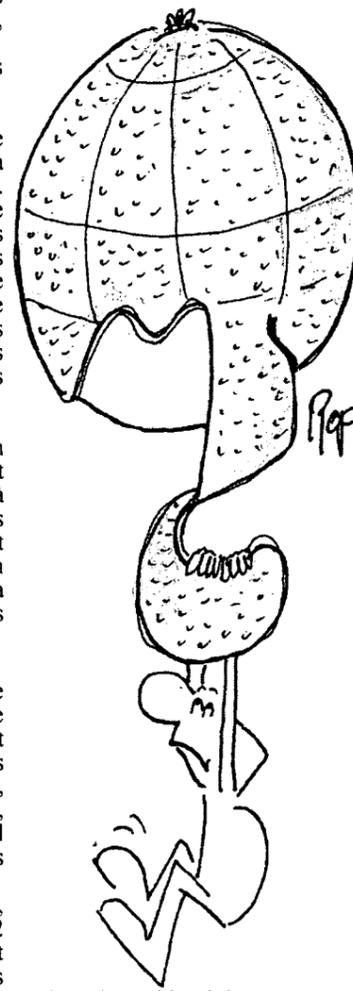
Ces mouvements permettent aussi la dispersion rapide des gaz polluants sur la surface du globe et en altitude. Notre civilisation l'aura expérimenté à ses dépens, au cours des années '80, lorsque les CFC utilisés dans les aérosols et les frigos se mirent à générer des trous dans la couche d'ozone. Un premier signal était donné: notre atmosphère, à la fois protectrice et perméable, n'est de loin pas invulnérable face à l'activité humaine.

Maintenant, c'est au tour d'autres gaz à effet de serre, tels le dioxyde de carbone (CO2) et le méthane (CH4), de modifier les propriétés chimiques et physiques de l'atmosphère. L'industrie, les transports, pour ne citer que deux pôles d'activités, en brûlant des énergies fossiles (gaz, charbon, pétrole), relâchent dans l'air, à un taux exponentiel et une vitesse inégalée, le CO2 piégé jusqu'alors dans la lithosphère, notre sous-sol physique. Ce n'est pas tant un problème pour l'atmosphère, qui a déjà connu des fortes concentrations de CO2 par le passé, mais cela entraîne un réchauffement global. Ce dernier entraîne des modifications climatiques dont nous ne sommes pas sûrs qu'elles soient favorables à la permanence des espèces vivantes — dont la nôtre —, sur la planète...

Alors, avant que les voyants d'alerte qui clignotent à l'orange ne passent au rouge, il n'y a qu'un mot d'ordre: cessons d'augmenter nos émissions nocives! Et relevons collectivement le plus grand défi auquel fait face l'humanité dans son ensemble: la sauvegarde de la civilisation. ■

1. Paul Eluard, l'Amour de la poésie, 1929.

Martyna Olivet



Les Haïtiens, déterminés, ont voté massivement et dans le calme! Mais une fois de plus, un principe a été galvaudé

Alors que tous les observateurs s'accordent pour dire qu'Haïti aurait besoin d'un gouvernement fort, clairement élu, pour prendre des mesures fortes pour l'avenir du pays, Haïti se retrouve avec un gouvernement de consensus (y compris de la communauté internationale), élu de justesse et en détournant le sens des bulletins blancs. Un handicap certain dans la situation qu'on connaît. Même pour un candidat certes le mieux élu! Selon certains, le résultat ne serait que «la combinaison de la manipulation des rues et de pressions d'autorités nationales et internationales sur le Conseil Electoral Provisoire qui a capitulé en pleine nuit, à la sauvette, en proclamant –sans même s'embarrasser d'arguties légales– un vainqueur pour un vote non encore totalement dépouillé» (déclaration de citoyens).

Il s'agit de la seconde élection gagnée par René Préval, lui qui peut se targuer d'être le seul président élu de l'histoire d'Haïti à avoir terminé son mandat. Il a longtemps été le «frère jumeau»

TEMOIGNAGE D'UN OBSERVATEUR

J'avais été déployé à Jacmel dans le sud-est d'Haïti, un département montagneux et difficile d'accès. Il était dix heures du matin, les bureaux de vote installés dans une école, étaient ouverts depuis six heures. Le soleil commençait à griller le paysage. À cette heure, environ 3000 personnes faisaient patiemment la file sur un kilomètre, serrées comme par solidarité et surtout pour ne pas perdre leur place. Une très vieille dame s'approcha de nous et brandissant sa carte d'identité tel un trophée, me dit en créole en me regardant droit dans les yeux: «Ils ne veulent pas me laisser voter! Tu es là pour m'aider, fais quelque chose pour moi! Sur sa carte, je vis qu'elle avait 84 ans. Elle me dit qu'elle s'était levée à trois heures du matin, qu'elle avait marché pendant quatre heures et qu'elle ne pouvait trouver son nom sur la liste, elle était analphabète. Elle portait

de l'ancien président Aristide, et son premier ministre en 1991, avant le coup d'Etat qui les forçait à l'exil. Depuis, les relations entre les deux hommes se sont passablement dégradées. René

une robe à paillettes bleu foncé et un grand chapeau de paille assorti. Ce n'était pas la seule endimanchée; en portant mon regard sur la foule de paysans, je remarquai que tout le monde était «habillé».

Je trouvai un écolier de 11 ans ravi d'être en congé pour cause d'élections, et lui demandai de se faufiler et de vérifier sur toutes les listes pour voir si le nom de la vieille dame y figurait. Le gamin trouva son nom sur une des listes collées au mur de l'école. La petite dame nous remercia et se dirigea vers la bonne file.

Dans la salle de classe transformée en bureau de vote, il devait faire plus de 45 degrés. Mais, parmi les 14 personnes qui s'acquittaient de leurs tâches avec le plus grand sérieux, personne ne se plaignait. Dehors, les files s'allongeaient sous le soleil, et je n'ai pas constaté que les gens avaient quelque chose à boire ou à

manger. Même s'il y avait eu un petit restaurant ou un vendeur de boissons, personne n'aurait eu d'argent pour acheter quoi que ce soit. La petite vieille ayant finalement voté vint me trouver tout sourire en me montrant fièrement son pouce taché d'encre. Elle me dit joyeuse, les larmes aux yeux: «*Démocratie: mise à fin!*» Manière de dire «*j'ai fait ma part pour l'avenir de ce pays, c'en est enfin terminé avec la misère...*» Je lui serrai les mains en lui disant que...Oui, misère finie... Elle me sourit et repartit vers sa maison à quatre heures de marche de l'école sans avoir mangé et sans eau pour le retour. ■ **Maurice Dionne**

L'auteur a participé à une mission internationale d'évaluation des élections en Haïti (MIEEH). Ce témoignage paru le 22 février dans la Presse, Montréal nous a été transmis par la Plateforme Suisse-Haïti.

doute un test de son autonomie réelle par rapport à son ancien «marassa». ■

Source: PFHS-Informations, bulletin de la Plateforme Haïti de Suisse: pfhsvtxnet.ch

Préval a refusé d'être considéré comme le candidat officiel des forces soutenant le président exilé en Afrique du Sud. La question du «retour ou non d'Aristide» en Haïti sera sans

Nous croyons: Engageons-nous pour les droits humains

Essentiellement synonymes de droits politiques à l'origine, les droits humains s'élargissent peu à peu à la notion de droits économiques et sociaux et bénéficient toutes les personnes, en prenant en compte les spécificités de chacun.

Pourquoi droits humains? Oui, après tout, pourquoi pas: «*Droits de la femme et de la citoyenne*», comme l'a écrit Olympe de Gouges en 1791, dans un texte qui revendique notamment le suffrage universel, une audace qui lui vaudra la guillotine deux ans plus tard. –Oui, mais dans ce cas, nous ne prendrions en compte que la moitié de l'humanité. Ah oui, vraiment?

L'universalité est en effet une notion à géométrie variable, ou tout au moins évolutive. Voyez plutôt, le Brésil qui a accordé le droit de vote aux femmes dès 1935, ne l'a accordé aux analphabètes qu'en 1988.

À partir des grands textes fondateurs, la communauté internationale va se doter, à l'intérieur du système des Nations Unies, d'un grand nombre d'instruments précisant le droit international. Il s'agit entre autres des diverses conventions pour l'interdiction de la discrimination raciale, contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de la convention

pour la défense des droits de l'enfant, ou encore de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Résultats d'un

engagement inlassable

Tous les changements intervenus dans les différents domaines des droits humains sont le fruit de l'engagement inlassable de femmes et d'hommes convaincus de la nécessité de formuler des droits essentiels à la dignité de chaque personne. La notion de droits humains s'est donc progressivement élargie: la vision de droits s'adressant à un individu «générique», en réalité un homme adulte libre vivant en France ou aux Etats-Unis, à celle de droits bénéficiant toutes les personnes, qui prennent en compte les spécificités de chacun et garantissent à tous la dignité. Dans cette logique, tant les droits civils et politiques, appelés aussi libertés et droits fondamentaux, que les droits économiques, sociaux et culturels sont

reconnus aujourd'hui comme étant égaux, liés entre eux et complémentaires.

Le droit de tous à vivre dans la dignité

C'est pourquoi intégrer les droits humains, signifie intégrer les droits de toutes les personnes à vivre dans la dignité, sans créer des catégories jugées plus ou moins dignes d'en disposer, selon leur comportement, leur origine ou la couleur de leur peau. Et, les ayant intégrés, nous pourrions nous engager à les défendre car les occasions ne manquent pas.

Nous pouvons en effet, nous engager, comme citoyennes et citoyens helvétiques, à voter en notre âme et conscience, à chaque fois que l'occasion nous en est donnée, en passant notre décision au filtre de l'examen du respect des droits humains.

Nous pouvons soutenir activement le double référendum contre la révision de la loi sur l'asile et de la loi sur les étrangers qui contiennent plusieurs atteintes

sévères aux droits humains. Citoyennes et citoyens du monde, nous pouvons soutenir les organisations – et les actions qu'elles mènent – pour que les populations du Sud et les personnes déshéritées des pays du Nord aient le droit de vivre dans la dignité.

Nous pouvons agir en consommatrices et consommateurs conscient-e-s de la portée de nos actes au quotidien parce que la manière dont nous nous nourrissons, dont nous nous déplaçons, dont nous habitons, ont des répercussions sur l'ensemble de la population mondiale.

Et nous pouvons encore nous engager au sein des multiples associations ou ONG qui défendent les droits humains à travers le monde. ■

V.E.

1. Ce texte résume l'intervention faite par Liliane Maury-Pasquier, conseillère nationale, le 3 février 2006 lors du lancement de la Campagne de Carême à Lausanne.

Regards rétrospectifs sur la clandestinité

Au temps de la lutte anti-apartheid

La pluie tombe sur les barbelés, les montagnes, les vallées... mais elle se transforme en rivière et en mer: c'est sur ces paroles de chanson que s'ouvre «Memories of rain – Szenen aus dem Untergrund», magnifique documentaire de Gisela Albrecht et Angela Mai, projeté à Genève en février dans le cadre du festival Black Movie. Présentation.

Ce film raconte l'histoire de deux personnes qui n'auraient a priori jamais dû se rencontrer. Elle, Jenny Cargill, issue de la bourgeoisie blanche sud-africaine, et lui, Kevin Qhobosheane, qui a grandi dans le township noir de Soweto. Tous deux s'engageront dès les années '70 dans la lutte anti-apartheid. Ils deviendront cadres au sein du service de renseignements de la branche armée de l'ANC (African National Congress), où ils feront connaissance et collaboreront dès 1990. Au fil d'interviews réalisées entre 1994 et 2004, chacun nous raconte sa vie, de l'enfance à aujourd'hui, en évoquant les étapes cruciales de l'éveil politique, de l'engagement dans l'action au sein de l'ANC, de la clandestinité et de l'exil.

À partir de points de vue parfois divergents, souvent convergents – entrecoupés de témoignages d'autres militants de l'ANC, camarades de Jenny et Kevin – les deux protagonistes nous plongent au cœur de ce que fut cette lutte. Loin de toute complaisance, avec une honnêteté et une lucidité impressionnantes, ils analysent en profondeur les élans et les contradictions inhérents à un tel combat.

L'éveil à lutte

Aussi loin qu'elle s'en souvienne, Jenny a toujours vécu le fossé séparant les Blancs des Noirs comme une souffrance. Son engagement contre l'apartheid débute dès les années '70, à travers la pratique du journalisme. C'est en 1981 qu'elle rejoint formellement l'ANC. Quant à Kevin, son éveil politique a lieu en 1976, lorsque les écoliers noirs de Soweto se soulèvent et que la police répond par une répression meurtrière. Quelques mois plus tard, âgé d'à peine 16 ans, Kevin quitte le pays pour se rendre dans un camp d'entraînement de l'ANC en Angola.

Engagement collectif et enthousiasme révolutionnaire

Pour Jenny comme pour Kevin, la décision de s'engager surgit de la nécessité d'agir. Il leur était devenu impossible de rester les bras croisés face à un système

aussi inique que celui de l'apartheid. Même si la question de l'efficacité de l'action revient comme un lancinant leitmotiv (quels sont les bons moyens d'action, les bons leviers?), la nécessité de l'action devient une évidence incontournable.

C'est la face idéaliste et enthousiaste de l'engagement dans la lutte: le bonheur de participer au vieux rêve humain de combat contre l'oppression, de libération et de construction d'un monde plus juste – qui devient synonyme de sacerdoce. Jenny et Kevin font l'offrande volontaire de leur vie, de leur «moi» individuel, mis au service d'une cause collective et fondamentalement juste. Cet élan révolutionnaire va de pair avec une intensité de vivre exacerbée.

Une vie dans l'ombre, entre danger et solitude

Mais la médaille a son revers: Jenny et Kevin tracent avec sensibilité et franchise les contours du quotidien de combattant clandestin. À des lieues de tout romantisme, le choix de cette double vie est celui du danger permanent (la durée de vie d'une unité de combattants est de quelques mois à peine...), de la méfiance et de la peur. Il faut être sans cesse sur le qui-vive, exercer un contrôle absolu sur les aspects les plus anodins de sa vie – p.ex. toujours se coucher vêtu d'un training au cas où une unité serait nécessaire – et échafauder des stratégies de survie qui mènent à un isolement total. Le mensonge devient une protection indispensable. Cette vie de l'ombre mène Jenny et Kevin (comme les autres intervenants du film) à une progressive perte de soi. La vie personnelle se désagrège, les couples se séparent et tout (y compris les relations et les gens) est instrumentalisé au service de la cause – ce que l'ex-mari de Jenny décrit comme «*le grand problème de la désensibilisation*». Jenny raconte à quel point, dans cette situation, il est important de se sentir soutenu, de pouvoir faire entièrement confiance ne serait-ce qu'à une personne, «afin de ne pas être entièrement seul». Pour elle, ce confident a

été Beyers Naudé, le pasteur blanc sud-africain qui devint une figure de la résistance anti-apartheid. Ce n'est que lors de longues promenades dans les parcs ou en campagne que Jenny et lui peuvent se parler à cœur ouvert, loin des micros et des espions du gouvernement.

Construire des ponts

Il n'en demeure pas moins que l'engagement dans l'action permet de créer des relations fortes avec les compagnons de lutte. Ce sentiment d'appartenance à un groupe, à une avant-garde politique, va de pair avec la transgression des limites, la construction de ponts interraciaux et la découverte de l'autre. L'ex-mari de Jenny se souvient par exemple que la maison où ils vivaient à Johannesburg est gravée dans son souvenir comme une sorte d'îlot, d'Eden précieux bien que surveillé et menacé, où Blancs et Noirs se réunissaient pour rire et discuter.

Questionnements rétrospectifs

La grande force du film réside dans l'acuité de l'analyse et la clairvoyance du regard rétrospectif posé sur ces années de lutte – sans crainte de briser les illusions et les certitudes confortables. Les protagonistes – comme les réalisatrices le relèvent avec justesse dans le prospectus qui accompagne le DVD du film – découvrent ainsi progressivement qu'ils sont aussi responsables de leur propre intégrité, et ils prennent de la distance envers les paramètres sacro-saints de la lutte. À travers ces questionnements, c'est l'individu qui se redécouvre – et qui en vient à questionner l'infailibilité de l'organisation au sein de laquelle il s'est engagé. Jenny et Kevin n'hésitent pas à pointer du doigt les contradictions de la lutte et de l'ANC. Ainsi en est-il de la question de savoir jusqu'où la fin justifie les moyens, notamment lorsque les militants de l'ANC pratiquent sur les espions et les traîtres les mêmes tortures que celles qui sont infligées à la population noire par les bourreaux du régime raciste... Autre

tension: comment œuvrer à la construction d'un monde plus juste quand l'organisation elle-

même, dotée d'une structure autoritaire, ne remet pas en question, en son sein, les rapports de pouvoir traditionnels?

Enfin, la lutte contre l'apartheid ne permettait pas simultanément à l'ANC de se préparer à la phase suivante: celle de l'exercice du pouvoir et de la construction d'une nouvelle société. Les réalisatrices l'expriment en ces termes: «*L'ANC n'a-t-il pas préprogrammé la déception de la population noire en se basant sur l'hypothèse tacite selon laquelle l'abolition de l'ancien système équivaudrait à la révolution?*» Jenny relève elle aussi que l'un des défauts principaux de la lutte est qu'elle ne prépare pas pour le «*jour d'après*».

Et aujourd'hui?

Ce film intense, passionnant et bouleversant, met également en lumière l'apartheid économique que la nouvelle Afrique du Sud n'est, à ce jour, pas parvenue à surmonter. À la fin du film, le contraste entre la vie actuelle de Jenny et celle de Kevin est saisissant: tandis qu'elle, brillante économiste, organise une conférence à Cannes en compagnie des leaders économiques et politiques de son pays, Kevin reste sans formation et sans véritable profession – seul et malade de lutte – sans crainte de briser les illusions et les certitudes confortables. Les protagonistes – comme les réalisatrices le relèvent avec justesse dans le prospectus qui accompagne le DVD du film – découvrent ainsi progressivement qu'ils sont aussi responsables de leur propre intégrité, et ils prennent de la distance envers les paramètres sacro-saints de la lutte. À travers ces questionnements, c'est l'individu qui se redécouvre – et qui en vient à questionner l'infailibilité de l'organisation au sein de laquelle il s'est engagé. Jenny et Kevin n'hésitent pas à pointer du doigt les contradictions de la lutte et de l'ANC. Ainsi en est-il de la question de savoir jusqu'où la fin justifie les moyens, notamment lorsque les militants de l'ANC pratiquent sur les espions et les traîtres les mêmes tortures que celles qui sont infligées à la population noire par les bourreaux du régime raciste... Autre

tension: comment œuvrer à la construction d'un monde plus juste quand l'organisation elle-

**Florence Gerber
Martyna Olivet**

**Memories of rain (2004)
de Gisela Albrecht, Angela Mai
Production: Angela Mai
Rens: secrétariat cotmec**

Grands Lacs

Faits et méfaits de l'histoire

Une soirée consacrée à la situation dans les Grands Lacs (Burundi, RDC, Rwanda) a eu lieu le jeudi 16 mars dans le cadre du Festival de film pour les droits de l'homme. Au programme, un film et deux débats pour discuter du rôle des gouvernements africains, de la communauté internationale et de la société civile dans les drames qui secouent la région depuis la colonisation.

«L'indifférence commence bien avant les massacres», et celle-ci nous concerne tous, plaide Stephen Smith, journaliste au Monde. D'ailleurs, au cours du génocide au Rwanda, les élus du Congrès étasunien n'avaient-ils pas été assaillis de téléphones d'électeurs angoissés par la danger que couraient... les gorilles de Diane Fossey? Comment dès lors s'étonner que la seule contribution de la communauté internationale lors du génocide de 1994 ait été le retrait précipité des casques bleus, dont la vie avait, elle, une signification électorale, s'interroge Samantha Power, prix Pulitzer 2003. Un départ qui, malheureusement, aura grandement facilité la tâche aux génocidaires...

Les leçons de l'histoire

Pour Jacques Sémelin, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales, un génocide a une telle multiplicité de responsabilités, qu'il est impossible de définir la responsabilité prioritaire d'un acteur. Et s'il est vrai que le passage à l'acte se produit à l'intérieur des sociétés elles-mêmes, il n'est rendu possible qu'avec la complicité d'un processus parallèle qui se joue au niveau international. Pour l'historien, tout génocide nous renvoie à notre propre barbarie et c'est pourquoi il est si important de chercher à comprendre le processus de bascule mentale qui le produit.

Mais la communauté internationale prend-elle vraiment la question au sérieux? Pourquoi aucun média au monde ne couvre-t-il le tribunal d'Arusha qui cherche pourtant à démêler l'écheveau de la planification du génocide au Rwanda? Une indifférence lourde de responsabilités, car, comme le souligne Jacques Sémelin, «c'est dans les manuels d'histoire que gisent les génocides de demain».

Jérôme Strobel

Pour visionner les débats: <http://www.humanrights-geneva.info/>

AGENDA

● Dès le 26 avril 2006 à Genève (20, rue Rotschild).

L'Institut Universitaire d'Etudes du Développement et l'organisation de défense des droits humains FIAN organisent une exposition photographique «Somos Seres Humanos» sur la lutte pour la terre et la dignité des paysannes de l'Etat du Pernambouco au Brésil.

ERRATA

Une erreur de masque s'est produite lors de l'impression de notre récent supplément «Environnement et spiritualité»: il s'agit bel est bien du numéro 277 d'avril 2006 et non 256 comme indiqué sur le haut de la première feuille. Nous nous excusons pour la confusion engendrée.

La rédaction

Pâques fleuries

Le livre qui porte ce très beau titre rassemble les textes publiés par Guy Musy dans l'Echo Magazine ces dernières années.

En signant la rubrique *Evangile et Vie* de l'hebdomadaire, on pourrait croire que notre ami fait le travail inverse de celui qu'il prodigue en rédigeant les billets du *Cotmec-info*. Dans la feuille jaune, il relie des faits de la vie à la Parole de Dieu, dans l'Echo, il illustre le texte du dimanche et donne des exemples du quotidien. Il procède pourtant du même soucis, celui de relier l'Evangile à la vie. Cette volonté revêt à la fois la modestie et l'importance essentielle des fleurs de Pâques. Les signes de Résurrection sont aussi «à raz les paquerettes». «Dieu, personne ne le possède, nous disait le Père Musy en nourrissant le temps de méditation de notre dernière commission, mais tout le monde le recherche.» Sa présence se révèle dans les petites et grandes choses de la vie. Comme les petites fleurs qui éclosent dans le jardin pascal de Guy, notre regard de foi peut en faire des bouquets chantants. ■

Roland Pasquier

Pâques fleuries, Guy Musy Editions Saint-Augustin

Lettre de lecteur

En réaction à l'article de Michel Bavarel commentant le dernier livre de Richard Werly (c-info 276), Gilbert Rossary nous envoie une intervention du MIAMSI (Mouvement International d'Apostolats des Milieux Sociaux Indépendants) soumise à la Commission des Droits de l'Homme en avril passé. Suite aux excès constatés de l'action humanitaire après le tsunami, le mouvement réclame «une marche des institutions vers une solidarité moins émotionnelle et fugace, plus prévisionnelle et universellement partagée».

Pour ce faire, le MIAMSI propose «que soit institué un impôt de solidarité universelle», car souligne Daniel Defago, «le don relève de la charité, l'impôt de la justice... Ce prélèvement permettrait la mise sur pied d'une force d'intervention humanitaire internationale, mobile, rapidement apte à intervenir lors de futures catastrophes naturelles et faciliterait la mise en oeuvre d'un système mondial d'alerte.» ■

1200 Genève 2
JAB
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax : +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.-/an
Rédactrice Responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 25.-

N° 278 - Mai 2006



COTMEC
INFO

Mini-dossier:
Nestlé: «Déchets of
Switzerland»

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Subversion

A la cathédrale de Saigon, -pardon, Hochiminh City!-, si vous désirez converser avec un prêtre, le sacristain vous renvoie à l'«Intourist», office d'informations pour les «longs nez» dont je suis et, accessoirement, bureau de renseignements de l'Etat communiste. Pourtant, les bonzes qui abordent les touristes dans leurs pagodes ne semblent pas être sur leurs gardes. En terre marxiste, les bouddhistes seraient-ils moins «dangereux» que les catholiques? Un prêtre vietnamien m'explique entre quatre yeux que, contrairement aux bouddhistes, les catholiques suivent les consignes d'un clergé qui n'est pas déconnecté des réalités séculières. En clair: les prêtres ne se contentent pas de planer dans leurs sanctuaires. Ils savent que l'évangile a une portée sociale et politique. Donc, dangerosité maxima! La vue d'une soutane allume un clignotant rouge sur l'écran du Parti. Mgr Zen, évêque chinois de Hongkong, devenu récemment cardinal, le dit encore plus nettement: «Ceux qui disent qu'un prêtre doit s'en tenir à la prière n'ont rien compris à ce qu'est l'Eglise». Voilà donc avertis les disciples de Mao et ceux de l'oncle Ho. Avertis aussi certains politiciens suisses qui ne supportent l'Eglise que si elle est confite en dévotions et muette sur la place publique. Il me semble avoir déjà entendu ce genre de propos: «Ce ne sont pas ceux qui disent Seigneur, Seigneur qui entrent dans le Royaume de Dieu, mais ceux qui font sa volonté». Au Vietnam, comme en Suisse, l'Evangile est subversif. ■

Guy Musy

1. Journal «Le Monde», vendredi 24 février 2006

Edito

Nouveau printemps

Pour la COTMEC, le printemps de l'année dernière a été rude, avec les départs successifs de Philippe November et de Nicole Kunz. Nous les remercions, l'un comme l'autre, de leur apport. Ces départs ont laissé Martyna Olivet seule à la barre pendant près de six mois. Elle a, heureusement, les épaules solides. Pour l'appuyer, il a fallu redonner vie à un «bureau» qui s'était étioilé au fil des années. La coordination a été assurée par le soussigné, pompeusement nommé président, et d'autres membres ont rempli diverses tâches administratives ou rédactionnelles.

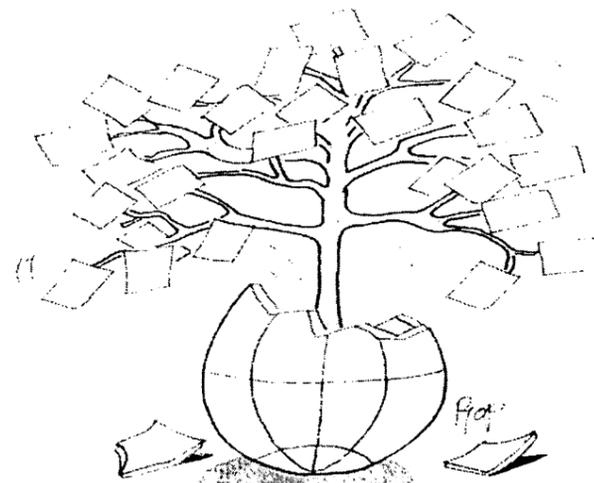
En même temps, l'Eglise de Genève nous a demandé de revisiter et de préciser notre mandat. Cela a été fait, vous avez pu le lire dans le numéro d'octobre 2005 du COTMEC-INFO (n° 271). Et ce mandat ainsi que le cahier des charges des différents organes ont été approuvés par le Conseil Pastoral Cantonal lors de sa séance du 10 janvier 2006.

Nous nous sommes également mis à la recherche d'un permanent pour remplacer ceux qui nous ont quittés. Notre choix s'est porté sur Virginie Estier dos Santos et il a été confirmé par le Conseil de pastorale. Pendant ses études de géographie à l'Université de Genève et de lettres à celle de Neuchâtel, Virginie a milité dans la JEC au plan cantonal puis romand. Elle a ensuite été engagée par E-Changer et elle a passé dix ans au Brésil auprès d'ONG locales. Mariée à un Brésilien, elle est la maman de deux filles de 7 et 10 ans.

L'équipe est ainsi au complet, avec le poste et demi qui nous est attribué, désormais réparti entre deux personnes. Le «bureau» poursuit sa tâche, avec l'ensemble de la commission et avec les bénévoles. Martyna assume la responsabilité de la COTMEC, anime la commission et le comité de rédaction du bulletin. Elle est également chargée des campagnes. Virginie s'occupe plus particulièrement des relations avec le Département de l'ouverture au monde (DOM) et avec l'Action de Carême, du site Internet et de la promotion du bulletin.

La COTMEC connaît ainsi un nouveau printemps, plus ensoleillé. Fidèle à sa tâche de sensibilisation et d'interpellation, elle a ouvert récemment un chantier appelé «environnement et spiritualité». Toute une aventure en perspective... ■

Claude Fol



Combattre le racisme anti-Noir

La «première conférence européenne sur le racisme anti-Noir» s'est déroulée dans les locaux du Conseil œcuménique des Eglises à la mi-mars. Venus d'une quinzaine de pays, des sociologues, philosophes, politologues et des militants, pour beaucoup d'ascendance africaine, ont cherché les voies et moyens de combattre cette forme de racisme.

Minorité particulièrement visible, les Noirs sont l'objet en Europe d'une forme spécifique de racisme qui plonge ses racines dans la traite négrière et la colonisation. Lesquelles, contrairement à ce qu'on pense souvent, ne sont pas sans rapport avec la Suisse, du moins avec certaines grandes familles de chez nous. La conseillère nationale Anne-Catherine Menétrey a rappelé, durant cette conférence, que des navires portant le nom de «Ville de Lausanne» ou «Pays de Vaud» ont participé à la déportation des esclaves. Et les lecteurs de COTMEC-INFO savent bien quel rôle des milieux économiques helvétiques ont joué plus récemment dans le soutien de l'apartheid en Afrique du Sud. Loin d'avoir disparu, le racisme anti-Noir connaît actuellement une recrudescence, comme d'autres formes de racisme et de discrimination. Le rapporteur

spécial des Nations Unies sur le sujet, Doudou Diène, qui a présenté l'exposé inaugural de la rencontre, l'a constaté en Suisse et ailleurs. On assiste, selon Doudou Diène, à une banalisation du discours raciste et xénophobe. Face à l'immigration clandestine ou à l'arrivée de requérants d'asile, des partis dits «démocratiques» n'hésitent plus à tenir un tel discours et à «passer à l'acte», c'est-à-dire à mettre en œuvre des politiques allant dans ce sens. Pour Doudou Diène, il ne suffit pas de s'attaquer aux discriminations dans des domaines comme le travail ou le logement. Il s'agit de s'en prendre à la construction intellectuelle qu'est le racisme, conçu à l'origine pour légitimer la pratique économique et commerciale de l'esclavage et de la colonisation. Avec, trop souvent, l'aval de l'Eglise et la complicité d'intellectuels, en par-

ticulier de penseurs des Lumières. «C'est le côté sombre des Lumières», dit Doudou Diène. Une légitimation qui continue d'imprégner l'inconscient collectif occidental. «On a enfermé le Noir dans la tragédie de l'esclavage. Il faut situer l'histoire du Noir dans la longue durée. Ne pas limiter le combat aux domaines économique et social, mais inclure les aspects éthiques et culturels», insiste Doudou Diène. Un combat que l'organisateur de cette conférence, le Carrefour de réflexion et d'action contre le racisme anti-Noir (CRAN), «observatoire du racisme anti-Noir en Suisse», entend bien poursuivre pour «changer l'image des Noirs dans les sociétés européennes».

Michel Bavarel

Une autre vision de l'économie

Professeur invité durant trois semaines à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement, à Genève, Marcos Arruda est un économiste et pédagogue brésilien. Participant à plusieurs réseaux d'économie sociale et solidaire au Brésil et en Amérique latine, il nous parle de la vision qui sous-tend la multitude d'initiatives inspirées par ce courant, au Nord comme au Sud.

Qu'est-ce que l'économie sociale et solidaire?

En premier lieu, il faut se pencher sur l'étymologie. *Oikonomia* signifie la gestion du foyer. Or, notre foyer, c'est à la fois notre corps, notre famille, notre communauté, notre pays et notre planète. Pour nous, l'acteur central n'est pas l'entreprise, mais les unités microéconomiques de reproduction de la vie, soit la famille et la communauté. Le but de l'économie devient alors la reproduction qualitative de la vie. Ce que nous voulons, c'est assurer le bonheur de ceux qui vivent dans ce foyer. Tout le reste devient un moyen d'y parvenir. Ce qui prime, c'est l'être humain et non la marchandise. Au Brésil, des initiatives qui se situent dans des domaines, comme le développement local autogéré, la consommation éthique, la finance solidaire se sont constituées en réseau dès la fin des années '90 et ont élaboré une charte de principes en 2003. Cette charte met en exergue une économie basée sur la coopération et la solidarité, tant dans les relations de travail que celles entre acteurs économiques, la pleine satisfaction des

besoins de tous comme moteur de l'activité économique ou la recherche d'une relation harmonieuse avec la nature. Pour mettre en œuvre ces principes, il y a deux éléments-clés: l'organisation et le développement de filières de production durable, et un système de finances solidaire, au service des acteurs de l'économie locale et contrôlé par ceux-ci.

Pourriez-vous l'illustrer?

Parmi les projets les plus aboutis, on peut citer celui du Banco Palma, une banque alternative qui existe depuis une dizaine d'années dans un quartier périphérique de Fortaleza. Cette expérience est née au sein d'une catégorie très défavorisée, celle des «flagelados», à savoir ceux qui avaient fui les campagnes lors de la grande sécheresse des années '80. En plus d'une institution de micro-crédit pour les activités des habitants du quartier, cette banque a créé une monnaie spécifique et même une carte de crédit, acceptée dans les magasins du quartier.

A Rio, le Forum de

Coopérativisme Populaire a créé la Maison de la Confiance, un réseau ou plutôt une «toile» de petites caisses d'épargne et de crédit, destinées à financer des activités de production autogérées. Chaque petit groupe signe un terme d'adhésion, où il accepte les principes de l'économie sociale et solidaire. Les membres sont avant tout des personnes qui vivent de l'économie informelle, et ont la possibilité d'être ainsi soutenues et de développer leurs activités. A la campagne, il faut mentionner la CONCRAB, la Centrale des Coopératives du Mouvement des Sans Terre. La majorité des agriculteurs familiaux, qui ont reconquis une terre, sont organisés en coopératives. Celles-ci cherchent avant tout à produire pour l'économie locale et à développer des activités qui permettent d'augmenter le revenu des familles. La CONCRAB regroupe aujourd'hui plus de 200.000 familles dans tout le pays. Il existe aussi des exemples en Argentine, en Inde, en Espagne, et dans d'autres pays.

Propos recueillis par Virginie Estier dos Santos

Argent innocent?

En Afrique du Sud, les victimes de l'apartheid ne sont toujours pas rentrées dans leur droit. A New York, elles ont déposé plainte contre les entreprises qui ont financé et maintenu en vie le régime raciste. Parmi les accusés, le Credit Suisse, sur le point de revenir dans le pays. A ce propos, son porte parole déclare: «Le procès était injustifié [NDL: il n'a pas encore eu lieu] parce qu'il n'y a aucun lien entre l'injustice de l'apartheid et le monde des affaires.» Vraiment? Ce n'était pas l'avis de l'ancien premier ministre sud-africain Vorster lorsqu'il affirmait: «Chaque crédit, chaque nouvel investissement est une brique supplémentaire dans le mur qui garantit notre existence». De son côté, l'ONU multipliait les demandes d'embargo à l'encontre du régime. Plus tard, la Commission Vérité Réconciliation écrira: «Le commerce était un pilier central de l'économie qui a soutenu le gouvernement de l'apartheid». Pour nous, il n'est pas défendable de prétendre découpler le monde des affaires du politique. Avec ses partenaires, la COTMEC fait pression sur les banques suisses pour qu'elles participent à la recherche de la vérité et fassent amendement honorable face aux victimes.

M.O

Article paru dans la Tribune de Genève du 07.04.2006

Et en Suisse?

Apport de Stanislas Zuin, co-fondateur d'APRES (Association pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire):

A l'échelle de la région genevoise, APRES a réuni plus de 200 personnes en novembre 2004 lors des premières rencontres de l'Economie Sociale et Solidaire. Son objectif est de mettre en lien les différents acteurs pour faciliter des réflexions communes et développer des prestations (juridiques, économiques, gestion de projets, etc). Le portail www.apres-ge.ch regroupe déjà des offres de biens et services de plus de 100 organisations de l'économie sociale et solidaire genevoise. Ainsi, légumes biologiques, service de déménagement, librairie, restaurant, supports de communication, logement associatif, services sociaux et de santé sont accessibles d'un simple clic.

Nestlé «Déchets of Switzerland»

Mi-février, Nestlé revisitait la présentation de sa plus ancienne marque de chocolats Cailler. Résultat: un Nouvel emballage -créé par l'architecte du même nom- tout en brillance et en transparence pour séduire le consommateur et lui faire oublier un détail, de taille: où est passé le papier? Remplacé par du plastique! Intriguée, la Cotmec a mené une étude préliminaire sur les conséquences environnementales d'un tel changement de cap.

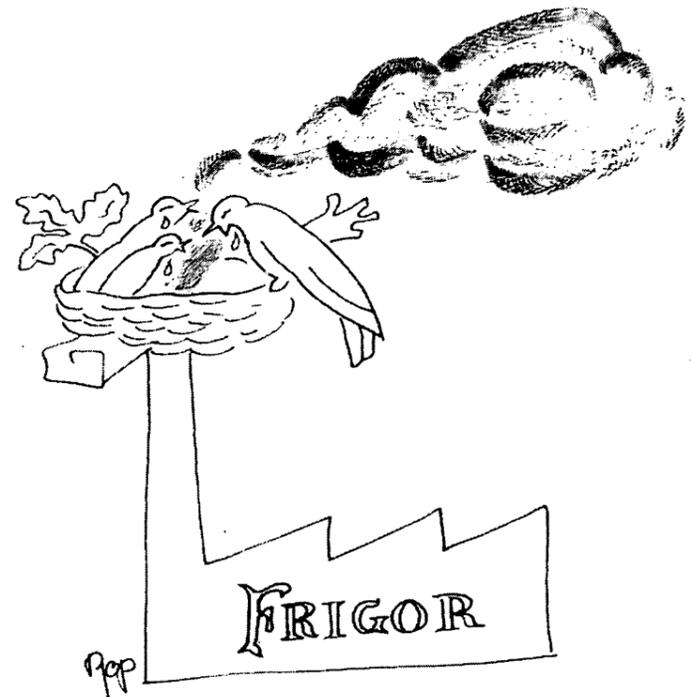
En matière d'esthétique, il y a des choix appréciés et des choix discutables. Après tout, les goûts et les couleurs... Par contre, si une entreprise affirme tenir compte de «l'impact sur l'environnement lors de l'approbation d'un nouvel emballage», il y a des choix qui ne s'expliquent pas. Comme celui de troquer, pour presque toute une gamme de chocolat, l'emballage papier contre du plastique! C'est pourtant l'option choisie par Nestlé pour sa gamme *Cailler of Switzerland*.

Poids lourd de l'emballage

A la vue de ces conditionnements, on peut difficilement ne pas être interpellé par le volume occupé par l'emballage au regard du chocolat présent. Une simple balance permet de confirmer cette impression. Les nouvelles boîtes génèrent bel et bien un surplus de déchets considérable. L'exemple des carrés *Frigor* est parlant: pour 100g de chocolat, la balance affiche 50g de plastique contre seulement 16g de carton dans

l'ancienne version. Soit une augmentation de déchets de 33%. Voilà qui est peu favorable à une politique de réduction de la quantité des ordures ménagères.

Autre point contestable: l'impossibilité de recycler ces débris. En Suisse, d'après les sources officielles, le papier est recyclé à plus de 50%. N'en déplaise à Nestlé, dont le porte-parole affirme que peu de gens y ont recours. Ici, une fois le chocolat consommé, le plastique qui le protège aura la poubelle pour seule destination. Les citoyens soumis à une taxe poubelle vont certainement apprécier le surcoût lié à l'élimination de ce matériau. En effet, même s'ils affichent le logo PET, les nouveaux emballages ne sont pas pris en charge par la filière PET-recycling (seules les bouteilles le sont) et finiront donc à l'incinération. Là, leur combustion dégagera sept fois plus de CO₂ que leurs homologues en carton. Or, le CO₂ compte parmi les plus importants gaz à effet de serre, dont on ne



cesse de dénoncer l'action néfaste sur le réchauffement climatique. Ce n'est rien d'autre que le pétrole, ressource non renouvelable, qui se trouve à la base de tout plastique! Au total, on arrive à un impact environnemental cinq fois plus grand que l'ancienne version (toujours pour les carrés *Frigor*).

Avec cette nouvelle présentation, Nestlé sacrifie sur l'autel du marketing ses beaux principes de protection de l'environnement. L'entreprise a-t-elle bien pesé les conséquences écologiques de la mise sur le marché de ce poids lourd du conditionnement? Il est permis d'en douter...

Martyna Olivet

Arguments et contre-arguments

Nestlé parle de «combustion propre» du PET

S'il est juste qu'aucun composé chloré n'est rejeté dans l'atmosphère, il est par contre indéniable qu'une importante quantité de CO₂ est émise lors de l'incinération de ces emballages en PET (de l'ordre de 400g de CO₂ pour 100g de déchet PET). Or, le CO₂ est reconnu comme le principal gaz à effet de serre (GES), source de pollution atmosphérique responsable du réchauffement climatique.

Nestlé déclare ses emballages «appréciés» des usines d'incinération

N'importe quel déchet traité dans une usine d'incinération peut être valorisé par la fabrica-

tion de chaleur à distance et d'électricité. Le PET n'est ni meilleur ni moins bon pour cela. Mais il est regrettable d'avoir à brûler ce matériau, fabriqué à base de pétrole, alors qu'il peut, sous une autre forme (bouteilles), avoir une autre vie au travers de la filière du recyclage. Ces déchets ne sont donc pas indispensables au bon fonctionnement d'une usine d'incinération.

L'entreprise affirme chercher des améliorations

Nestlé déclare travailler sur des solutions visant à intégrer du «PET recyclé» et des «polymères biodégradables» dans la chaîne de production de ses emballages. Il est regrettable que l'entreprise n'ait pas attendu de pouvoir intégrer ces innova-

tions avant de lancer les nouveaux emballages sur le marché.

En conclusion, il est regrettable que Nestlé ne soit pas parvenue à aligner les standards esthétiques et pratiques du marché avec le respect de critères de développement durable tels que définis dans sa politique environnementale pour la gamme *Cailler*. En attendant que des modifications surviennent, soit dans la composition des emballages, soit dans la prise en charge du PET sous cette forme, ces déchets finiront à l'incinération. Ils contribueront à augmenter le taux de CO₂ déjà présent dans l'atmosphère dont nous ressentirons les effets pendant près d'un siècle.

Martyna Olivet, Huma Khamis, FRC.

Alliance avec la FRC

L'impact de nos gestes de consommation était détaillé dans notre supplément «Environnement et spiritualité». Encore faut-il qu'à l'autre bout de la chaîne, celle de la production, on ne fasse pas de nous des citoyens captifs d'un marché qui se moque des émissions de gaz à effet de serre et autres gaspillages d'énergies fossiles. Par souci d'efficacité, la COTMEC a partagé les résultats de son étude avec la Fédération romande des consommateurs (FRC). Celle-ci en a largement fait écho dans *l'achete mieux* du mois d'avril. Au passage, la FRC a également relevé que les carrés *Frigor* ont perdu du poids, en passant de 7,5g à 7g, mais gagné en prix! Le mécontentement enfile aussi du côté des distributeurs où, contrairement à ce qui avait été annoncé par Nestlé, le prix de vente grimpe aussi. Conséquences: soit les marges bénéficiaires des revendeurs diminuent, soit cette hausse se voit directement répercutée sur le consommateur. Pour la COTMEC, il n'est pas responsable au regard de la dimension planétaire de la crise climatique, de s'engager dans des concepts de marketing allant à l'encontre du développement durable. Nous considérons ce surplus de déchets nuisible tant pour la Suisse que pour les autres pays et ne souhaitons pas voir sa production s'étendre.

Cuba: le jour des frigos

Le jour décline sur le magnifique village de Viñales, dans la partie centrale de Cuba. Un décor pictural où le vert des plantations de tabac tranche avec le rouge sombre du sol ferrugineux de la région. Tout invite à la langueur tropicale et à la rêverie. Pourtant, une étrange animation règne dans la rue principale. Des colis de tailles identiques s'entreprennent par dizaines autour d'un camion de déchargement. Tiens, que livre-t-on aujourd'hui en si grand nombre? A y regarder de plus près, on dirait des frigos neufs made in China. Une information confirmée par un chauffeur de taxis «c'est le père de la révolution qui fait ça pour nous. Il va équiper toute l'île de nouveaux frigos, en ce moment, c'est au tour du Viñales.» Cuba est réputée pour ses problèmes d'approvisionnement en électricité. Pas un guide qui ne mentionne les coupures fréquentes et la nécessité de se munir de

bonnes lampes de poche pour y séjourner.

2006: année de l'électricité

Pour y remédier, Castro a décrété 2006 Année de l'électricité et a déployé des moyens que seul son système permet. Au début de l'année, les habitants de la Havane ont vu l'ensemble de leurs ampoules échangées pour des modèles à basse consommation. Une décision pleine de bon sens dont seul le mode d'application peut laisser songeur. Pour s'assurer que le changement soit effectif, chaque foyer a été livré individuellement et les ampoules traditionnelles ont été détruites sur place. Mais revenons à nos frigos laissés dans l'artère principale. Dans les heures et les jours qui suivront, chaque mai-

son verra un colis déposé sur son pallier, sortira prestement son ancien frigo lequel sera récupéré par un camion de livraison faisant le tour du village. Coût de l'opération: 160 pesos convertibles par appareil (environ 250 CHF) remboursables sur dix ans. Après les frigos, le gouvernement a prévu de changer les cuisinières et d'équiper les foyers de certains appareils ménagers économiques comme des auto-cuiseurs. Autant de décisions qui améliorent sans conteste l'approvisionnement énergétique de l'île: en deux semaines nous n'aurons essayé qu'une seule coupure de courant. A l'heure où notre surconsommation de pétrole et autres énergies fossiles représente un sérieux péril pour notre climat, on se surprend parfois à lorgner du côté des mesures non librement consenties... ■

Martyna Olivet

PARUTION

Togo: de l'esclavage au libéralisme mafieux

Les manifestations de février 2005, au Togo, ne sont pas passées inaperçues sur nos antennes ni dans les journaux. Difficile, cependant, de bien comprendre les enjeux véritables qui se cachaient derrière la mort du président Gnassingbé Eyadéma, le «dernier dinosaure de l'Afrique». Après 38 ans de pouvoir qui allait lui succéder? Allions-nous assister à un scénario similaire à celui de la Côte d'Ivoire? La diaspora togolaise, dont l'élite intellectuelle s'est réfugiée en France principalement, espérait avoir droit à des élections démocratiques. Mais c'était sans compter les tours de passe-passe du clan Eyadéma. Finalement, le fils du président, Faure Gnassingbé, s'autoproclame successeur, avec la bénédiction de la communauté internationale. Le livre de Gilles Labarthe trace sans complaisance le portrait de ce petit pays méconnu, riche en matières premières (coton, cacao, café, phosphates, réserves stra-

tégiques de pétrole et d'uranium...). Précurseur dans bien des domaines et promis à un bel avenir, le Togo était surnommé «la Suisse de l'Afrique» dans les années '70, au moment où un jeune économiste, Gilles-Christ Olympio, est élu président et s'engage dans des réformes qui dérangent les intérêts français. Celui-ci est assassiné par Gnassingbé Eyadéma, avec la complicité de certains dignitaires français, mais lui seul en assume toute la responsabilité. Depuis, le Togo est devenu la plaque tournante de bien des trafics, laissant place à des réseaux mafieux, composés d'hommes d'affaires sans scrupules, de politiciens corrompus, d'avocats véreux et auxquels se mêlent des milices privées américaines, des agents secrets français et coopérants allemands. Ces réseaux n'ont qu'un seul objectif: arracher leur part de butin en détournant les fonds publics, participer au pillage des

ressources naturelles pour leur propre compte ou celui de multinationales. Par ailleurs, les Etats-Unis ont utilisé le Togo comme territoire pilote en provoquant sa transformation en zone franche, laissant place à une exploitation outrancière de la main d'œuvre locale et à une dérégulation sociale sans précédent. Gilles Labarthe démontre très bien les mécanismes des «éléphants blancs», des usines fantômes et autres projets de développement surdimensionnés et concoctés par les anciennes puissances coloniales. Ce Dossier Noir démonte également les thèses persistantes, qui voudraient attribuer la responsabilité du marasme aux seuls africains et décortique les principaux jeux d'influence étrangers qui ont contribué à ruiner l'équilibre économique et social du Togo. Le contenu de ce livre apporte un éclairage précieux à la diaspora togolaise, qui a souffert du manque d'informations dans le pays. Certains événements relatés dans le livre révèlent les véritables intentions du dictateur. Un réveil douloureux pour ces milliers d'hommes et de femmes, qui assistent impuissants au dépeçage de leur pays. ■

Noa Bell

«Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux», Gilles Labarthe, Ed. Agone, 2005

1200 Genève 2
JAB
CHangement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.-/an
Rédactrice Responsable:
Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Mini-dossier, p.3:
Echanges humains
avec le Sud

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Le choc Frigor

Fribourgeois, j'ai été élevé dans le culte du fromage et du chocolat. Du chocolat Cailler, bien sûr, fabriqué à Broc, dans la verte Gruyère. Alors, quel choc quand la COTMEC m'a persuadé, démonstration à l'appui, que le *Frigor* n'était plus ce qu'il était. Si ce n'était que le chocolat! Désormais, le ver attaque aussi l'emballage: tape-à-l'œil et non-dégradable. Chaque fois qu'à l'avenir je laisserai fondre sur ma langue un carré de *Frigor*, assimilé dorénavant à une diapositive rangée dans son chargeur en plastic, je commettrai deux péchés: la gourmandise et la pollution de la planète. Si mon taux de cholestérol est seul à subir les conséquences du premier, ma responsabilité sociale est engagée par le second. D'autant plus que je ne dispose pas des arguments ou plutôt des arguties de la firme *Nestlé* pour me disculper.

Evangélique ce billet? Bien sûr. Jésus, parlant des hypocrites, disait qu'ils ressemblaient à des *sépulcres blanchis*. Belle prestance, mais pourriture interne. Rien à voir avec le *Frigor*? N'exagérons rien. Quoique... Il n'y a pas que le chocolat qui puisse perdre sa saveur. Notre sens moral aussi n'est pas à l'abri de toute altération. Nous avons reçu des générations futures une belle création en gérance. Dans quel état allons-nous la leur rendre? ■

Guy Musy

Edito

Solidarité par le bas

En octobre dernier, le Conseil d'Etat genevois a présenté un projet de loi visant à réformer l'aide sociale individuelle. Ce projet s'inscrit dans une volonté politique qui tente de recadrer les mauvais joueurs. Ainsi, pour parer aux «abus» et autres manquements de ceux qui sont à la charge d'un système d'aide, on préconise le recours aux sanctions. Ces dernières peuvent aller de la réduction de l'aide sociale, à sa suspension voire son refus, en fonction de la gravité de l'irrégularité commise. Mettons les choses au clair: il ne s'agit pas ici de punir des délits mais bien des comportements qui ne seraient pas en accord avec la ligne de conduite que tout pauvre se doit de suivre au nom des buts poursuivis par cette réforme.

La charité, c'est bien connu, il ne faut pas en abuser. Sous peine de tomber dans le lot de ceux que l'on appelle, avec un mépris à peine voilé, les assistés. Ce qualificatif véhicule son lot de passifs négatifs dont celui de profiteurs. En quelques mots on passe de l'état de quelqu'un nécessitant de l'aide à celui qui tire de cette situation un avantage indu. Ce glissement mental a trop souvent lieu à propos de personnes dans le besoin au Nord comme au Sud. Elles se retrouvent unies par un même nivellement par le bas: n'avoir pour autre fonction que d'être perçues comme des candidats à la charité qu'il conviendrait de recadrer.

Comble de l'ironie, cette attitude semble se voir confirmée par nos législateurs: la sanction la plus élevée prévue par le projet consistera à voir l'aide financière mensuelle des suisses chuter au niveau de celle d'un étranger sans autorisation de séjour régulière (sic)! C'est avouer, de manière à peine voilée, que le statut d'étranger en situation irrégulière correspond à une punition permanente... Voilà aussi matière à rétorquer aux mauvaises langues qui affirment qu'à trop s'occuper du sort des étrangers parmi nous on arrive à en négliger «nos» pauvres. Plus le sort réservé à l'étranger sera précaire, plus les prestations auxquelles il a droit se réduiront, plus un jour le traitement réservé aux suisses pauvres en souffrira. Curieuse solidarité par le bas issue d'une dangereuse évolution qui tend à rechercher l'économie sur les catégories les plus faibles de la population. ■

Martyna Olivet



Remerciements

Un grand merci aux abonnés qui ont répondu positivement à notre appel encarté dans le dernier COTMEC-INFO, et se sont acquittés de leur abonnement, nous confirmant ainsi leur fidélité à notre bulletin.

Agenda

● La Suisse, c'est nous
Le samedi 17 juin à 14h, à l'occasion de la Journée des Réfugiés, aura lieu à Berne une manifestation nationale regroupant tous les opposants aux 2 lois Blocher. Informations: www.sansnous.ch ou cotmec.ch.

Droit à l'alimentation:

FIAN Suisse reprend du service

Esther Wolf, politologue de 29 ans, a été chargée par le secrétariat international de FIAN de redynamiser la section suisse de l'association qui œuvre pour la réalisation du droit à se nourrir. Ainsi, depuis mars dernier, le secrétariat de FIAN hébergé par la COTMEC depuis 1995 a repris du service. Entretien avec sa représentante.



déclencheur pour te joindre à eux?

Durant mes études, à Cologne, j'ai assisté à une conférence organisée par la section étudiante de FIAN. Ils avaient invité des représentants colombiens victimes de déplacements forcés. En effet, l'action de l'association part toujours de cas concrets de violations. L'impact a été tel que je me suis engagée peu de temps après.

Même si la majorité des cas dénoncés se trouvent au Sud, il est très important d'avoir accès au public du Nord?

Tout à fait. Ce qui fait la force de notre mouvement et de sa lutte, c'est d'avoir des relais au Nord pour appuyer nos partenaires. Surtout quand des Etats ou des entreprises incriminées

de violations de droits humains y sont connus. Car ils sont sensibles à leur réputation et à leur image. A travers des campagnes de lettres envoyées par nos membres aux gouvernements, aux élus et aux décideurs, il est possible de faire suffisamment pression pour que les personnes soient restituées dans leurs droits. En marge de ces actions, nous menons un important travail de lobby, d'information et de sensibilisation.

Comment s'est organisé ton travail depuis ton arrivée?

Après un premier temps consacré à contacter nos membres suisses, à établir des liens avec les ONGs locales pour s'insérer dans le réseau existant, j'attaque désormais la partie projet. Nous souhaitons établir un partenariat avec FIAN-Inde, dont une section dénonce l'implantation d'une usine de Coca-cola dans l'Etat fédéral du Tamil Nadu. L'entreprise prévoit de détourner l'eau d'une rivière pour satisfaire ses besoins de production, pri-

Martyna Olivet: Dans quel but as-tu été envoyée à Genève depuis l'Allemagne?

Esther Wolf: Le but est de rétablir un groupe local de FIAN à Genève grâce à un secrétariat qui maintienne le contact avec les membres, d'abord au niveau régional, puis national. Une telle structure a existé pendant près de 10 ans, mais elle s'est un peu essoufflée. Les bénévoles, même si ils continuent à nous soutenir, sont désormais très pris par leurs sollicitations professionnelles et familiales. Il nous a paru indispensable, pour assurer le suivi du travail, de mettre sur pied une permanence.

Avant de venir, je travaillais déjà au secrétariat international, en Allemagne, ce qui m'a permis de bien connaître la structure de l'organisation. C'est un choix tactique que d'envoyer quelqu'un qui connaît déjà l'institution de l'intérieur, ça facilite la coopération.

D'autant plus que tu es bénévole de FIAN depuis 1998. Quel a été l'élément

PARUTION

Le droit à l'alimentation passe par l'information

«La faim, c'est l'exclusion. Exclusion de la terre, du revenu, du travail, du salaire, de la vie et de la citoyenneté. Quand une personne arrive au point de ne plus avoir à manger, c'est que tout le reste lui a été dénié. C'est une forme moderne d'exil. C'est la mort dans la vie». Tel est le constat de Josué de Castro, sociologue brésilien et auteur de la célèbre «Géographie de la Faim». Il est aussi le point de départ d'une publication de Christophe Golay, conseiller du rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation et Melik Ozden du CETIM. Ils nous rappellent que la sous-alimentation et la mortalité due à la faim et à la malnutrition sont provoquées avant tout par des injustices sociales, des exclusions politiques ou économiques et par des discriminations. S'il existe aujourd'hui des moyens de revendiquer la réalisation du droit à l'alimentation, les chances d'obtenir des réparations ou des compensations dépendent largement de l'information et des mécanismes de contrôle disponibles dans chaque pays, mais aussi au niveau des différentes instances internationales. Très didactique, cette brochure vise avant tout à contribuer à l'amélioration de l'information disponible sur le droit à l'alimentation. Elle présente aussi les mécanismes de contrôle, au niveau national et international, utilisables par les victimes en cas de violation dudit droit. ■

«Le Droit à l'Alimentation», Christophe Golay et Melik Ozden, Programme Droits Humains du CETIM (Centre Europe-Tiers Monde). www.cetim.ch. Ou tel: 022/ 731 59 63. La brochure est disponible en français, anglais et espagnol.



vant des villages entiers d'accès à une source de vie indispensable. Là aussi, il est important de manifester notre soutien et d'être un relais pour les membres de FIAN-Inde qui sur place se chargent de nous alerter, de dénoncer les abus et d'informer les villageois concernés sur leurs droits. Nous prévoyons d'avoir recours à des envois de lettres, à du lobby, etc. Je rédige actuellement un plan de la campagne pour pouvoir me lancer dans les recherches de fonds.

Au début de l'année, FIAN a reçu un prix décerné par la Déclaration de Berne dans le cadre de l'anti-Davos pour sa mobilisation contre l'entreprise allemande Continental. Trois ans de mobilisation qui se sont avérés payants.

Oui, c'est un succès qui illustre à quel point il est possible de faire bouger les choses quand on fait des alliances à plusieurs niveaux: politique, citoyen et institutionnel. Au Mexique, Continental avait illégalement fermé son usine, privant de revenus un nombre important d'ouvriers. Ceux-ci ont débuté une grève qui a duré trois ans, appuyée par des interpellations au siège de l'usine en Allemagne de la part des différentes sections de FIAN de part le monde et d'autres ONG. Même le syndicat européen de l'entreprise nous était favorable. Résultat, l'usine est à nouveau en service. Un bel exemple de réussite: non seulement les employés ont retrouvé leur travail, mais ils possèdent désormais des parts dans l'entreprise. ■

Propos recueillis par Martyna Olivet

1. Il n'est pas nécessaire d'être membre de FIAN pour participer à de tels envois, toute personne intéressée peut être inscrite sur la liste d'alerte en écrivant un mail à: fian-ch@bluewin.ch ou directement par tel au 022/ 321 58 44

Echanges humains avec le Sud

Un apport essentiel pour une Suisse solidaire

Si la coopération représente une sphère sensible (appréciée ou critiquée) de la politique extérieure helvétique, le rôle des coopérant/es suisses dans les pays du Sud est bien souvent peu connu et insuffisamment pris en compte. Pourtant, près de 200 Suisses -envoyés par l'une ou l'autre des 25- ONG regroupées dans la plateforme UNITE- se

sont expatriés pour travailler en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Agriculteur et théologien de formation, avec une grande expérience en matière de coopération et d'immigration et asile, le pasteur protestant Armand Heiniger est depuis 2003, président d'UNITE. Une fonction-clé pour évaluer l'état actuel des échanges de personnes « Suisse-Sud ».

Sensibilité humaine et interculturalité

Que signifie pour vous le concept de «coeur de la coopération»?

Arriver, dans un contexte donné - parfois difficile et très différent - à partager une partie des richesses que l'on possède. C'est-à-dire la capacité d'un volontaire à partager l'expérience d'une personne ou d'un groupe social qui n'a pas eu l'occasion d'avoir une formation. Comprendre que cet échange mutuel doit être libérateur, en permettant à cet individu ou à ce groupe d'être autonome et de devenir un facteur dynamique dans sa société...

Et comment évaluer réellement ce plus qu'apporte la personne venue d'ailleurs? Et d'autre part, quelle place occupe ce qu'elle reçoit?

J'y viens. Si je prends l'exemple du Congo, pays profondément sinistré, mon évaluation sur l'apport des volontaires se fait en analysant le jour après cette destruction. Et je constate que plusieurs individus ou groupes qui ont bénéficié à ce moment de l'appui d'un volontaire ont aujourd'hui une capacité d'initiative indépendamment de toute présence de personnes venues du Nord. D'autre part, quand je parlais du coeur de la coopération, je le comprends comme un processus de va-et-vient. Un volontaire qui n'est pas capable, ni n'est ouvert à recevoir quelque chose durant son séjour dans le Sud, sera déficient. Et, j'insiste là-dessus, un élément essentiel, c'est la formation reçue avant son départ en mission. Il faut chaque fois mettre la priorité là-dessus et améliorer davantage cette formation. Certaines de nos ONG dans la plateforme UNITE, comme par exemple E-CHANGER, ont compris cette importance et jouent un rôle moteur dans cette problématique.

Un plus pour une Suisse ouverte

Je voudrais conclure sur un thème toujours actuel et source de débat... La validité de l'échange de personnes dans le cadre de la coopération suisse. Certains ne sont pas très convaincus et estiment même que cette manière de faire coûte cher...

Mieux vaut ne pas se braquer sur les chiffres. On pourrait vite démontrer que les volontaires suisses coûtent beaucoup moins cher que les experts qui vont et viennent... Quant aux résultats, il existe des dizaines d'exemples et d'expériences qui prouvent la validité de ces échanges. Je n' imagine pas que la Suisse puisse éviter cette forme de coopération, qui est un signal clair de sa volonté de service envers les nations et les communautés les plus défavorisées. D'autre part, on ne peut sous-estimer le rôle actif joué par chacun de ces volontaires, durant son affectation et à son retour, par rapport à l'information sur le Sud et à la sensibilisation de la société civile helvétique. Un exercice tout à fait appréciable. Beaucoup plus aujourd'hui, alors que l'on perçoit dans notre pays une croissance de la « peur envers l'étranger ». Nous sommes dans une phase très restrictive politiquement et l'apport de ceux qui ont vécu à l'étranger et nous apportent les vécus de l'échange, est essentiel pour garantir une Suisse sensible et ouverte à l'autre. ■

Propos recueillis par Sergio Ferrari, collaboration UNITE, distribué par E-CHANGER. Traduit de l'espagnol par: Hans-Peter Renk

Sergio Ferrari: Par votre expérience, vous êtes plus spécifiquement lié à l'Asie et à l'Afrique, plus précisément à l'immigration et aux réfugiés en provenance de pays qui ont vécu, durant le dernier demi-siècle, des chocs profonds comme le Laos, le Cambodge ou le Congo. Votre orientation actuelle dans la coopération signifie-t-elle un changement de profil ou un complément de votre activité professionnelle?

Armand Heiniger: La question de l'immigration et de l'asile, tout comme la coopération au développement, font partie pour moi d'un tout indissociable. Dans mon cas, cette orientation répond à une exigence qui découle de mes valeurs chrétiennes - une exigence de l'Evangile - en faveur de plus de justice et d'attention envers les plus pauvres et les plus marginalisés. Notre expérience dans le Sud-Est asiatique, durant et après la guerre anti-coloniale, nous a beaucoup sensibilisé à la réalité d'un monde, qui n'a pas grande chose à voir avec la sécurité du quotidien helvétique. Durant 17 années, nous avons vécu la souffrance de cette région bouleversée. Nous avons été confrontés réellement à la signification de la responsabilité envers les autres. Et c'est dans ce cadre que j'ai commencé à collaborer, depuis 8 ans, avec UNITE - d'abord comme expert pour définir les projets et ensuite comme président -, ce qui correspond parfaitement à mes convictions de prêter attention aux plus faibles et aux plus « petits »...

Ce que le coopérant laisse au Sud...

Avec une histoire aussi riche en matière de coopération, comment concevez-vous le rôle des volontaires suisses qui travaillent dans le Sud ?

Suite de la page trois

mouvements sociaux accusent d'être une couverture de l'hégémonie que ce dernier veut acquérir en Amérique du Sud et qui s'avère parfaitement incompatible avec l'ALBA puisqu'il défend une logique libre-échangiste. Au sujet de ces différents projets d'intégration, il faut préciser que l'opposition aux gouvernements les plus progressistes stigmatise fortement les antagonismes qui peuvent exister entre eux. De même qu'elle polarise l'incompatibilité entre les axes «populistes» et «sociaux-démocrates», alors que Chavez a plusieurs fois déclaré son «respect de la diversité» dans les voies de coopération interaméricaine à emprunter. Il entretient une excellente relation avec Lula et Kirchner, représentants pourtant de l'autre «axe». Néanmoins, certaines positions inconciliables demeurent et le risque est grand de voir cette situation faire voler en éclat l'espoir d'un front véritablement commun entre les gouvernements de gauche. Si elles se maintiennent, ces divisions ne seraient pas sans effet sur la légitimité des différents projets d'intégration régionale et renforcerait la stratégie des TLC néo-libéraux de Washington.

Espoirs et incertitudes

Ainsi, malgré les espoirs suscités par les différents résultats électoraux, l'avenir d'un «panaméricanisme» de gauche est plus qu'incertain. Le caractère personnalisé des réformes rend difficile toute inscription dans le long terme de la coopération interaméricaine et d'une action collective efficace (notamment contre les TLC que promet Washington). Nul ne peut dire en effet si des projets comme l'ALBA survivront à Chavez ou Morales. De plus, au vu de la fragilité des processus engagés et de l'instabilité interne de la majorité des pays concernés, chaque échéance électorale est à même de marquer un coup d'arrêt aux différentes initiatives en route et de rouvrir la voie à des «ajustements» néo-libéraux, dont les promoteurs ne sont jamais loin. Dans le même temps, des tensions entre pays semblent éclater au grand jour et révéler la fragilité des alliances, que ce soit entre l'Argentine et l'Uruguay ou au sujet du rôle hégémonique que le Brésil voudrait se voir jouer dans l'économie de la région.

Néanmoins, malgré ce tableau nuancé, les dernières échéances électorales – la victoire de Morales en Bolivie en est le plus bel

exemple – ainsi que les politiques concrètes menées à petite échelle ont montré le degré d'organisation des différents mouvements sociaux en Amérique latine et leur capacité à se faire entendre et à peser dans les décisions prises en haut lieu. Par tout, des alternatives aux politiques néo-libérales désastreuses sont élaborées, et leur mise en pratique se révèle efficace, démontrant notamment que les acteurs sociaux sont capables de se convertir en acteurs productifs. Ainsi, au-delà des problèmes et des contradictions qui éclatent en «haut lieu» sur les processus d'action collective à mettre en place, l'Amérique latine, par le bas, a déjà commencé à se construire «autrement».

Jonas Pasquier

Lexique des termes utilisés

ALBA: Alternative bolivarienne pour les Amériques, lancée par le régime chaviste et que promeuvent officiellement les gouvernements vénézuélien et bolivien ainsi que bon nombre de mouvements sociaux à travers l'Amérique latine.

CAN: En tant qu'«accord d'intégration sous-régional» signé en 1969, le Pacte Andin (plus tard Communauté Andine des Nations) regroupe la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela.

CSN: Communauté Sud-américaine des Nations, processus qui prévoit le financement de projets de développement de «couloirs commerciaux» et d'une infrastructure commune, défendu surtout par le Brésil.

MERCOSUR: processus néo-libéral de rapprochement argentin-brésilien de la fin des années 1980 et officiellement lancé par le traité d'Asunción en 1991, il vise à l'élaboration d'un marché commun entre le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay.

TLC: Traités de libre-échange que Washington négocie séparément avec les pays latino-américains.

PARUTION

Clandestinité oblige

Ecrit d'une belle plume, ce livre se lit comme un roman passionnant. Il relate pourtant une histoire bien réelle: un groupe de parrainage cache une famille arménienne à laquelle la Suisse refuse l'asile. Pendant une année, jusqu'à son départ pour un Québec plus accueillant, la famille en détresse et celles et ceux qui l'accompagnent vont connaître ce à quoi la clandestinité oblige.

Entrer en clandestinité signifie n'exister pour personne, sauf pour ceux qui vous soutiennent; vivre sans éveiller de soupçons; ne plus toucher d'indemnités; être dépourvu d'assurance maladie; être à la merci du moindre délateur; être retranché de la vie sociale; attendre sans emprise et sans droit sur l'avenir.

Pour les Suisses qui les hébergent et les aident, la situation illégale engendre également une inquiétude constante. *Il suffirait d'un concours de circonstances, d'un moment passé au mauvais endroit pour que tout bascule* comme pour cette simple balade à vélo décrite dans l'ouvrage, «chaque mésaventure prend d'incroyables proportions.»

Cloé, qui raconte cette aventure humaine, s'interroge: «D'où nous vient donc cette propension à la solidarité? Nous sommes maçon, dentiste, secrétaire, menuisier, architecte, capitaine de l'armée ou réformé, croyant ou libre penseur, libéral ou socialiste. Des gens normaux, un échantillon très représentatif de la société suisse moyenne, au sein de laquelle on cite souvent le comportement citoyen.» Mais comment se fait-il qu'une attitude civique paraisse subversive?

«Que s'est-il passé dans ce pays générateur de la Croix-Rouge, démocratique avant tous et hôte de nombreuses institutions internationales? Que s'est-il passé au sein de cette population, si accueillante au cours des siècles, et qui se referme sur elle-même tout à coup?» Et de saluer toutes les personnes qui résistent et savent profiter de cette «zone grise» qui existe entre les lois, comme «un espace tampon entre deux décisions». Faisons-nous partie de ces milliers de personnes qui se retrouveront sur le banc de la vieillesse à se dire: «Une fois dans ma vie, j'ai fait preuve de courage?»

Roland Pasquier

Clandestinité oblige, C. Vallat, R. Buttet Cabédita, Collection Espace et Horizon, 2005

Changeement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

1200 IAB
Genève 2

COTMEC

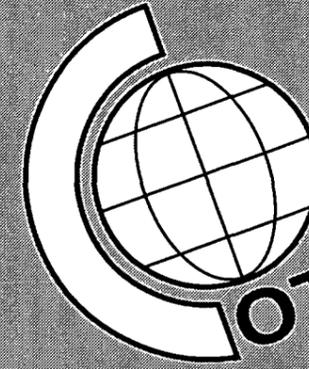
Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 25.-/an
Rédactrice Responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui ont des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



COTMEC
INFO

Supplément encarté:
migrants et
migrations

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Les bossus de Notre-Dame

«Il est cinq heures, Paris s'éveille!», chantait Jacques Dutronc. Mais il faut attendre 11 heures pour que s'ouvrent les églises de Paris. Notable exception: dès potron-minet, les portes de Notre-Dame laissent filtrer une poignée de ferments.

Enfoncés dans les stalles des chanoines, visages bronzés d'Afrique ou des Caraïbes, yeux bridés du Vietnam, clochards emmitoufflés dans de douteuses couvertures. Ils viennent entendre la messe. A pas lents et solennels le prêtre apparaît. Prestance et dignité babyloniennes. Sous la lourde chasuble je devine un Syrien ou un Irakien. La liturgie se déroule selon le rite conventionnel, enrichi de larges et abondantes bénédictions. Après le *Sanctus*, le célébrant chante les paroles consécatoires en araméen, la langue que parlait Jésus. Et nous voilà transportés par cette mélodie au pays et au temps du fils du charpentier, quand il partageait avec ses amis un morceau de pain et une coupe de vin.

Sur les bas-côtés, quatre jeunes maghrébins, casquettes vissées sur le crâne, nous bombardent de flash répétés. Comme nous, mais à leur manière, ils font partie de la *multitude* pour laquelle fut versé, un certain vendredi, le sang du Fils de l'Homme.

Guy Musy

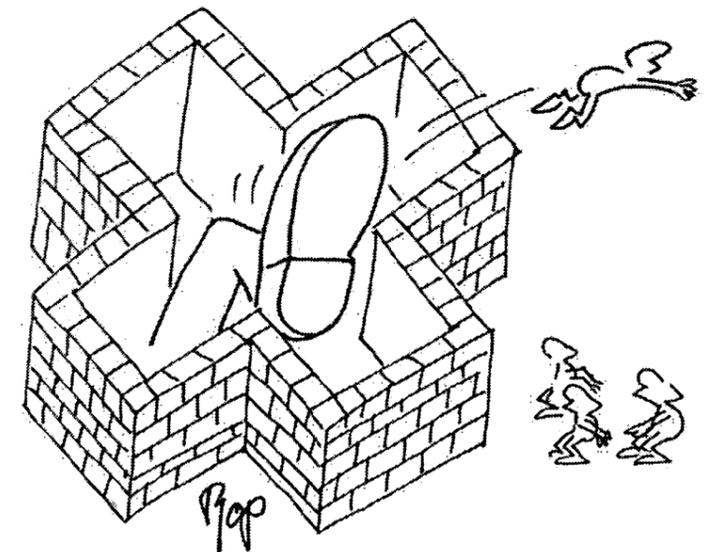
Edito

Hors les murs

C'est un mystère. Comment se fait-il qu'un être humain a le droit, ou n'a pas le droit, de se trouver là où il se trouve? Avez-vous fait l'expérience de vous promener dans les rues de Genève en compagnie d'un «sans-papiers»? Cela m'a paru étrange. Comment peut-on bannir un être humain de tel ou tel lieu?

Des frontières ont été dessinées sur la planète. Elles délimitent des pays. Entre certains de ces pays, on a dressé des murs. Le mur de Berlin, tombé en 1989. Le mur qu'Israël est en train d'ériger pour s'isoler des Palestiniens. Le mur que les Etats-Unis construisent à la frontière du Mexique, pour barrer la route aux immigrants d'Amérique latine...

Et puis il y a les murs qui entourent des quartiers de villas cossues aux Etats-Unis, en Afrique du Sud au Brésil et ailleurs. Ou des résidences réservées aux seniors (plus de 50 ans) dans le Sud-ouest de la France. Avec camera à l'entrée et



gardien. Et les codes d'accès ou les interphones de nos immeubles... Un retour au Moyen Age, avec herses et pont-levis?

Pouvons-nous imaginer un monde où les personnes circuleraient librement, les riches capitaux? C'est vrai: chacun d'entre nous a besoin d'un espace où il se sente en sécurité. C'est aussi vrai: chacun d'entre nous a besoin de s'échapper de temps à autre de cet espace, sans se heurter à d'infranchissables obstacles.

Or, pour nombre d'habitants de la planète, il devient de plus en plus difficile de se mouvoir. Et quand, trop souvent en risquant leur vie, ils parviennent à traverser les frontières, ici, on fait tout pour les rejeter. Le renvoi, telle est l'obsession de nos autorités. N'existerait-il pas un moyen terme entre la totale ouverture et la fermeture à double tour?

Jésus a été exécuté «en dehors de la porte», c'est-à-dire hors les murs, souligne l'épître aux Hébreux (13,12-14). Paul nous incite à «sortir à sa rencontre en dehors du camp, en portant son humiliation». C'est bien la place des chrétiens, auprès des requérants d'asile et autres «sans papiers».

Michel Bavarel

Vive le pétrole cher!

Début juin, le quotidien français Libération publiait un supplément de 40 pages au titre à la fois promoteur et provocateur Vive le pétrole cher! Une petite révolution qui montre que l'évolution des consciences progresse au rythme du baril: toujours en hausse, mais pas assez pour amorcer un changement drastique et planifié. Tour d'horizon.

L'heure semble donc venue de se demander si le prix du brut toujours à la hausse n'aurait pas des vertus. Entre la nécessaire désintoxication au pétrole d'aujourd'hui et la panne sèche de demain, certains voient une occasion unique pour penser le changement de notre monde. L'occasion idéale pour valoriser et démultiplier nombre d'alternatives, afin de soulager la facture pétrolière tout en couvrant nos besoins en énergie dans les deux secteurs les plus gourmands: le transport et le logement.

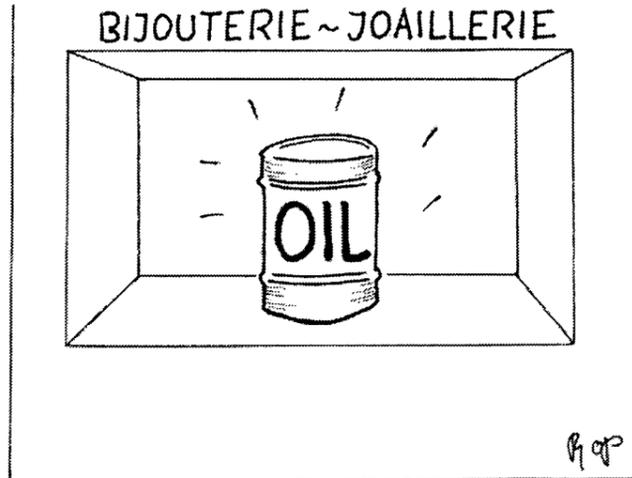
Alcool ou friture: roulez voitures!

Les incontournables biocarburants brésiliens, à base de canne à sucre, font des émules en Europe. Toute une variété d'espèces se prêtent à leur production: blé, orge, maïs, betterave. Un marché encore embryonnaire en France, où l'on prévoit une proportion de 10% de ce type de carburant pour 2015, mais sur la bonne voie en Suède: d'ici 2009, toutes les stations-service seront équipées d'une pompe à éthanol. Au Japon, c'est à l'huile de friture – dont les Nippons rejettent quelque 400'000 tonnes par an –

que l'on promet une deuxième vie. Sous la forme de fioul végétal pour alimenter voitures et bus, tout en générant moins de rejets nuisibles à l'environnement que l'essence traditionnelle. On espère que cette production, encore isolée, fera des petits.

Repenser l'habitat

En attendant de libérer le parc automobile de sa dépendance au pétrole, pourquoi ne pas en limiter l'usage? C'est le pari de la densification urbaine: éviter les déplacements inutiles grâce à des modes d'habitat innovants. Une densification des transports publics poursuit à Rennes un quadruple objectif: répondre au désir de logement individuel; contenir les coûts; économiser l'espace et préserver l'environnement. En Allemagne, un quartier entier de la ville de Fribourg-en-Brisgau est conçu pour subvenir à près de 70% de sa consommation énergétique: toits équipés de panneaux solaires, isolation renforcée, circulation d'air et chauffage au bois font des prouesses. En Espagne, on introduit une filière de chauffage des immeubles à base de noyaux



d'olive dont la production est suffisante pour deux millions de foyers. En Suède, les granulés de bois et autres pompes à chaleur sont sur le point d'enterrer l'usage du fuel (14% d'utilisateurs) dans les chaudières.

Les technologies sont donc au rendez-vous – même si la filière idéale n'existe pas –, les rendements s'améliorent. Resterait à baisser les prix pour les rendre accessibles au plus grand nombre. Las, les projections les plus

pessimistes voient la part des énergies propres s'élever à 2% à peine de la consommation mondiale en 2030... Une paille!

Toutefois, avec la fin du pétrole bon marché et un climat en surchauffe, beaucoup voient l'émergence d'un nouveau monde où il ferait bon de faire de nécessité vertu. Sans trop tarder.

Martyna Olivet

Il y a trente ans: Soweto s'embrasait

C'était il y a trente ans en Afrique du Sud. Le 16 juin 1976, l'image du jeune Hector Peterson, 13 ans, tué par les balles d'un policier du régime de l'apartheid, entrain dans l'histoire comme symbole du soulèvement du ghetto noir de Soweto. En une journée, la répression armée d'une manifestation pacifique de 20'000 écoliers du primaire et du secondaire fit près de 500 morts, majoritairement des mineurs. Leur crime? Afficher publiquement leur refus de l'imposition de l'Afrikaans, langue de l'opresseur blanc, dans l'enseignement secondaire.

Cet événement, d'une violence rare, marqua un tournant décisif dans la lutte contre le régime ségrégationniste sud-africain. Les images de Soweto firent le tour du monde, apportant un démenti flagrant à la propagande d'un «développement séparé» harmonieux des communautés noires et blanches menées par les dignitaires au pouvoir. Au-delà des frontières, la révolte des écoliers marqua les esprits et donna lieu à une vague de mobilisations et de condamnations du régime,

tant dans la société civile qu'auprès de certains gouvernements étrangers.

Mais pour une bonne partie du monde des affaires, l'après Soweto ne fut pas différent. Les demandes répétées d'embargo de la part de l'ONU, qui qualifia l'apartheid de crime contre l'humanité dès les années soixante, n'ont pas non plus fait avancer les choses. Pendant de trop longues années, des entreprises étrangères continuèrent à livrer du pétrole, des armes, des véhicules et octroyèrent des prêts financiers qui contribuèrent au maintien du régime raciste. Deux banques suisses sont particulièrement concernées: le Crédit Suisse et l'UBS. Elles nouèrent une étroite collaboration avec le gouvernement de Pretoria et les milieux financiers sud-africains dont on ne connaît pas encore l'entière portée. Et pour cause: en 2003, les recherches historiques sur les relations entre les deux pays financées par le Fond national suisse se sont vues entravées. Le Conseil fédéral a décidé de fermer les archives alors même que les recherches avaient

été entamées... Motif avancé: une plainte en cours aux Etats-Unis où les deux banques sont citées comme complices de violations de droits humains en Afrique du Sud. De toute évidence, le Conseil fédéral ne souhaitait pas que des faits compromettants pour les banques puissent être rendus accessibles aux défenseurs des victimes de l'apartheid. Ce qui est connu depuis des décennies sur les «banquiers de l'apartheid» est déjà suffisamment accablant pour ne pas tolérer des déclarations qui prennent une allure révisionniste. Tels ces propos récents du porte parole du Crédit Suisse à l'annonce du retour programmé de la banque en Afrique du Sud: «Le procès était injustifié (NDR: il n'a pas encore eu lieu) parce qu'il n'y a aucun lien entre l'injustice de l'apartheid et le monde des affaires».

La nécessaire réhabilitation de ceux qui ont souffert et se sont sacrifiés pour la chute du régime raciste est à ce jour loin d'être achevée. Cette dernière passe tant par l'établissement de la vérité historique sur le rôle des

entreprises étrangères que par la reconnaissance de leurs responsabilités. Cela passe aussi par des actes de réparation dont font partie les dédommagements matériels. C'est dans un contexte de répression constante que ces compagnies ont engrangé des bénéfices importants. Il est légitime qu'elles contribuent à redresser l'injustice et les dommages rendus possibles par leurs actions. Une telle démarche pourrait aider à rétablir dans leurs droits de nombreuses communautés encore précarisées. A commencer par les quelques 20'000 victimes des plus sévères violations des droits humains identifiées par la Commission Vérité Réconciliation sud-africaine dont certaines attendent toujours les fonds promis par le gouvernement depuis cinq ans. Au moment où leur pays entame un mois de commémoration en l'honneur des ses jeunes martyrs, trop nombreux seront ceux pour qui les promesses des sacrifices passés ne se sont pas réalisées.

Martyna Olivet

A Amérique latine à la croisée des chemins

Au gré des échéances électorales, l'Amérique latine (et plus particulièrement du Sud) est en train d'opérer depuis quelques années un «virage à gauche». Si de grandes différences existent entre l'agenda politique et la situation des pays latino-américains, les scrutins laissent éclater au grand jour un raz le bol et un rejet des politiques néo-libérales, dont l'échec en Amérique latine est patent. Plusieurs projets s'affrontent quant aux différentes alternatives à mettre en marche, notamment dans une perspective d'action collective et de coopération régionale. Bref état des lieux.

Ce «virage à gauche» ne doit pas masquer l'hétérogénéité qui caractérise les différents leaders et partis qui ont conquis le pouvoir par les urnes. Entre gouvernements «révolutionnaires», «progressistes», «ouverts», ou sociaux-démocrates», deux axes semblent se dessiner. Un premier axe peut être vu comme reliant Caracas à La Paz (c'est-à-dire les gouvernements de Chavez et de Morales), avec l'appui de Cuba, défendant les politiques les plus progressistes (à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières) et moteurs d'un renouveau de la coopération régionale. Cet axe politique mène la fronde contre l'ingérence étasunienne en Amérique latine, notamment par son étroite collaboration avec le gouvernement cubain, mis au ban des nations américaines par Washington. Il se fait le champion de la promotion d'alternatives ad hoc pour la lutte contre la pauvreté et les inégalités, en franche rupture avec tout ce que le modèle néo-libéral a pu apporter à l'Amérique latine, à savoir des remèdes pires que les maux qu'ils étaient sensés soigner selon leurs promoteurs (FMI, Banque Mondiale, etc.).

La politique des gouvernements de gauche d'Argentine, du Brésil, du Chili et d'Uruguay, ainsi que les prémisses du programme de García au Pérou forment un axe beaucoup plus hétérogène et nettement moins progressiste que l'axe Caracas-La Paz-La Havane. Tous sont les représentants d'une gauche plus «traditionnelle», plus «politiquement correct» que les gouvernements de Chavez et de Morales, taxés de populistes. Les Etats-Unis et les autres grandes puissances, ainsi que les institutions financières internationales et les gouvernements alliés de Washington (Fox au Mexique, Uribe en Colombie) n'ont d'ailleurs de cesse de faire mauvaise presse à des gouvernements qui prennent des mesures contre leurs intérêts. Le cas de la «nationalisation» des hydrocarbures par le gouvernement bolivien en est une parfaite illustration. Il n'empêche, les véritables impulsions réformatrices, également dans le sens d'une étroite collaboration avec les mouvements sociaux et

d'une association de ces derniers aux réformes à mener, sont données par ces gouvernements «politiquement incorrects».

Le vent du Chavisme

Ainsi, le leadership symbolique de la réforme et du changement social est incarné en premier lieu par Hugo Chavez. Un rôle que ce dernier ne remplit pas sans certaines ingérences dans la politique interne des autres pays latino-américains, à témoin son soutien au candidat malheureux de l'élection présidentielle péruvienne Ollanta Humala. Le fait que Chavez incarne – selon sa volonté ou malgré lui – les alternatives sociales et politiques qui s'ouvrent à l'Amérique latine n'est pas sans effets pervers. Dans le cas cité, les adversaires d'Humala ont brandi le soutien de Chavez à ce dernier et la menace d'une trahison de la cause «nationale» en faveur des intérêts bolivariens, pour le battre lors des élections. Les opposants à la nationalisation des hydrocarbures boliviens (et notamment la presse brésilienne, se faisant l'écho des protestations de Petrobras) ont présenté des allégations du même acabit. Ils dénonçaient l'ombre de Chavez dans la politique de Morales présenté en véritable «pantin» du leader vénézuélien, et «oubliant» ainsi que la nationalisation était une mesure défendue par Morales (ainsi que par les mouvements sociaux boliviens) depuis les protestations d'octobre 2003. Ainsi, la personification des réformes politiques et sociales à entreprendre semble produire des résultats contre-productifs et nuire à la légitimité de ces processus. Cet effet pervers pourrait également concerner l'ALBA.

Cap sur l'ALBA

Ce programme est légitimement présenté comme un contre-projet aux initiatives néo-libérales qui continuent de pleuvoir sur l'Amérique latine en provenance du Nord. Les traités de libre-échange (TLC) bilatéraux étant le nouveau noyau dur des initiatives politiques de Washington suite au coup d'arrêt donné au projet de création d'une zone de libre-échange américaine



(ALCA) en novembre 2005. L'ALBA défend une intégration régionale basée sur la coopération, la solidarité et la complémentarité entre pays. Différentes actions concrètes (comme l'«échange» de médecins cubains contre du pétrole vénézuélien à des prix préférentiels, la mission «Milagro» qui a permis à des médecins cubains d'intervenir au Venezuela (et plus récemment en Equateur) pour des opérations d'ophtalmologie ou le projet boliviano vénézuélien de compagnie pétrolière mixte, entre autres) ont déjà été entreprises dans ce sens. L'ALBA défend une récupération par l'Etat des ressources naturelles et du territoire (par l'entremise d'une réforme agraire) ainsi que des processus décisionnels. L'accent est mis sur le but de voir l'Amérique latine acquérir une véritable souveraineté énergétique et alimentaire et de la soustraire à l'ingérence étrangère dans le choix des politiques à mener. Bien entendu, des écarts sont à déplorer entre discours et réalité.

Néanmoins, la grande place accordée aux mouvements sociaux dans cette mouvance politique semble être la garantie de réformes menées selon des exigences endogènes et de la «réappropriation» des mécanismes politiques par les acteurs concernés.

Puisqu'il défend une intégration par l'état plus que par le marché, l'ALBA va à l'encontre des différents espaces d'intégration régionale déjà développés, tels que le MERCOSUR. Longtemps présenté comme le fleuron et le catalyseur de l'intégration sud-américaine, ce dernier semble actuellement en panne, suite notamment à l'annonce du retrait de l'Uruguay. De la même manière, la Communauté Andine des Nations (CAN) est présentée comme «morte» suite au retrait du Venezuela en réaction à la signature par la Colombie et le Pérou de TLC avec les Etats-Unis. Un autre projet d'intégration régionale est la CSN, soutenu par le Brésil mais que les

Décès d'un évêque Dom Fragoso

Bien connu en Suisse, où il comptait nombre d'amis, Dom Antônio Fragoso est décédé le 12 août à João Pessoa, dans l'État brésilien de Paraíba.

Né en 1920, dans une famille d'agriculteurs pauvres, il a été ordonné prêtre en 1944, puis nommé évêque auxiliaire de São Luis do Maranhão en 1957. En 1964, année du coup d'Etat militaire, il a été envoyé «au bout du monde», prendre en charge le diocèse de Crateús nouvellement créé dans le Nordeste. La modestie de son diocèse ne l'a pas empêché d'être fort connu au Brésil et ailleurs pour sa proximité avec le peuple et sa résistance à la dictature.

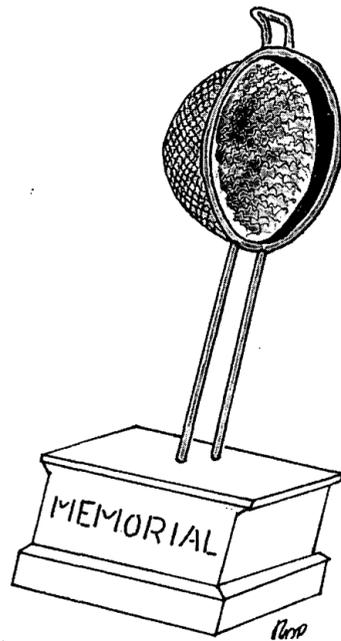
Dom Fragoso a été l'un des initiateurs de la JOC au Brésil. Il a appuyé les mouvements de travailleurs ruraux et a donné une grande impulsion aux communautés ecclésiales de base. «Son témoignage de vie évangélique a marqué l'histoire de beaucoup de personnes. Il est reconnu comme "l'évêque des pauvres"», souligne le communiqué de la Conférence des évêques du Brésil annonçant sa mort. Depuis sa retraite, en 1998, il vivait dans un quartier périphérique de João Pessoa. C'est là que nous l'avons retrouvé pour la dernière fois en octobre de l'année passée, avec d'autres membres de la Fraternité du Serviteur souffrant, née à Crateús autour du père Frédy Kunz. Une Fraternité qu'il accompagnait fidèlement.

Chica et Bernard Bavaud-Rey, anciens permanents de Frères sans frontières, devenu E-Changeur, ont bien connu Dom Fragoso à Crateús. «Habillé comme tout le monde, loin des pompes d'an-

tan, il savait s'asseoir par terre (il manquait des chaises !) pour écouter la vie des paysans. Dans ses homélies et ses écrits, il osait affronter les grands propriétaires pour leur rappeler que la terre appartient à tous,» ont-ils écrit dans un hommage. ●

Michel Bavarel

Colloque Mémoire et droits humains



Le but du colloque qui aura lieu en novembre, à Genève, est de montrer en quoi l'absence du travail de mémoire concourt en quelque sorte à perpétuer les crimes commis et à instituer des violations permanentes des droits humains. En associant au devoir de mémoire un impératif de réflexion, le colloque se veut une contribution à la formation des consciences citoyennes autant qu'à la pleine reconnaissance des mémoires oubliées, niées ou minimisées. Tout en portant un regard pointu sur le passé, il s'agit de construire les ponts nécessaires pour le futur.

Les participants auront la possibilité d'entendre des personnes qui contribuent activement à construire une mémoire commune par leur militantisme et par leur réflexion. Elles pourraient entendre Christiane Taubira, députée française, Louis Sala-Molins, auteur du Code Noir ainsi que Patrick Chamoiseau, Sophie Bessis et de nombreuses autres personnalités. ●

Valérie Lange

23-24 novembre, à Genève, IUED
La mémoire et le développement de l'Afrique et des Caraïbes. Organisation: Action de Carême, programme sur le site : www.actiondecareme.ch

Parutions et Exposition Privés d'Asile

«Et maintenant... trois lettres qui sont marquées sur ma peau: Non-Entrée en Matière -NEM. Que vais-je devenir? J'ai l'avenir derrière moi.»

Laisant une large place aux témoignages des personnes concernées, cet ouvrage regroupe plusieurs articles de spécialistes, engagés sur le terrain et confrontés quotidiennement aux conditions vécues par les NEM. De Minh Son Nguyen à Anne-Catherine Menétray, en passant par Jean-Pierre Zurn et Michel Bavarel, ils nous décrivent avec minutie ce qui s'est passé en Suisse pour arriver à un tel désastre.

Un livre à lire et à faire lire à nos amis et connaissances. ●

V.E.

Interdits d'Asile, aux Editions Ouverture/Point d'appui, 2006. Commande: diffusion Ouverture, En Budron H20, CP 13, 1052 Le Mont-sur-Lausanne.

Nous Autres

Au début des années '50 encore traumatisées par le nazisme, l'UNESCO demande à plusieurs auteurs d'enterrer définitivement le concept de race. Dans le monde francophone, c'est Claude Lévi-Strauss, qui s'en chargera dans «Race et histoire». Plus de cinquante ans après cet ouvrage charnière, le Musée d'ethnographie de Genève (MEG) nous propose une exposition sur la diversité culturelle et le racisme.

L'exposition «Nous autres», par sa mise en scène théâtralisée, invite chacun à se confronter à sa propre ethnocentricité (ou à son excentricité... pour les autres). «Puisant dans la richesse des collections ethnographiques, des documents d'époque et des créations artistiques contemporaines, elle aborde les différentes représentations que nous, Occidentaux, avons des autres, mais également le regard que les autres nous renvoient.»

L'exemple le plus paradoxal est sans doute la description par une anthropologue américaine de la vie paysanne dans le val de Bagnes des années soixante. Ainsi, par un habile jeu de miroirs, l'exposition nous invite à réfléchir à notre regard sur l'autre et à la manière dont nous vivons le sentiment d'«étrangeté». Par la même occasion, elle nous pousse à nous engager, car comme le dit Claude Lévi-Strauss: «La tolérance n'est pas une position contemplative... C'est une attitude dynamique, qui consiste à prévoir, à comprendre et à promouvoir ce qui veut être. La diversité des cultures humaines est derrière nous, autour de nous et devant nous.» ●

Virginie Estier Dos Santos

Banque mondiale

En co-édition avec le CETIM de Genève, le CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde) publie le dernier livre de son président Eric Toussaint. Auteur de nombreux ouvrages sur la dette, l'auteur retrace, dès ses origines, l'histoire de la Banque Mondiale en la situant dans un contexte politique et géostratégique. Il passe en revue les différentes étapes depuis la création des institutions de Bretton Woods, en passant par le piège de l'endettement dans les années 70, sans oublier les récentes opérations de séduction vis-à-vis des organisations de la société civile du Nord comme du Sud. ●

Agrémenté d'un lexique et d'un index, ce livre est un ouvrage de référence pour qui veut comprendre l'action de la Banque Mondiale et ses conséquences sur les économies des pays du Sud. ●

V.E.

Eric Toussaint: Banque Mondiale: le coup d'Etat permanent, CADTM/CETIM, Editions Syllepse, 2006.

RAPPEL

Nous remercions les abonnés qui ont répondu à notre appel avant l'été et nous en profitons pour répéter que COTMEC-INFO ne subsiste que grâce à ses abonnements. N'oubliez donc pas de régler votre abonnement '06 de 25 Frs sur notre CCP: 12-21551-1.

Par ailleurs, les personnes qui préfèrent recevoir notre bulletin par voie électronique, peuvent nous envoyer un message à cotmec@worldcom.ch. ●

La rédaction

Exposition au MEG
Entrée libre. Ouvert tous les jours sauf le lundi, de 10h à 17h. Jusqu'au 1er avril 2007.

JAB
1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tel. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella



billet

Faites vos choix

Je les nommerai par leurs prénoms...
Voici donc Jeanne, déléguée retraitée du CICR. Depuis des années, en dépit de son âge avancé et de sa vue déficiente, elle mène, à partir de Genève, un combat de fourmi en faveur des femmes et des enfants qui gisent dans les geôles africaines. Elle a créé une association, «Dignité en Détention», qui ne se paye ni de mots ni d'idéologies. Et encore moins de démagogie. Puisque ces prisonniers ne peuvent respirer à l'air libre, la Fondation de Jeanne aménage pour eux des espaces, surveillés sans doute, mais respectueux de leur intimité et de leur dignité d'être humain.

La deuxième s'appelle Christoph. Les médias répandent sa face tour à tour à goguenarde, maussade ou réjouie. Son sourire auto satisfait crève le petit écran quand il annonce que les mesures coercitives contre les étrangers requérants d'asile portent enfin leurs fruits. Encore un petit tour de vis, que diable! Et l'on n'en parlera plus. Verra-t-on naître en Afrique une ONG, comme celle de Jeanne, militant pour la dignité des demandeurs d'asile en Helvétie?

D'Afrique précisément, j'ai reçu il y a une année de Laetitia un mail qui me disait son émoi et sa tristesse au su des inondations qui frappaient alors nos régions. Elle aimerait pouvoir aider les sinistrés de notre pays. Laetitia est une jeune maman, réfugiée sur une terre qui n'est pas la sienne.

Jeanne? Christoph? Laetitia? Autant de modèles! Faites vos choix! ●

Guy Musy

édito

Nouveautés dans la continuité

C'est avec plaisir que nous inaugurons, avec ce 281^{ème} bulletin, la nouvelle maquette de notre rendez-vous mensuel. En 30 ans de parution, c'est la quatrième «mue» graphique que connaît le COMTEC-Info. Avec autant de sauts technologiques pour sa réalisation: littéralement «fait main» dans les années '70, il a connu le passage par les acétates, le flashage pour enfin aboutir, il y a près de dix ans, à la mise en page assistée par ordinateur.

Un nouveau logo, le troisième en date, orne désormais les différentes pages. Son choix n'a pas été effectué sans peine et a donné quelques sueurs froides, tant aux membres de notre commission qu'à notre graphiste, Pascale Castella. En matière de signification symbolique, chacun voit midi à sa porte! Nos colonnes sont ouvertes aux réactions de nos lecteurs, puisque nous disposons désormais d'une rubrique intitulée «Votre tribune» prête à accueillir vos contributions.

En dépit de l'ajout de deux pages, le nombre de caractères du COTMEC-Info est plutôt revu à la baisse. Nos rédacteurs vont donc devoir relever le défi de la concision, sans pour autant tomber dans l'excès des journaux gratuits. Il nous a en effet paru important de disposer de plus de place pour aérer la présentation des articles et en favoriser la lisibilité.

Cependant, n'ayez crainte, nous entendons bien faire preuve de continuité dans notre ligne rédactionnelle. Nous ne jouerons donc pas plus qu'avant le jeu d'une presse qui privilégie les trains qui arrivent en retard et les événements vendeurs et nous persévérons dans la voie de l'analyse des rapports de forces en présence. Continuer à se démarquer tant par le choix des thèmes que par la manière de les traiter est une manière de poser des actes de résistance face au conformisme ambiant. Scruter les prémisses d'autres mondes possibles est une invitation à l'espérance. ●

Martyna Olivet

Hypocrite neutralité

Ces derniers temps, le monde politique suisse connaît un débat de fond sur la neutralité. L'UDC veut l'inscrire dans la Constitution, alors que Micheline Calmy-Rey plaide pour une politique étrangère plus active. En marge du débat, les affaires continuent...

Les récents événements au Proche-Orient ont démontré, une fois de plus, à quel point le gouvernement helvétique est ankylosé au niveau de sa politique extérieure. Même si, dans ce cas-là, la Suisse ne fait pas exception à la complaisance et au silence révoltant d'autres pays occidentaux. Les remous internes au paysage politique helvétique furent à cette occasion révélateurs des tendances qui s'affrontent. D'un côté, Micheline Calmy-Rey condamne la disproportion des représailles militaires d'Israël; de l'autre, des voix choquées par tant d'impertinence (comme celle du porte-parole de l'UDC) et le Conseil fédéral qui rappelle à la ministre la réserve que lui impose la neutralité helvétique. Une valeur «historique», dont l'application dans un cas comme celui-ci ressemble pourtant à se bander les yeux pour garder sa conscience bien au chaud. Sans entrer dans le débat de fond sur la neutralité, il nous faut fustiger les voix qui condamnent, en son nom, toute volonté de prendre un peu plus part aux affaires du monde. Micheline Calmy-Rey est la figure de proue de ceux qui voudraient voir la Suisse abandonner une posture si frileuse. Son concept de «neutralité active» semble une alternative à la volonté affichée en de trop nombreuses occasions de garder le silence.

Neutralité politique vs. compromission économique
Les partisans de cette neutralité à tout prix (en tête desquels les pontes de l'UDC) semblent être les mêmes qui s'activent pour la croissance débridée de l'écon-

omie de la Suisse. Et ce dans tous les domaines, y compris dans un secteur aussi peu «neutre» que l'industrie de l'armement. Ainsi, on rapporte la récente vente par Pilatus d'un avion de type PC9 Turboprop au Tchad, pays qui connaît un contexte de quasi-guerre civile. Il s'agit certes d'un avion civil, mais qui a déjà été par le passé transformé pour un usage militaire (Birmanie, Guatemala...) et qui, en outre, était déjà peint aux couleurs de l'armée tchadienne lors de la livraison. Une transaction commerciale qui n'aurait pu se réaliser sans le feu vert du Conseil fédéral et que la sacro-sainte neutralité aurait dû interdire... Une livraison de trois autres avions du même type est planifiée.

La récente guerre au Liban est encore le cadre d'un exemple révoltant de cette compromission économique. L'entreprise d'Etat RUAG, propriété de la Confédération, a exporté vers un pays en conflit (Israël, partenaire militaire incontournable de la Suisse) des bombes à sous-munitions, pour ensuite vendre aux forces de l'ONU, une fois le cessez-le-feu signé, le système de déminage qui va servir à les désamorcer! Ne s'agit-il pas d'une action proprement incompatible avec notre belle neutralité? Certes, mais vu que cela rapporte, on préfère se taire...

Ces exemples mettent en lumière l'instrumentalisation de la neutralité en faveur de la bonne marche des affaires. Ils mettent aussi en évidence la difficulté d'un contrôle citoyen sur le monde du commerce en général, et celui du matériel de guerre en particulier. Le moment semble être ainsi bien choisi pour appuyer l'initiative populaire fédérale lancée le 27 juin dernier «pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre» et pour s'insurger contre l'hypocrisie de la neutralité suisse. ●

Jonas Pasquier
Info: www.materieldeguerre.ch

Emballages Cailler

Quel avenir?

La dénonciation du côté absurde et anti-écologique des nouveaux emballages des chocolats Cailler lancés par Nestlé au début de l'année a fait mouche. Le bilan environnemental effectué par la COTMEC a eu un impact médiatique majeur. Le sujet a été repris à maintes reprises par la presse, la radio et la télévision. Certes, certains journalistes ont mis l'accent sur le côté novateur du nouveau conditionnement et répercuté largement les arguments de l'entreprise, mais aucun n'a cherché à contredire les allégations scientifiques avancées ni à en nier la pertinence.

Un autre point a retenu l'attention des médias: le débat autour de la hausse des prix. Si Nelly Wenger, à l'origine de l'opération de relookage, avait annoncé, à la conférence de presse de lancement, qu'en aucun cas l'introduction de plastique en lieu et place du papier allait se répercuter sur les prix, la réalité fut autre. Allégée en chocolat, alourdie en déchets et en argent à déboursier par le consommateur, la nouvelle ligne a vu le résultat de ses ventes chuter. Le discounter Denner a annoncé l'arrêt de la distribution des chocolats Cailler pour rupture de contrat.

Notre étude semble avoir porté ses fruits. L'avenir de ces boîtes en plastique nuisibles à l'environnement est incertain. Courant juillet, Nelly Wenger a annoncé une importante diminution du volume des déchets pour la fin de l'année. Un nouveau prototype d'emballage semble donc en préparation. Le spectre d'une exportation des «déchets of Switzerland» recule. Il reste à souhaiter qu'à l'avenir Nestlé ait plus largement recours aux études d'impact environnemental avant le lancement de la phase de production. ●

Martyna Olivet

Des bâches d'un camp de réfugiés aux lumières d'Hollywood

Refugee All Stars

Il y a encore un an, personne ne connaissait ni le nom ni le parcours des Refugee All Stars. Ce qui n'est pas étonnant: les dénicheurs de nouveaux talents n'ont pas pour habitude de recruter dans les camps de réfugiés de Guinée ou dans la capitale de la Sierra Leone. Et pourtant... Neuf musiciens découverts par le hasard et la nécessité sont en train de se forger une légende sous les étoiles d'Hollywood. Témoignage

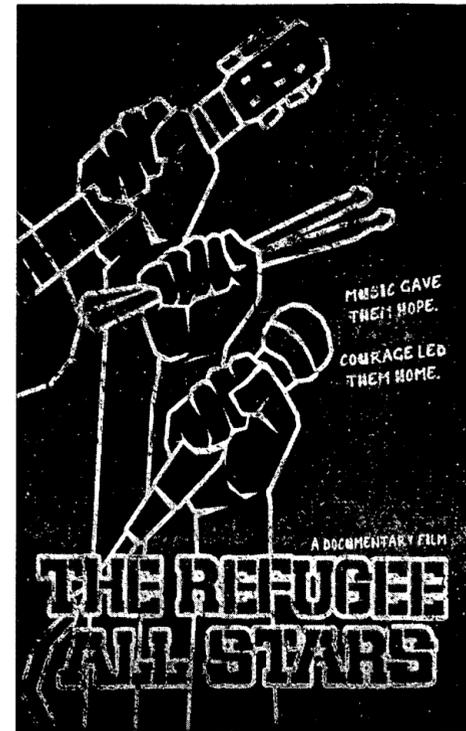
Depuis près d'une année, un film retraçant l'histoire de ce groupe de musiciens sierra-léonais a conquis une large audience auprès d'un public aussi varié que prestigieux. Difficile de rester insensible face au vibrant témoignage de ténacité, d'espoir et de joie de la part de ceux qui, après avoir connu le pire de ce que le monde peut offrir, arrivent encore à célébrer le meilleur. Leur chemin, «des poubelles de Freetown aux écrans de télévision» –pour reprendre leur expression–, n'aurait pas été possible sans une succession de rencontres aussi improbables que nécessaires.

Contexte initial

Tout commence à l'approche de Noël 2001 en Guinée. Le pays vit des heures troubles: il doit faire face à un afflux de population en provenance du Libéria voisin, pendant que des troupes rebelles en provenance de la Sierra Leone tentent d'annexer une partie de son territoire. L'agressivité de la population guinéenne se retourne bientôt contre les nombreux réfugiés sierra léonais, considérés comme la cinquième colonne du chef de guerre Charles Taylor. Ces derniers, assaillis de toute part, se voient ballottés d'un bout à l'autre du pays. Les camps d'accueil sont surchargés, les conditions sanitaires déplorable et l'insécurité atteint des proportions inquiétantes.

La musique adoucit les mœurs

C'est dans ces circonstances qu'Alphonse Munyaneza, chargé de communication de masse, arrive à Conakry, guitare en bandoulière, dépêché par le Haut commissariat aux réfugiés (HCR), dans le cadre d'un programme d'action urgente, «la Guinée protège ses réfugiés». Pour lui, la musique est un excellent moyen d'entrer en contact avec la population. Très vite, il prend la mesure du potentiel artistique présent sur le terrain, tant parmi la population locale que parmi les personnes vivant dans les camps. La médiation musicale sera l'un des outils de prédilection de sa mission, notamment pour amener les



gens à se rassembler afin d'entendre les instructions relatives aux transferts vers des camps sécurisés. Alphonse créera des sketches musicaux relayés en 12 langues par les radios communautaires. Des sketches qui mettront en relief les exactions et autres abus dont sont victimes les réfugiés sierra léonais. On viendra ainsi à bout d'un climat agité en un temps record. En tout, l'opération du HCR durera deux mois, au cours desquels plus de 120 000 personnes seront déplacées à l'intérieur du pays.

Une rencontre décisive

De retour en Suisse, Alphonse est taradé par l'envie de prolonger cette expérience humaine et professionnelle intense pour servir la cause des réfugiés. A la même période, à quelques milliers de kilomètres de là, deux jeunes réalisateurs américains, Zack Niels et Banker White, caressent le projet d'un documentaire qui dise quelque-chose de positif sur le continent africain, face à l'afropessimisme ambiant. L'improbable destin, servi par des intermédiaires bienveillants, réunira ces trois personnages dans le terminal d'un aéroport parisien. Peu après, en été 2002, ils débarquent en Guinée, instruments et caméras en main.

Un orchestre original à Locarno

La cérémonie de clôture du festival de Locarno, le 12 août dernier, fut exceptionnelle. Non seulement par la remise des Léopards, mais surtout grâce au film diffusé pour l'occasion: «L'Orchestra di Piazza Vittorio» (L'Orchestre de la Place Vittorio).

A l'initiative d'un musicien italien progressiste se lance un processus complexe de formation d'un groupe de musique dans un quartier populaire de Rome, autour du centre alternatif Apollo 11. Dans ce film, les Italiens constituent une «minorité ethnique» face aux immigrés, surtout africains et latino-américains, pour la plupart sans-papiers. Au bout de cinq ans d'efforts, l'orchestre, composé d'une vingtaine de musiciens, voit le jour. Il connaît un franc succès: le miracle du multiculturalisme vient de se produire!

Le rideau tombe, le film s'achève, et la Piazza Grande de Locarno explose devant la présence sur scène des musiciens de Piazza Vittorio.

Locarno a une musique et une âme, celle des sans-papiers italiens. ●

Sergio Ferrari, traduction Jonas Pasquier

du groupe, prend la parole avec émotion.

Durant le premier trimestre 2006, le film continue de conquérir les suffrages des festivals de cinéma et enchaîne les prix. Mais surtout, le groupe voit sa carrière internationale débiter. D'une rencontre à l'autre, l'ensemble des musiciens sont bientôt conviés à jouer en première partie de groupes renommés, à travers les Etats-Unis, le Canada et le Japon.

Un film, un groupe

Les choses devenant sérieuses, l'entourage des musiciens se professionnalise: un avocat sierra-léonais basé à Londres se charge de surveiller les contrats, un manager est engagé pour gérer les diverses dates des concerts, une fondation voit le jour. Le film et le groupe évoluent désormais séparément. Les protagonistes n'en souhaitent pas pour autant prendre le chemin de l'exil. Entre deux tournées, ils retournent à Freetown où ils étaient revenus vivre dès que cela a été possible. A la différence qu'ils disposent désormais de matériel professionnel et de quoi faire vivre leur famille. En septembre prochain, leur premier album, produit par la Warner, Living Like a Refugee, sera dans les bacs. Pour rendre accessible au plus grand nombre leur témoignage sur la force inaliénable de l'âme humaine et la transcendence universelle de la musique. ●

Martyna Olivet

Plus d'informations: www.refugeeallstars.org

Afrique du Sud Nouvelles des plaintes

De passage à la COTMEC, l'avocat sud-africain Charles Abrahams a fait le point sur les plaintes des victimes de l'apartheid déposées aux Etats-Unis. Une décision du juge chargé de leur l'examen est attendue pour la fin de l'année. Avenir incertain.

Pour mémoire, en novembre 2002, un groupement de victimes de l'apartheid dépose plainte contre 14 banques et entreprises qui se sont rendues complices de l'Etat ségrégationniste en maintenant avec lui des relations commerciales. Depuis lors, le lobby de ceux qui plaident pour la totale impunité du monde des affaires n'a cessé de s'intensifier. Avec des résultats qui se sont traduits par des prises de position de nombreux Etats, Suisse et Afrique du Sud compris, contre les revendications contenues dans les plaintes. D'autres groupements ont tenté d'abroger la loi en vertu de laquelle la démarche juridique est rendue possible. Dans ce climat, les plaintes ont été jugées irrecevables et rejetées en première instance fin 2004. Nous sommes actuellement en attente du jugement de l'appel. Trois cas de figure peuvent, selon Charles Abrahams, se présenter: les plaintes sont acceptées et le procès est engagé; les plaintes sont rejetées une fois de plus et l'appel sera traité par la Cour Suprême; le juge décide de renvoyer les plaintes afin qu'elles remplissent un certain nombre de critères pour être jugées recevables. «Le poids de la preuve est tellement lourd que selon les critères décrétés par le juge, cela signifierait l'anéantissement de toutes nos démarches», commente Charles Abrahams.

Demande d'excuses au Conseil fédéral suisse

Pour maintenir la pression du côté suisse, la coordination de la Campagne pour les réparations et l'annulation de la dette en Afrique du Sud a rédigé une lettre demandant des excuses de la part du Conseil fédéral envers les victimes de l'apartheid. Les agissements des banques et des milieux d'affaires suisses ont été rendus possibles par un cadre politique qui n'a jamais manifesté une volonté ferme de participer aux sanctions internationales contre un régime coupable de crime contre l'humanité. La lettre en question a été soutenue par de nombreuses personnalités et associations suisses actives dans la défense des droits humains. ●

Martyna Olivet

Droits humains

Espoir pour le Zimbabwe

A Genève, le 11 octobre dernier, l'avocat zimbabwéen Arnold Tsunga s'est vu remettre le prestigieux prix Martin Ennals 2006 des défenseurs des droits humains.

Une deuxième distinction a été décernée au philosophe et journaliste iranien Akbar Ganji. Les lauréats sont des symboles de pugnacité et de courage dans leurs pays où la défense des «causes impopulaires», comme aime à les nommer Arnold Tsunga, est une activité qui mène à s'exposer à des mesures de répression et de violence.

La violence gratuite d'un Etat répressif, l'avocat l'a expérimentée sur sa personne, au printemps 2002, alors qu'il tentait d'exercer son métier pour défendre des concitoyens arbitrairement arrêtés. «Cette expérience –NDLR: il a été battu en plein jour par des soldats– a été pour moi l'élément



Charles Abrahams

déclencheur qui m'a fait abandonner mon Etude pour m'engager auprès des Avocats du Zimbabwe pour les droits humains, dont je suis désormais le directeur. Je ne pouvais plus me contenter d'offrir quelques heures de permanence par semaine à des personnes inquiétées. Je devais me dédier à combattre un Etat où l'abus des lois s'érige en mépris du droit». Sa réorientation professionnelle entraînera une baisse de son niveau de vie. «Au début, je dormais dans mon bureau faute de pouvoir m'offrir un logement dans la capitale», de nombreuses intimidations ou encore des menaces de mort. Pourtant, Tsunga réussit à entraîner à sa suite de nombreuses personnes qui forment désormais un solide réseau de défenseurs des droits humains au Zimbabwe.

En inscrivant son nom dans la lignée des grandes figures de la démocratie, l'avocat primé a surtout conscience de disposer désormais d'un nouvel atout pour son combat. «L'Etat zimbabwéen est obsédé par son image à l'étranger», souligne-t-il, «ce prix va surtout me servir de protection pour continuer mon travail.»

Tsunga ne se contentera jamais de cultiver une image, ce qu'il veut, c'est changer un pays dont les dérives inquiétantes ne sont plus à démontrer. ●

Interview: Martyna Olivet

Journée théologique Spiritualité et environnement

La COTMEC et les communautés de base de Genève et de Nyon organisent une journée théologique intitulée:

«L'homme, couronnement de la création? Quels fondements spirituels à nos pratiques religieuses?»

Elle aura lieu le samedi 4 novembre à Genève et sera animée par Edouard Dommen, ancien directeur de l'AOT et Lukas Vischer, professeur de théologie. La journée est ouverte à toute personne intéressée.

Lieu: Ste-Jeanne de Chantal 3, av. d'Aire. Accueil dès 9h30, présentations dès 10h, repas canadien, clôture à 17h. ●

La rédaction

Infos: Claude Fol 022 777 16 39

Livres l'hyperconsommation

D'après le professeur de philosophie Gilles Lipovetsky, nous sommes entrés dans la société d'hyperconsommation. «D'un consommateur assujéti aux contraintes sociales du standing, on est passé à un hyperconsommateur à l'affût d'expériences émotionnelles et de mieux-être, de «qualité de vie et de santé», observe-t-il. Une révolution inséparable des nouvelles orientations du capitalisme, «engagé dans la voie de la stimulation perpétuelle de la demande, de la marchandisation et de la multiplication infinie des besoins». Un essai brillant et nuancé qui s'efforce de répondre aux objections. Ainsi, selon Gilles Lipovetsky, «les défis énergétiques et écologiques que nous affrontons pourraient constituer la condition du développement soutenable de la société d'hyperconsommation plutôt que les causes de sa disparition». A ses yeux, il n'existe pas, pour l'heure, de solution de rechange, même s'il est nécessaire de réorienter cette société selon des voies moins inégalitaires et plus responsables. Il admet cependant que «le bonheur est l'immaîtrisable, le fugitif, l'imprévisible» et que «la joie de vivre nous sera toujours donnée par surcroît». Surtout, à nos yeux, Gilles Lipovetsky accorde peu de place à cette part de l'humanité, bien éloignée de l'hyperconsommation, dont les besoins essentiels –l'eau potable, la nourriture, le logement...– ne sont pas assurés. ●

Michel Bavarel

Cinéma Congo River

On éprouve presque la chaleur et la moiteur. En nous faisant remonter le fleuve Congo, sur des barges formant une sorte de village flottant, le cinéaste belge Thierry Michel nous plonge dans une Afrique fascinante et troublante. Son beau film, «Congo River», nous permet de côtoyer tout un petit peuple auquel les tragédies qui se succèdent ne parviennent pas à ôter la joie de vivre. Et de rencontrer d'improbables personnages, comme ce prédicateur habile à faire choir les dollars dans son escarcelle ou ce professeur laissé seul avec son herbier dans un vaste institut. En amont des rapides, on touche du doigt le «malheur congolais» avec un «général» qui justifie les exactions de ses troupes à coup de citations bibliques ou des femmes violées par la soldatesque. On peut regretter que Thierry Michel n'ait pas établi un lien plus explicite entre les richesses minières du pays et les combats qui ont fait, directement ou indirectement, ces dernières années, plusieurs millions de morts. Le film s'achève sur les images apaisantes des sources du fleuve et ce chant qui, malgré tout, proclame: «Toi Congo lève-toi! Nous voulons changer dans l'humilité et la sagesse». ●

Michel Bavarel

Abonnement 2007

Amis lecteurs, vous trouverez dans ce numéro le bulletin de versement qui vous permettra de renouveler votre abonnement pour l'année 2007. Comme vous le savez, c'est grâce à votre contribution solidaire que le COTMEC-Info s'auto-finance. Il reste gratuit pour nos lecteurs du Sud. Un grand merci à ceux qui soutiennent ces envois par des dons supplémentaires. Avec nos meilleurs messages, la rédaction. ●

Gilles Lipovetsky, «Le bonheur paradoxal, essai sur la société d'hyperconsommation», Gallimard 2006.

JAB
1200 Genève 2
Cotmec, Commission Tiers Monde
de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castilla



n°282 / octobre 2006 / Genève

éclairage

N'aie pas peur!

«N'aie pas peur petit troupeau!», disait Jésus à une poignée de disciples. Les tiers-des-votants qui ont rejeté les lois xénophobes adoptées par notre parlement n'est pas si petit que ça. Beaucoup plus important qu'une pincée d'opposants insignifiants, noyés dans une mer de bénis oui-oui. D'autant plus que la presse a daigné reconnaître à cette minorité les qualités du cœur et de l'esprit. Elle a relevé aussi que leur «non» était conforme aux appels de leur foi. Tout cela est bel et bon, mais ne suffit pas à nous faire gonfler le torse et mépriser le gros du bataillon qui n'aurait écouté que ses tripes en remplissant son bulletin de vote: Bien au contraire, le combat continue; il est même urgent de retrouver nos manches et de repartir au charbon.

Car une question me lancine. Elle pourrait aussi me priver de sommeil puisqu'elle me concerne aussi. Je vous la livre tout de go. Sans rien ignorer de l'immense et généreux effort de tous les militants du «non», avons-nous été vraiment les «bons bergers» de cette masse laineuse qui ne manqua pas d'un certain Panurge pour la conduire aux urnes? Avec les résultats que nous savons. Sommes-nous solidaires et proches de ce peuple, ou ne prêchons-nous qu'à une sélection d'intellectuels déjà convertis? Il est temps, me semble-t-il, que les agents du changement sortent de leurs conventicules. Qu'ils descendent dans la rue, fréquentent les bistrotts, écrivent dans la presse people, abordent les paroissiens au sortir de la messe et interpellent les étudiants après leurs cours. Qu'ils écoutent ce qui se dit et partagent ce qui se vit. Il leur sera plus facile ensuite de proposer la bonne consigne de vote.

Jésus ne voulait pas enlever ses disciples du monde. Il a bien fallu qu'un jour les Apôtres sortent de leur Cénacle et apostrophent les gens sur les places et dans les rues... Ne nous décourageons pas: la Pentecôte est devant nous! ●

Guy Musy

commission tiers monde
de l'Eglise catholique



édito

Résistance

«Le pessimisme de la connaissance ne doit pas faire oublier l'optimisme de la volonté». Cette phrase, dont j'ignore l'auteur, je me la suis répétée au soir du 24 septembre en recevant le coup d'assommoir du double Oui aux lois sur l'asile et les étrangers.

Les raisons d'être pessimiste sont évidentes, et très grande la tentation de céder à la déprime. Mais la déprime survient lorsque rien ne prime. Or quelque chose a primé lors de cette campagne pour le 2xNON, et de manière forte et tangible: l'élan de solidarité vécu par le rassemblement des personnes s'engageant pour la défense de la dignité humaine. Cela a donné lieu à des rencontres dépassant largement les appartenances politiques ou confessionnelles.

Si certains ténors des partis opposés aux lois sont restés aphones, des voix se sont clairement distancées, au sein des groupements pro-lois pour défendre les droits humains élémentaires. Engagement fort également des Eglises et particulièrement de notre évêque Bernard Genoud. Nous ne pouvions rester sourds à son message fondé autant sur le bon sens humain que sur les paroles de l'Evangile et sur la conviction que la foi qui n'agit pas ne vaut rien.

Incontestablement, une communauté de résistance s'est constituée. Elle se manifeste concrètement par quelques actes citoyens comme le déploiement de cette banderole tendue entre les deux immeubles qui font face à mon école et qui affirme: Etrangers toujours bienvenus. Résistons aux lois xénophobes.

Restons fort-e-s et uni-e-s car la résistance va durer. Une résistance vivante et obstinée qui s'ancre dans le respect de la dignité humaine. Malgré l'important revers infligé par le verdict populaire, être partie prenante de cette nécessaire action citoyenne devrait nous pousser, malgré tout, à l'optimisme. ●

Roland Pasquier

Analyse

Après Ratisbonne

Oserais-je introduire mes propos en citant ce proverbe irrespectueux: «Quand le sage montre la lune, l'idiot regarde le doigt»? En effet, pour peu qu'on ait prêté attention au contenu de la conférence papale, il saute à l'esprit que le but de ce discours n'est pas de parler des relations entre l'Islam et les catholiques, ni même de discourir sur la connexion entre religion et violence. Le thème est bien différent: le pape veut réhabiliter le discours théologique à l'intérieur de l'université.

Foi chrétienne et raison

L'ancien professeur a gardé la nostalgie du temps où il pouvait converser avec ses collègues chimistes, physiciens, historiens, littéraires ou psychologues avec sérieux, respect, égalité et cordialité. Le langage sur Dieu (la théo-logie) était alors une discipline universitaire reconnue et respectée. Les temps ont bien changé depuis; un climat scientiste et positiviste doublé d'une sécularisation envahissante a relégué le discours religieux dans la sphère irrationnelle de la subjectivité. La réflexion chrétienne a perdu ses lettres de créance. Cette situation, regrette le pape, contredit l'élan vital de la foi chrétienne. Celle-ci, de soi, est pénétrée de raison, de «logos» qui amène le croyant à s'interroger sur ce qu'il croit. Fides quærens intellectum.

Et le pape d'argumenter. La Bible alexandrine –devenue la Bible chrétienne– a été traduite dans un milieu pétrie par la raison grecque (logos). Sans parler des premiers Conciles qui n'ont trouvé leurs formulations trinitaires ou christologiques qu'en

puisant dans le lexique aristotélicien, platonicien ou stoïcien. Le lien entre la pensée grecque –donc européenne– et le christianisme est devenu indissociable. C'est à la Grèce que le christianisme doit d'être une religion «raisonnable».

Trois étapes d'une dérive

La «Vorlesung» va plus loin. Elle prétend analyser –très schématiquement– les raisons de la «déhellenisation» du christianisme qui a commencé avec le moyen-âge finissant. Autrement dit, quelles furent les causes qui ont fait perdre au christianisme sa «rationalité» héritée des Grecs? Le pape distingue trois moments dans cette dérive: l'un s'origine aux Réformateurs qui pour exalter la «Scriptura Sola» (Ecriture Seule) ont discrédité le discours théologique; le deuxième est la pensée positiviste totalitaire des temps modernes qui récuse tout langage qui ne se réduirait pas à des composantes mathématiques; le troisième est contemporain; il correspond à une méthodologie missionnaire qui viserait à détacher le christianisme de son terreau grec pour le transplanter dans une autre culture.

Une citation controversée

Et l'Islam et son Prophète dans tout cela? Réduits à une citation marginale d'un empereur byzantin de la fin du XI^e siècle, vassal et otage du sultan ottoman Bayezid II. Dans un écrit, ce monarque chrétien, quasi déchu et prisonnier d'un prince musulman, s'exprime au Prophète Mohammed qui aurait, selon lui, entre «autres choses mauvaises, donné mandat de diffuser par l'épée la foi qu'il prêchait». Cette violence, poursuit l'empereur, est déraisonnable, contraire à la nature de Dieu et à celle de l'âme. «Celui qui veut conduire quelqu'un à la foi a besoin de la capacité de bien parler et de raisonner correctement.» Cette citation plaide pour

la cause que défend le pape. La diffusion de la foi chrétienne, éminemment raisonnable, ne peut s'accompagner de sang et de violence. La raison «grecque» qui imbibe la pensée chrétienne s'y oppose absolument.

Et maintenant?

Demeure valable la thèse –pas forcément son argumentation – de la «Vorlesung» de Ratisbonne. On peut s'interroger sur l'opportunité de la citation controversée. Ces réserves faites, on ne peut s'empêcher de reconnaître que ce discours ouvre la voie à un dialogue fructueux et paisible entre les religions. La raison est non seulement le dernier rempart contre la barbarie des hommes –dussent-ils se dire «religieux»–, elle est aussi la marque du divin. Les religions ne devraient donc pas craindre de se faire interpellées par la raison sur l'origine et l'interprétation de leurs Ecrits sacrés et de leurs traditions ou quand elle les invite à rendre compte de leur utilité pour le bien et la survie de l'humanité. Une raison «raisonnable» reconnaît aussi ses limites et sait s'effacer devant l'espace de la foi et de la «révélation».

Il n'y a donc pas de «double vérité» contradictoire: celle qui défend la foi et celle qui propose la raison. Ou alors, l'opposition ne peut être qu'apparente ou provisoire, mais jamais définitivement insurmontable. «Le courage de s'ouvrir à l'ampleur de la raison et non le refus de sa grandeur –voilà quel est le programme avec lequel une théologie engagée dans la réflexion sur la foi biblique entre dans le débat de ce temps présent. (...) C'est à ce grand logos, à cette ampleur de la raison, que nous invitons nos interlocuteurs dans le dialogue des cultures.» Telle est la péroraison du discours de Ratisbonne. Les interlocuteurs de Benoît XVI seront-ils au rendez-vous? ●

Guy Musy

Vers un second tour aux élections présidentielles brésiliennes

«Un front solide contre la droite»

Au Brésil, plus de 180 millions d'habitants, se joue une carte politique très importante pour toute l'Amérique latine: la capacité ou non de la gauche de modifier, à partir de ses responsabilités gouvernementales, la situation de marginalisation que vivent les populations depuis la Conquête jusqu'à aujourd'hui.

N'ayant obtenu, le 1^{er} octobre dernier, que 48,61 % des votes, le président sortant Luiz Inácio «Lula» da Silva devra affronter, le dimanche 29 octobre, le candidat de la droite, Geraldo Alckmin crédité de sept points de moins. «Ce second tour représente une douche froide pour le Parti des Travailleurs (PT)», relève José Albino de Melo, dans un entretien téléphonique accordé au Cotmec-Info depuis São Paulo. José Albino est un dirigeant national de la Coordination des mouvements populaires et des pastorales sociales.

Bien que Lula ait mené durant son premier mandat une gestion gouvernementale modérée, souligne-t-il, «l'ex-syndicaliste devenu président a fait l'objet d'une offensive médiatique orchestrée par les élites brésiliennes pour le délégitimer».

De la déception découle une analyse de la situation électorale qui relève deux hypothèses principales. La première: «Lula a remporté plus de 70 % des suffrages dans les régions où vivent les gens les plus pauvres.» La seconde: «La non-élection au premier tour est la conséquence des graves erreurs politiques commises par le PT.» Dont les divers scandales de corruption dans lesquels le parti s'est trouvé impliqué depuis plusieurs mois.

Un scénario complexe

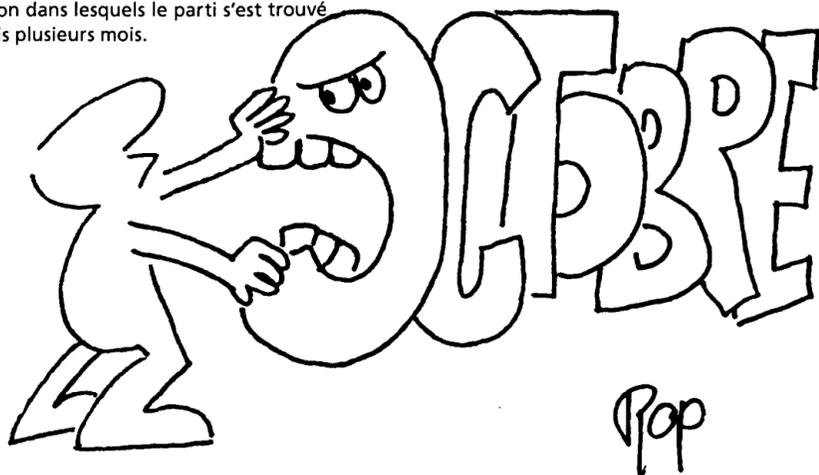
Une lecture de la réalité que partage Francisco «Chico» Whitaker, militant de longue date des mouvements sociaux et l'un des huit fondateurs du «Forum social mondial» de Porto Alegre. «Nous allons vivre un mois d'octobre infernal, une grande bataille politique et idéologique généralisée», nous a déclaré Chico Whitaker, lequel a quitté le PT il y a plusieurs mois en raison de ses divergences sur la conduite interne du parti et des questions d'éthique.

Selon Whitaker, le comportement des deux groupes ayant quitté le PT sera décisif pour le deuxième tour. Il s'agit de celui de l'ex-sénatrice Héloïsa Helena, présidente du P-SOL (Parti du socialisme et de la liberté) et candidate du «le Front de gauche» qui a obtenu près de 7 % des voix et de celui de l'ex-ministre de l'Education du gouvernement Lula, Christovam Buarque, qui n'en a réuni qu'un peu moins de 3 %.

Quelques heures après la clôture des urnes, Helena déclarait à La Folha de São Paulo qu'elle resterait «neutre» au second tour. Pour elle, les deux candidats «sont deux faces de la même monnaie néolibérale».

Malgré ses critiques envers le PT, «Chico» Whitaker défend une thèse répandue après le scrutin: «Renforcer un front solide contre la droite». Selon lui, «ou nous faisons pression sur le gouvernement pour qu'il procède réellement aux changements nécessaires ou nous nous laissons battre par ceux qui ne veulent rien changer dans la société brésilienne». ●

Sergio Ferrari
Collaboration E-CHANGER



Leonardo Boff et Lula

Leonardo Boff, théologien franciscain et militant social depuis des décennies, est porteur d'une riche histoire personnelle construite autour de la réflexion et de la pratique

«Nous sommes assis sur un passé colonial, rappelle-t-il. Changer cette réalité historique si opprimente aurait exigé une révolution. Lula, à mon avis, n'était pas suffisamment conscient de sa mission historique. Sa préoccupation initiale fut de sauver le pays d'une catastrophe économique imminente, au détriment des grandes réformes structurelles qui, auraient pu, elles, sauver la nation du désastre. L'occasion fut gâchée. Même si Lula se situe à gauche dans le système dominant, il demeure un élément de ce système... L'une des limitations du gouvernement de Lula a été de se distancier des mouvements sociaux qui étaient sa source réelle de soutien. Il a préféré opter pour un appui parlementaire, articulée autour de partis qui n'avaient rien à voir avec l'idéal du Parti de Travailleurs (PT). Il faut reconnaître que Lula n'a pas condamné les mouvements sociaux comme cela était systématiquement le cas auparavant. Toutefois, il ne leur a pas accordé non plus l'importance qui leur correspondait. Il considérait qu'ils étaient déjà de son côté. Il y a beaucoup de déception dans ces mouvements, jusqu'à de la rage. Mais ils sont politiquement intelligents. Ils affirment: «Lula est avec nous, il sort de nos rangs, il connaît nos tribulations». Malgré les autres erreurs qu'il a pu commettre, nous n'allons pas le livrer à la bourgeoisie.

«Lula est avec nous, il sort de nos rangs, il connaît nos tribulations»

Au contraire, nous allons le presser pour qu'il se reconvertisse à ses anciens rêves et, comme le fils prodigue de l'Evangile, redécouvre le chemin du retour vers les mouvements sociaux. Ils voteront pour Lula, pour qu'il accomplisse ses anciennes promesses et, d'une certaine manière, atténuée ou modifiée la proposition macro-économique du gouvernement.» ●

Interview: Sergio Ferrari



Léonardo Boff, photo réalisée par Douglas Mansur

Le MST et Lula

João Paulo Rodriguez est membre de la direction nationale du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), où il assume la charge de coordinateur de la jeunesse.

«Le modèle néo-libéral empêche la croissance de notre économie et un véritable développement national. La politique actuelle ne bénéficie qu'au système financier, aux banques et aux entreprises transnationales qui profitent de nos ressources naturelles et d'une main d'œuvre bon marché pour faire de juteux bénéfices avec les exportations. Il serait important d'appliquer un plan économique donnant la priorité aux intérêts nationaux et aux besoins de la population. Nous avons besoin d'un projet de développement national dont les axes soient une croissance durable du pays, le développement local et la lutte contre les inégalités sociales. Je voudrais insister sur le fait que pour dynamiser l'économie il faudrait réduire les taux d'intérêts, effectuer un audit de la dette extérieure et intérieure –en renégociant cette dernière–, élever le salaire minimum et soutenir l'agriculture familiale.» ●

Interview: Sergio Ferrari

Echos

Journée théologique

Dans le prolongement de notre réflexion amorcée, entre autres, dans le supplément du Cotmec-Info «Environnement et spiritualité», la COTMEC organisait, le 4 novembre dernier, sa traditionnelle journée théologique, en partenariat avec les communautés de base.

Durant ce samedi, qui coïncidait avec la Journée d'action mondiale contre le réchauffement climatique, plus de 50 personnes se sont réunies pour réfléchir sur deux questions:

- L'Homme est-il le couronnement de la création?
- Quels fondements spirituels pour nos pratiques écologiques?

En contrepoint à la position de Lynn White, qui rend le christianisme responsable de l'attitude prédatrice de la société industrielle occidentale, Edouard Dommien a commenté des versets de

la Genèse contant la Création. Il nous a rappelé que l'homme et les animaux ont tous été créés le 6ème jour, soit les bons derniers. La Création n'est ainsi pas formée uniquement d'êtres et de choses utiles à l'Homme. La richesse de la biodiversité, dont nous ne connaissons qu'une infime partie, nous montre que le Créateur n'a pas agi en fonction de nos besoins.

Lukas Vischer nous a invités à repenser notre approche de la création, à reprendre une vision biblique qui ouvre des horizons nouveaux et nous permet de mieux déterminer le témoignage que nous devons au monde d'aujourd'hui. Cependant, selon lui, les églises sont mal préparées à proclamer ce message de sagesse, car, pendant longtemps, elles ont partagé le credo de l'homme moderne qui conquiert et domine la nature. Aujourd'hui, sachant que la foi chrétienne est

un mouvement de résistance contre le fatalisme, quelle responsabilité ont les Eglises de mettre en évidence les risques que court l'humanité?

. De nombreuses questions ont permis un riche dialogue sur des questions aussi diverses que les liens entre l'action personnelle et l'action collective, la décroissance, l'emprunte écologique au Nord et au Sud ou encore le créationnisme.

Malgré la météo, qui incitait plutôt à passer sa journée à l'extérieur, les participants n'ont, semble-t-il, pas regretté ce samedi dans la salle de la paroisse Ste-Jeanne de Chantal. Un supplément de Cotmec-Info est d'ores et déjà prévu : il relatera de façon plus détaillée le contenu des interventions et des débats qui ont nourri cette journée.●

Virignie Estier Dos Santos

Egypte

Pèlerinage chez les Coptes

Disséminés dans la masse musulmane, les Coptes n'apparaissent en plein jour que dans des oasis. Là, ils se sentent chez eux, en liberté pas trop surveillée. Zones clôturées, à l'écart des grands carrefours où fleurissent les mosquées. Ainsi la cathédrale d'Alexandrie où l'on vénère le tombeau de saint Marc qui, selon une tradition intouchable, porta l'évangile au pays des Pyramides. Au Caire, au sein d'une vaste enceinte, le pape Shenouda tient sa résidence, entouré d'églises, mais aussi de boutiques, d'ateliers et même de salles de concert et de cinémas. La visite du «Old Cairo», appelé «quartier copte», est émouvante. Survivent dans un

ghetto gros comme un mouchoir de poche deux ou trois églises témoins de l'ancienne Egypte chrétienne...

Mais les Coptes laissent volontiers aux touristes la visite programmée de leurs églises historiques. Ils préfèrent se retrouver entre eux à Zeitoun sur les lieux d'une apparition mariale dont ils ont fait un important centre d'accueil. Leurs jeunes choisissent les flancs de la colline de Mokkatam, derrière la cité des chiffonniers, pour respirer, prier dans d'immenses églises souterraines, déguster un Coca, conter fleurette et flirter. Mais en fait d'oasis, rien ne vaut les monastères.

Monastères réhabilités

Sur les deux rives désertiques du Nil, refuges spirituels (ou ref

uges tout court?), les monastères accueillent depuis des siècles les chercheurs de Dieu désireux de vivre en communauté. Ceux de Ouadi Natroun ont connu ces dernières années un développement extraordinaire. Havres de paix, centres spirituels et de formation, ils accueillent dans de vastes églises et complexes hôteliers tous ceux qui ont besoin de se ressourcer, de prier et de rencontrer d'autres coreligionnaires. On y vient en famille de la Haute Egypte ou des mégapoles du delta. Des moines jeunes, instruits, sortis des grandes écoles sont au service de ces nouveaux pèlerins. L'Eglise – et la culture chrétienne – revit dans ces lieux retirés, mais ouverts à la modernité. Une chance pour les Coptes. Une chance aussi pour l'Egypte entière.●

Guy Musy

Livres

Changer le monde

«Changer le monde, une tâche pour l'Eglise», proclamait le père Vincent Cosmao il y a un quart de siècle. Le Brésilien Chico Whitaker, cofondateur du Forum Social Mondial, nous propose, sous le même titre, un «nouveau mode d'emploi». Il est passé récemment en Suisse romande pour présenter son livre, récemment adapté en français.

C'est un message somme toute simple, mais éclairant, que transmet Chico Whitaker, sur la base de son expérience des différentes éditions du Forum Social, à Porto Alegre ou à Mumbai.

D'abord, il insiste pour que ce Forum ne soit pas considéré comme un mouvement, mais comme un espace. Les citoyens manifestent aujourd'hui un certain désenchantement face à la politique spectacle et aux luttes partisans. Le Forum permet de construire une autre culture pour affronter le néolibéralisme (sans pour autant nier la légitimité de la démocratie représentative). Une culture «horizontale», sans compétition pour le pouvoir et respectant la diversité. D'où l'absence, par exemple, de document final.

Les initiateurs du Forum ont renoncé, pour les prises de décision, au vote, au profit du consensus. «Quand nous votions, ceux qui étaient minorisés disaient: alors je ne continue pas». Le procédé est ainsi trop souvent source de divisions. Le consensus, exigeant en temps et en efforts, permet de réduire ce risque. Il amène à écouter celui qui avance des idées différentes des siennes, au lieu de chercher avant tout à déceler des failles dans son raisonnement pour le combattre. Alors que, dans un parlement, on profite de l'absence d'un adversaire pour adopter une loi, les «facilitateurs» du Forum veillent au contraire à tenir compte de l'opinion de celui qui ne peut pas participer à une réunion.

La méthode continuera d'être appliquée, en janvier prochain, à Nairobi. Et elle s'avère féconde, assure Chico Whitaker, car à partir de cet «espace» bien des avancées se réalisent.●

Michel-Bavarel

JAB
1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tel. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimeries: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella



Votre tribune

Lu et approuvé

Merci au bon accueil réservé à la nouvelle formule du bulletin de la COTMEC. Que ce soit par courrier électronique, par lettres ou par contacts directs, nous avons reçu de nombreux messages relevant, comme nous l'espérons, la meilleur lisibilité des textes et l'aspect plus aéré de la présentation. Des progrès sont néanmoins encore à faire pour arriver à mieux équilibrer les pages et à ne pas tomber dans l'excès de caractères. Le format en trois pages semble aussi être apprécié par ceux qui nous ont contactés.●

La rédaction

Publication en ligne:

Right to Food Quarterly

Right to Food Quarterly est une nouvelle publication en format électronique de FIAN International. Cette publication a pour but d'approvisionner les activistes, les experts toute personne intéressée avec des informations sur le droit à l'alimentation en particulier et sur les courants concernant les droits économiques, sociaux et culturels en général. Ce magazine comporte des analyses sur les développements actuels dans le cadre du droit à l'alimentation, de l'information sur la justiciabilité de ce droit, des cas pratiques ainsi que des nouvelles de la FAO (Food and Agricultural Organization) et de l'ONU. De plus, on y trouvera des informations sur des événements publics et des recensements de sites web-sur-traitant du même sujet.●

Ester Wolf

La publication peut être téléchargée à l'adresse suivante: <http://www.fian.org/fian/pdf/RtfQuarterly.pdf>



éclairage

Le roi de la création!



Fribourgeois égaré dans l'armée rouge, le colonel Popov –un surnom!– revint au pays pour échapper aux purges staliniennes. Il s'était alors reconverti en professeur de gymnastique pour les potaches de son canton. Il avait gardé de son séjour soviétique l'habitude de jurer comme un palefrenier moscovite. Mais, il ne manquait pas de culture...biblique! Un jour où je m'agrippais misérablement à un cheval d'arçons, Popov fixa sur moi un regard où se mêlaient dédain, désolation et un brin de commisération et lança à la cantonade: «Et dire qu'on appelle ça le roi de la création!». Je n'ai jamais oublié cette leçon d'humilité et fus guéris une fois pour toutes de mes velléités de courir aussi vite que les gazelles et de sauter d'arbre en arbre avec la légèreté d'un singe-araignée.

J'y pensais l'autre jour à la lecture de l'invitation à la journée théologique organisée par la COTMEC: «L'homme couronnement de la création?» Avec un point d'interrogation, s'il vous plaît. Il m'a semblé réentendre le rire ravageur de l'ami Popov. «Couronné, donc roi! Un titre assurément usurpé. Un seul peut se flatter de le porter. Le vrai roi de l'univers ne peut être que Celui qui l'a créé. D'accord, Il a remis son œuvre en gérance à l'humanité. Mais un gérant n'est pas propriétaire, à ce que je sache. Tout au plus, le grand frère de ceux qu'on lui a confiés. L'évangile fourmille d'histoires de gérants: des malhonnêtes ou des avisés, des soudards ou des contre-maîtres soucieux de leurs employés. Tous devront un jour rendre leurs comptes au propriétaire.

Au milieu d'une nature de moins en moins en friches, Dieu a placé l'homme comme son jardinier. Nous avons reçu de Lui le merveilleux pouvoir de conserver et d'admirer les gazelles et les singes-araignées.●

Guy Musy

édito

Ensemencer les consciences

«Ma vie est mon message», répondit fort à propos Gandhi à un journaliste en quête d'une précieuse déclaration. Une réplique qui sonne juste auprès de toutes celles et ceux qui ne se cantonnent pas dans l'incantatoire et la dénonciation mais croient à la force des actes du quotidien d'où naissent, parfois, des destins.

A l'instar de Rigoberta Menchù, Prix Nobel de la Paix 1992, venue à Genève en octobre dernier commenter la déclaration finale de la conférence consacrée au Développement endogène et la diversité bioculturelle!

A ses yeux, il nous faut accueillir les idées comme des graines sur un terreau fertile. Afin que les écrits et autres déclarations ne se transforment pas en un papier de plus «tout juste bon pour la corbeille». Ces graines, dont la germination travaillera la notion que l'on a de la dignité humaine, se transformeront pour éclore en idées capables «d'ensemencer les consciences» de par le monde.

Ainsi, si nous voulons la paix sur cette terre, il nous faut l'être. Si nous de voulons pas y mourir de soif, il nous faut être source. Nous n'avons guère le choix...

L'histoire est constellée de destinées qui marquent leur époque en créant de véritables champs de conscience. Des destins-phares dans l'ordre social, politique ou encore spirituel. «Soyons, par nos actes quotidiens, les messagers d'une chaîne d'actions soutenant le même but: changer l'univers», exhortait Rigoberta.

Aller vers l'autre avec «un visage souriant», prendre le temps d'écouter les enseignements avant de vouloir être soi-même guide, s'approprier avec patience et en profondeur les concepts et enfin être fier de ce que l'on fait en tant qu'individu, tels sont les jalons partagés par Rigoberta avec son auditoire.●

Martyna Olivet

1. Voir dossier pp 3-4

Emballages Cailler

A la trappe!

Nous avons mentionné l'avenir incertain des emballages Cailler dans le bulletin de septembre. Depuis, le verdict est tombé: Nestlé fait volte-face et revient au carton pour une partie de sa gamme. Un retrait dont la COTMEC et la FRC se félicitent.



Au mois de mars 2006, la COTMEC, via la Fédération romande des consommateurs, publiait les résultats de son étude préliminaire sur les déchets et la pollution engendrés par les nouveaux emballages Cailler en PET non-recyclable. Cette étude a montré que ces emballages provoquent non seulement un surplus de pollution lors de leur élimination, mais occupent un volume non-négligeable dans les poubelles. Ce qui entraîne des frais supplémentaires pour les consommateurs astreints à une taxe au sac. En plus de l'impact sur l'environnement, le coût supplémentaire a été répercuté sur le consommateur. Tout cela sans que le produit –le chocolat– soit modifié. Suite à cette dénonciation, on a constaté une avalanche de critiques tant de la part de consommateurs, d'associations que de spécialistes du design et du conditionnement. Le message était clair: le consommateur n'est pas dupe. Il veut acheter du chocolat et non pas financer un emballage superflu. Pour la FRC et la COTMEC, les nouveaux emballages des chocolats prévus pour 2007 doivent prendre en compte les aspects écologiques sur l'ensemble de leur cycle de vie –de leur fabrication à leur élimination. La FRC et la COTMEC ont accompli leur mission d'information et de sensibilisation du public. Ce dernier a exercé son pouvoir le plus fondamental en refusant ce surplus de déchets: les ventes des chocolats Cailler ont chuté de

manière vertigineuse depuis l'introduction du PET. Un cas d'école pour une mobilisation couronnée de succès.●

Martyna Olivet

Droits humains

L'union fait la force

Avoir un avocat pour soutenir sa cause représente, dans bien des cas, un réel moyen de pression. Alors imaginez un instant que vous disposiez de tout un réseau de scientifiques, d'ONGs et de professionnels du droit, actifs sur chacun des continents, engagés pour la défense des droits humains. Avec en ligne de mire, la responsabilité des gouvernements et entreprises dans ce domaine. Nul doute que le levier d'action de ceux qui dénoncent des cas de violations s'en trouverait renforcé.

Les enseignements issus de victoires emblématiques montrent que trois éléments sont nécessaires pour parvenir à un redressement des torts: l'assentiment du public, le fondements scientifique des allégations et... une défense juridique sans faille. Soit une répartition coordonnée des tâches entre trois acteurs de la société.

Convaincu qu'un tel réseau peut faire la différence dans des domaines aussi sensibles que la santé publique, la concurrence, l'envi-

ronnement, la sécurité ou encore la fraude, Michael Hausfeld, ténor du barreau américain, a lancé les bases de la Global Legal Alliance lors d'un premier rassemblement à Milan en 2005. En octobre dernier, à Paris, la deuxième édition a confirmé l'intérêt des participants issus des rangs de prestigieux bureaux d'avocats et d'Universités reconnues. La COTMEC, aux côtés d'autres ONGs telles que MSF, Amnesty ou encore Les amis de la Terre, était invitée.

Même si l'enthousiasme est de mise pour saluer une telle initiative, quelques réserves peuvent être formulées. Bien que les organisateurs aient souvent répété que la voie juridique ne sera pas la seule envisagée au sein de l'alliance pour combattre le non-respect des droits humains, la prévalence d'avocats laisse présager le contraire. Trop souvent, comme le faisait remarquer l'un des participants, «les avocats arrivent une fois les dégâts commis, et leur action est longue, coûteuse.» Reste l'aspect préventif et dissuasif découlant d'une démarche légale victorieuse ou aboutissant à un accord satisfaisant pour les victimes.

Autre piège à éviter: voir la Cour américaine érigée comme la police du monde, dans la mesure où elle dispose d'outils que les autres n'ont souvent pas, comme le recours aux actions collectives et une compétence juridique très large. Le but premier d'un tel réseau réside dans sa capacité d'accéder à des informations de diverses disciplines dans un laps de temps réduit et d'identifier, au besoin, où se trouve la Cour la mieux équipée pour traiter l'infraction commise, tout en impliquant les ONGs dans un travail sur l'opinion publique. Vaste programme dont seul l'avenir des interactions entre ses membres dira s'il porte ses fruits.●

Martyna Olivet

Pour rapporter un cas de violation des droits humains: <http://www.globallegalalliance.com/>

Développement endogène

Une approche issue du terrain

Le Développement endogène (DE) est un concept qui met en avant la diversité des voies vers le «développement», l'importance de la diversité et des conditions locales dans ce processus et, enfin, redéfinit le concept même de développement. Sur le terrain, le réseau international COMPAS a ainsi vu le jour il y a dix ans. Il lie entre elles 28 organisations dans 14 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe pour promouvoir le DE.

Aux antipodes des solutions toutes faites et des remèdes-miracles applicables à chaque endroit du globe –une «voie unique» trop souvent mise en avant dans le système libéral capitaliste, dans les directives de l'OMC et dans les recettes développementalistes du FMI ou de la BM–, le «Développement endogène (durable)» met l'accent sur les processus participatifs et sur le bienfait des actions entreprises «par le bas». Voyons de plus près les points forts de cet idéogramme.

Le concept part d'un constat de base: la plus grande richesse de la planète est la diversité. La préservation de cette dernière doit non seulement être l'axe fondamental de toute politique, mais aussi un moyen pour atteindre le « développement ». Ainsi, l'accent est mis tout à la fois sur l'« intraculturalité » (revalorisation des connaissances locales) et sur l'«interculturalité» (dialogue et échange entre les cultures, qui suppose par exemple la fin de la primauté de l'argument scientifique sur les autres composants culturels). Sur un plan plus global, le DE va également dans le sens d'un soutien aux processus de dialogue Nord-Sud et Sud-Sud, défendant la multiplication de plateformes de débat et d'échanges d'expériences à ces niveaux-là. En outre, la nécessité d'une coordination entre entités publiques et société civile est mise en avant.

Le DE suppose donc la création d'un véritable réseau, concrètement relayé par des acteurs divers: partis politiques, ONG, associations de paysans ou de défense des droits des indigènes, coopératives... Les organisations religieuses, quelles qu'elles soient, ne sont pas laissées pour compte. Mieux, elles représentent un des axes fondamentaux sur lesquels le

DE place les actions à entreprendre, puisque l'importance de l'interaction de l'être humain avec son milieu (sur un plan naturel mais aussi (et surtout) spirituel) est un des postulats de base du concept. A titre d'exemple, citons l'association guatémaltèque Oxlajuj Ajpop (Conférence nationale des ministres de la spiritualité maya): membre de COMPAS, elle travaille dans le sens d'un développement social et économique à partir des liens existant dans la spiritualité maya entre les êtres humains et leur milieu. Ainsi, Oxlajuj Ajpop encourage les formes d'organisation communautaire, l'utilisation des plantes médicinales traditionnelles, les formes d'agriculture organique ou encore le développement de programmes bilingues (maya et espagnol) d'enseignement au sein du système scolaire du pays.

Les différentes sessions du Forum Social Mondial tenues à ce jour ont démontré la force des liens entre associations qui travaillent pour un développement «par le bas». Le DE est un concept qui se propose de donner une permanence à cette logique d'échange et de partage d'expériences, de donner un caractère suivi à cette collaboration entre acteurs sociaux. Et ce sans jamais renoncer au respect de la diversité ni à la primauté des particularismes régionaux dans les processus de développement.●

Jonas Pasquier



A Genève

Une conférence ambitieuse

En octobre dernier, l'IUED accueillait la deuxième édition d'un grand rassemblement sur le Développement endogène (DE) et la diversité bioculturelle. Lequel avait pour but de réunir les acteurs du réseau COMPAS avec d'autres organisations ayant de l'expérience dans la promotion de la diversité bioculturelle. La création d'alliances stratégiques et la formulation d'une déclaration finale étaient également au programme.

Riche de dix ans d'expérience sur le terrain dans le domaine du DE et de la diversité bioculturelle, le réseau COMPAS a procédé à un premier état des lieux des différentes approches, méthodologies, expériences et recherches menées sur les cinq continents. Les réalisations, au niveau local, régional et national sont prometteuses. Reste à créer des alliances stratégiques entre des organisations actives dans le domaine du développement et des institutions scientifiques et politiques. Dans le but de disséminer et renforcer les approches du DE. La période 2007-2010 sera en partie dévolue à l'identification, la visite et les échanges avec ce type d'organismes.

Parmi les participants ayant répondu présent,

Martyna Olivet



Rigoberta Menchú venue commenter la Déclaration finale à Genève. Photo: Marie Thorndahl

un sous-groupe s'est constitué en alliance dans le but de d'unir ses efforts pour renforcer le DE. Ce dernier fonctionnera comme une plate-forme de collaborations et d'échanges d'expériences, mais également comme une source d'initiatives dans le domaine. Cette alliance se concentrera sur les politiques, la recherche, l'éducation et l'action. Elle veillera également à l'implémentation de la Déclaration finale. Une prochaine rencontre et déjà prévue courant 2008.●

Déclaration finale (extraits)

Nous, les participants de la conférence pour le Développement endogène et la diversité bioculturelle, qui représentons différentes communautés de base, ONGs, universités et peuples, issus des contextes culturels différents d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe, rassemblés à Genève du 3-6 octobre 2006, avons convenu ce qui suit:

Nous sommes concernés par les crises environnementales, sociales, économiques et culturelles globales aussi bien que par la manière dont la diversité biologique et culturelle est érodée et détruite par des activités humaines. Nous reconnaissons l'existence d'initiatives de valeur en faveur de la diversité bioculturelle: des politiques nationales et internationales, des conventions, des initiatives partant d'organisations de base et des mouve-

ments sociaux. Mais pas assez n'est fait pour prévenir l'avancée de la destruction de la diversité bioculturelle. Nous soutenons et encourageons le DE comme une approche qui vise à la diversité bioculturelle. Le DE est sensible à la question du genre, respectueux des cultures et de leurs différences; il est permis d'augmenter la capacités des peuples à prendre leurs propres décisions en connaissance de cause. Le DE offre des alternatives au développement dominant et aux problèmes de conservation. Et ce dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'environnement, du genre, de la spiritualité, etc.

Pour consulter la déclaration dans sa totalité: <http://www.bioculturaldiversity.net/statement.htm>

Interview

Auprès des femmes boliviennes

Invitée le 9 octobre dernier au Rassemblement pour les Droits Humains, manifestation organisée par l'Etat de Genève, Véronique Blech est volontaire Echanger à Cochabamba auprès des femmes du Mouvement Sans Terre de Bolivie (MST). Avec sa collègue bolivienne, Asunta Salvatierra, coordinatrice régionale, elle sillonne les communautés de cinq provinces situées sur les hauteurs des Andes. Elle y organise des rencontres de femmes paysannes, où celles-ci peuvent s'exprimer et se former.

Pouvez-vous nous parler du MST bolivien?

Il faut tout d'abord rappeler que, au contraire de l'image que l'on se fait souvent de ce pays, les deux tiers du territoire bolivien sont intégrés au bassin amazonien. C'est principalement dans les terres basses de l'Est, notamment dans les départements du Béni et de Santa Cruz, que le MST bolivien remet en cause le modèle de distribution des terres, qui favorise les grands propriétaires et les produits d'exportation (soja, canne à sucre, riz et bois tropicaux). Quatre millions de Boliviens manquent d'une parcelle minimale qui assurerait leur subsistance. Depuis ses débuts, en 2000, le mouvement organise les petits paysans et les sans-terre qui ont échoué dans la périphérie des grandes villes, sans aucune perspective d'avenir.

L'objectif du mouvement est double: d'une part, faire appliquer la loi sur la réforme agraire qui date de 1996 et qui exige que les terres mal acquises et non exploitées soient redistribuées, et d'autre part, améliorer les conditions de vie des paysans en renforçant l'agriculture communautaire.

Plus largement, le MST s'engage dans ce nouveau moment de la vie politique bolivienne: il s'est associé à plusieurs autres mouvements sociaux, notamment paysans et de peuples autochtones pour former un «pacte d'unité», dans le but de participer à l'élaboration de la nouvelle constitution.

Pourquoi un mouvement de femmes?

Le dénuement et le manque d'infrastructures rendent la vie des femmes très difficile dans les communautés. Elles travaillent à la maison, aux champs, s'occupent des bêtes, des enfants, des parents, des repas, de la vaisselle, du linge, de la production artisanale (tissage, tricot), etc. Les hommes, lors de nos ateliers, admettent qu'elles effectuent en général une triple journée de travail. Elles sont les premières levées et les dernières couchées.

Il est important pour elles de pouvoir se réunir dans le cadre d'activités qui prennent en compte leur réalité: les femmes paysannes de Cochabamba sont majoritairement de langue maternelle quechua, beaucoup d'entre elles ne parlent pas l'espagnol et la plupart d'entre elles sont analphabètes. Dans le cadre du MST-Mujeres, les femmes rurales commencent à oser prendre la parole, à s'intéresser à la politique et à défendre leurs opinions face aux maris, pères, dirigeants...

Comment voyez-vous l'action d'Evo Morales?

Il faut souligner en premier lieu que les espoirs et les attentes de la part de l'ensemble de la population sont immenses. Cependant, le gouvernement actuel a parfois une attitude ambiguë. D'un côté le Président et ses ministres s'appuient sur les



mouvements sociaux pour légitimer leur action. En tant qu'instrument politique, le MAS (Mouvement vers le Socialisme) est en effet le porte-parole des mouvements sociaux et associations originaires, indigènes et paysannes. Mais, de l'autre côté, le gouvernement se voit dans l'obligation de diminuer les revendications des mouvements faisant des compromis, difficilement acceptables pour certains, avec les partis traditionnels. Ces dernières semaines, le mécontentement qui commence à croître s'est exprimé lors de diverses manifestations.

Comment définir votre rôle de volontaire d'une ONG suisse en Bolivie?

J'ai soin de préciser et de répéter qu'il ne s'agit pas de «mon» projet. J'ai été incorporée à une dynamique propre qui existait déjà avant mon arrivée. Mon rôle est de donner un soutien technique, notamment en élaborant avec Asunta des outils pédagogiques adaptés à notre public cible, et en l'aidant dans l'organisation et la systématisation des activités.

L'année prochaine, une rencontre aura lieu avec les femmes du MST brésilien, dans une région où une volontaire est également insérée, afin de favoriser un échange d'expériences entre deux organisations qui vivent des réalités similaires. ●

Propos recueillis par Virginie Estier dos Santos

Agenda

Quel Homme? Quel Dieu?

Les mercredis 10, 17, 24 et 31 janvier auront lieu au Cénacle, de 18h30 à 20h, 4 cours animés par les délégués de l'Eglise Catholique à la Plateforme Interreligieuse de Genève: Guy Musy, Claire Regad et Jean-Clément Gössi. Ce cours comptera avec la participation d'intervenants, représentants de différentes communautés religieuses existant à Genève: le Vénérable Tawalama Dhammika, de la communauté bouddhiste Vihana, le Grand Rabbin Guedj de la Fondation Racines et Sources et Madame Nemat Merdambey de la Fondation culturelle islamique. ●

Renseignements dans la brochure «Elargir notre foi» du Département de la formation de l'ECR.

Chili

«Qu'a fait l'enfer pour mériter cela?»

Voici ce qu'un pouvait lire à la Une de l'édition du 11 décembre dernier du prestigieux journal argentin «la Page 12». Près du titre, une photo de Pinochet dans sa tenue de commandant en chef de l'armée, la même qu'il a portée pendant deux décennies. Période à laquelle il a occupé la présidence du Chili après le coup d'Etat qui a démolit le gouvernement démocratique d'Allende, le 11 septembre 1973.

C'est dans ces circonstances dramatiques que les premières images du nouveau dictateur latino-américain se sont propagées dans le monde entier. Sur fond de flammes du palais présidentiel bombardé alors qu'Allende résistait à l'intérieur. Et en imposant une répression brutale qui avait pour but de démanteler une expérience nouvelle: la «voie chilienne au socialisme». Construite à travers des élections et le jeu de la démocratie traditionnelle.

Pinochet, avec tout l'appui des gouvernants américains -dont la participation au coup a été clairement prouvée- a joué un rôle décisif en tant que fer de lance de la politique répressive que Washington a imposée dans les années '70 et '80 dans tout le continent latino-américain.

Au moment où l'on évoque le jugement inachevé de Pinochet, il ne fait pas de doute que l'histoire latino-américaine a condamné le dictateur. Il meurt alors que les trois quarts du continent affichent des gouvernements progressistes issus du vote populaire. Précisément ce que Pinochet a combattu avec la terreur et la torture. L'échec de son modèle est la plus dure de toutes les condamnations. ● Sergio Ferrari

André Biéler

Hommage à un père fondateur

Notre ami André Biéler nous a quittés le 7 décembre dernier, à l'âge de 92 ans. Professeur d'éthique sociale et économique, il a été un pionnier dans la réflexion sur le mal-développement et a donné naissance à de nombreux mouvements dont la Déclaration de Berne, en 1968. La même année, avec des personnalités comme Pierre Bungener, fondateur de ce qui deviendra l'IUED, il a lancé la Commission Tiers Monde de l'Eglise protestante et, dans un esprit résolument œcuménique, a constamment accompagné les travaux de sa consœur catholique, la COTMEC. Durant toutes les années où j'ai eu la responsabilité de cette commission il a été pour moi une référence et un compagnon de réflexion. Il ne manquait jamais une occasion d'envoyer un petit mot de soutien et, même devenu aveugle durant les dernières années de sa vie, il se faisait lire nos travaux afin de nous en donner un écho bienveillant. Je me souviens du long entretien que nous avons eu à la suite de la publication du livre «Guerre économique» qui tentait de faire le point sur les nouveaux défis de la solidarité dans le contexte de la mondialisation. «Continuez sur cette voie» m'avait-il dit, «il faut documenter, argumenter. Les nouveaux rapports de force facilitent une privatisation sans frein des profits et une socialisation des pertes et des effets dommageables. Les chrétiens ne peuvent se taire, au nom de la dignité humaine dont ils se réclament». Nos prières accompagnent la famille d'André Biéler. Nous reviendrons sur sa pensée féconde dans un prochain numéro, afin de mettre en lumière les nombreux repères qu'il nous laisse en héritage. ● Dominique Froidevaux

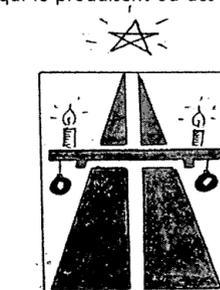


édito

Lumière de nuit

Ciel, il pourrait y avoir un comportement humain qui ne soit pas motivé par le seul intérêt personnel! C'est ce que semble découvrir le prof. Ernst Fehr, membre du Swiss Finance Institute, dans une étude publiée récemment.

Depuis des siècles, note-t-il, la finance part de l'égoïsme de l'homme pour expliquer les échanges. Pourtant, bien des personnes dévient de ce comportement et accordent de la valeur à la réciprocité, voire à l'altruisme. Même si cette attention leur coûte et n'est compensée par aucun profit économique. La finance découvrirait-elle que l'honnêteté et l'éthique peuvent aussi animer la personne humaine? Est-il possible qu'un consommateur, par exemple, prenne en compte d'autres critères que celui du meilleur marché, qu'il se sente concerné par l'empreinte écologique qu'un produit occasionne, voire par les conditions de travail des ouvrier-e-s qui le produisent ou des employé-e-s qui le vendent?



Essayez d'expliquer cela aux démarcheurs qui, quotidiennement, vous incitent à changer d'opérateur téléphonique. Ils en tombent des nues! Les spécialistes du marketing savent nous obliger, à grands coups de pub, à foncer sur les autoroutes de la consommation. Prenons la prochaine sortie. Elle s'appelle Noël. L'étoile nous montre une autre direction, nous incite à avancer à un autre rythme qui permet la rencontre, le doute, la réflexion.

La Bonne Nouvelle a été annoncée en tout premier à de simples bergers perdus dans la montagne. Une parfaite incongruité en matière de communication et de choix du «public cible»!

éclairage

Claver Caterpillar

Voici quelque trente ans -qu'est-il devenu?- je rencontrais dans un collège rwandais un grand jeune homme, d'intelligence supérieure, acteur exceptionnel qui excellait à tenir le rôle du roi Christophe dans la fameuse tragédie d'Aimé Césaire. Enfant, un accident stupide l'avait rendu manchot. Mais il assumait son handicap avec une adresse et un humour qui me stupéfiaient. Bref, il paraissait avoir tous les atouts dans son jeu. Mais pourquoi, grands dieux!, l'avait-on appelé Claver Caterpillar? Un missionnaire, sans doute bien intentionné, l'avait baptisé sous le patronage de Pierre Claver, un pieux jésuite qui en son temps compatissait à la misère des esclaves noirs de Colombie, mais sans les en faire sortir. De son côté, son père, ébloui par l'arrivée d'un puissant bulldozer pétaradant devant son logis le jour même de la naissance de son fils, n'avait pu que l'appeler «Caterpillar». Deux noms pour signifier la double fatalité pesant sur l'homme noir: le poids de l'esclavage et l'emprise d'une technologie monstrueuse qui allait le désarticuler et l'aliéner

«Ils n'en sortiront pas!», susurrerait tristement un collègue enseignant dans le même collège, expatrié de Suisse, de Belgique ou du Canada. J'en étais beaucoup moins persuadé en regardant Pierre. L'aisance et la maîtrise avec laquelle il avait assimilé la culture de l'autre était un bon présage. Mieux encore, il avait gardé sa fierté et son naturel africains. Malgré ce double vocable qui aurait pu l'enfermer dans un désespérant héritage.

A Noël, Dieu épouse notre humanité et garantit sa dignité. Pierre en est une brillante illustration. Il m'aide à croire en l'homme et aussi en...Dieu! ●

Guy Musy

JAB
1200 Genève 2
Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
cotmec@worldcom.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castilla

Le miracle chinois

Ils (se) polluent pour nous...

La force de production chinoise ne laisse pas indifférent. Tantôt enviée, tantôt décriée, que révèle-t-elle des contradictions de notre système?

Bientôt Noël. Les magasins de nos villes sont depuis longtemps parés pour l'assaut des parents mués en consommateurs affairés. Cette année encore il va falloir acheter de quoi contenter nos bambins adorés. Seulement voilà, leur chambre regorge déjà de ce dont ils seront –parfois– si vite las. Et les adultes peinent à choisir entre l'embaras du choix et la guerre des prix bas. Connaissent-ils seulement la provenance de cette abondance de biens? Dans la majorité des cas, c'est du côté de la Chine qu'il faut se tourner. Et cela ne s'applique pas qu'aux jouets: une brosse à dents sur trois, un appareil photo sur deux y sont fabriqués. De quoi corroborer la vision «usine du monde» que l'on se fait souvent de ce pays. Industrie des bas salaires par excellence, aux emplois délocalisés de nos pays «chers». Même le coût de la main d'œuvre qualifiée y est sept à huit fois inférieure aux prix pratiqués dans les pays occidentaux. Le pays ne se contente pas de fabriquer des produits bon-marchés: des pièces des Airbus aux pétroliers clef en mains, son marché se diversifie dans le secteur de la réalisation dite à forte valeur ajoutée. Délocaliser et produire en Chine pour rapatrier puis vendre au Nord s'inscrit une logique capitaliste que nul ne semble en mesure d'arrêter.

... et en énergies fossiles

Au niveau énergétique aussi la Chine ne parvient plus à faire face à ses besoins. D'exportatrice de charbon elle est devenue importatrice de pétrole, pour satisfaire une demande en énergie dont une grande part provient, sans surprise, du secteur industriel. Là encore, la transition se sera effectuée en un temps record: entre 1993 et 2004.

Résultat: après les Etats-Unis, la Chine est désormais le pays qui émet le plus de gaz à effet de serre au monde. Mais attention, ce chiffre divisé par le nombre d'habitants (près d'un milliard et demi) devient bien plus petit: les Chinois, dont une majorité vit en milieu rural, sont loin de consommer autant d'énergie que l'Américain moyen. Reste que notre atmosphère ne se soucie pas de détails comptables et qu'une tonne de CO₂ a le même impact sur le climat qu'elle soit émi-

Gourmande en matières premières...

Seulement voilà, le rythme effréné de production chinoise pour satisfaire l'appétit des industries exportatrices génère des inconvénients tant

chez nous que dans le pays même. En moins d'un demi-siècle, «l'usine du monde» est devenue à ce point-gourmande en matières premières qu'elle en arrive à créer des tensions sur les marchés internationaux. Dès 2002, la Chine a dépassé le Japon dans le volume d'importation de minerai de fer (principalement utilisé dans l'industrie automobile) et a provoqué un niveau de pénurie sur le marché du cuivre entraînant une flambée des prix. Depuis, la demande en métaux reste sous l'influence de ses besoins, ce qui favorise la spéculation. Une tendance qui n'est pas prête à s'inverser puisque le gouvernement chinois s'est fixé comme but de quadrupler son PIB d'ici à 2020. Un objectif tout à fait à sa portée puisque déjà réalisé durant la période allant de 1985 à 2000.

Condamner ou envier?

Dans ce contexte, quelle attitude adopter? Blâmer la Chine pour sa croissance sans précédent, en passe de devenir une menace pour l'environnement, sachant que bien de nos entreprises y délocalisent leur production? Se rappeler que des pays industrialisés continuent à y exporter des technologies anciennes, trop coûteuses voire même interdites au Nord, de l'appui des crédits des agences gouvernementales? On peut aussi se désoler des conditions de travail des ouvrières du secteur des jouets, dont le droit au travail dans la dignité est bafoué, alors que, trop souvent, les importateurs imposent une production en flux tendu du fait de délais de fabrication trop courts. Difficile de trancher tant le serpent de la logique économique semble se mordre la queue.

Une chose est certaine: il y a croissance des nuisances de part et d'autre de la chaîne de consommation dont nul ne semble à même de ralentir la marche. Alors, pour vos bambins, si vous leur offriez le luxe d'un peu de rien? ●

se en Chine, en Inde ou aux Etats-Unis.

Si pour le gouvernement chinois le problème climatique reste avant tout un problème de développement auquel il revendique son droit, il n'est pas dénué de volonté d'agir à des fins environnementales. Surtout dans un contexte où les premières victimes de la pollution sont avant tout locales. Mais pas question pour l'instant d'envisager de freiner la consommation d'énergies fossiles en instaurant une taxe ou en se soumettant à des quotas d'émission de CO₂ du type de Kyoto.

Condamner ou envier?

Dans ce contexte, quelle attitude adopter? Blâmer la Chine pour sa croissance sans précédent, en passe de devenir une menace pour l'environnement, sachant que bien de nos entreprises y délocalisent leur production? Se rappeler que des pays industrialisés continuent à y exporter des technologies anciennes, trop coûteuses voire même interdites au Nord, de l'appui des crédits des agences gouvernementales? On peut aussi se désoler des conditions de travail des ouvrières du secteur des jouets, dont le droit au travail dans la dignité est bafoué, alors que, trop souvent, les importateurs imposent une production en flux tendu du fait de délais de fabrication trop courts. Difficile de trancher tant le serpent de la logique économique semble se mordre la queue.

Une chose est certaine: il y a croissance des nuisances de part et d'autre de la chaîne de consommation dont nul ne semble à même de ralentir la marche. Alors, pour vos bambins, si vous leur offriez le luxe d'un peu de rien? ●

Martyna Olivet



Mémoire et droits humains

Suprématie occidentale et déni d'humanité

L'Action de Carême a organisé, en novembre, au Palais des Nations, un colloque sur «mémoire et droits humains», centré sur l'esclavage et la colonisation. Des sujets plus actuels qu'on ne l'imagine, en particulier par leur lien avec le débat sur l'immigration.

Avec l'historienne d'origine tunisienne Sophie Bessis, nous sommes remontés à l'origine de «la culture occidentale de la suprématie». L'Occident, relève-t-elle, occupe une position dominante depuis le 16ème siècle, à la suite de deux événements majeurs: la rupture avec l'Orient (marquée, en particulier, par l'expulsion des musulmans et des juifs d'Andalousie) et la conquête de l'Amérique. Il formule alors ce que Sophie Bessis appelle «un universel profane». «Ce n'est pas, comme d'autres auparavant, au nom de Dieu, mais de la raison, que l'Occident va soumettre le monde».

L'être humain se voit reconnaître dès lors des droits naturels et individuels inaliénables, chacun étant l'égal de l'autre. Le paradoxe, c'est qu'au moment même où il définit ce principe universel, l'Occident s'empresse de le violer. Dans les faits, seul le mâle blanc jouit de la plénitude de ces droits, les femmes ainsi que les hommes «de couleur» en étant exclus. «Ainsi, les Etats-Unis, n'ont pas le sentiment de trahir en exterminant les Indiens ou en réduisant les Noirs en esclavage», note Sophie Bessis.

C'est à partir de ce paradoxe que l'Occident entretiendra ses liens avec l'«autre». L'étalon de la civilisation sera l'homme blanc et une hiérarchie s'établira selon la proximité avec ce modèle. Pour progresser et se développer, on devra s'en rapprocher. Les droits humains sont définis selon les mêmes critères. «C'est ainsi que les principes dits universels deviennent inintelligibles et illégitimes pour toute une partie de l'humanité», déplore Sophie Bessis.

Avec l'émergence de la Chine, de l'Inde ou du Brésil, on assiste peut-être au déclin de la suprématie occidentale. C'est une chance pour reconstruire un «universel», «non plus sans ou contre les autres, mais avec eux». Sophie Bessis assigne cette tâche à l'Europe, la première à se rendre compte que sa puissance impériale est derrière elle et qu'elle doit établir des liens d'une nature différente avec l'autre.

Pour Gilbert Rist, le développement, tel qu'il est souvent conçu aujourd'hui, représente, après la conquête et la colonisation, le dernier avatar du mécanisme de domination. Un développement que Rist considère comme «le paravent de l'économie de marché, transformant ce qui était autrefois gratuit en biens réservés aux individus solvables».

Reconnaître le passé

Entre ces deux interventions, on a pu mesurer, à l'écoute d'intellectuels africains ou haïtiens, combien la plaie de l'esclavage reste béante et douloureuse. Pour la cicatriser, il faut d'abord une reconnaissance de ce passé, seulement en partie exploré, qui «engendre traumatismes et frustrations», selon les mots d'Abdelkbir El Hakkaoui, président d'Aide Fédération, l'un des partenaires de l'Action de Carême dans la mise sur pied du colloque. Il est temps, a-t-il ajouté, que le Parlement européen et les Nations Unies adoptent une résolution qualifiant la traite négrière et l'esclavage de crime contre l'humanité.

Grâce à Christiane Taubira, députée de la Guyane, une loi dans ce sens a été votée en France en 2001. Et cela malgré la tendance du pouvoir de s'emparer de la mémoire, dans laquelle il voit des risques de désordre, de revanche et de vengeance. «Il y a une injonction d'oubli, parce qu'on veut occulter les causes de l'injustice», dit en substance la députée. Elle revendique un droit à la mémoire, «car nous ne pouvons pas vivre ensemble dans le mensonge». Une mémoire à rafraîchir aussi dans notre pays où, jusqu'à récemment, l'on ne s'est plus souvenu que des Suisses ont participé à la traite atlantique, en la finançant ou en fournissant des biens destinés à être échangés contre des êtres humains.

L'humanité n'a jamais cessé d'être déniée aux Noirs, de l'Antiquité à nos jours, en passant par les Lumières, ont souligné plusieurs orateurs. Si une partie de ces Noirs se sont coulés dans le moule occidental, d'autres ont refusé d'abdiquer leur personnalité. Tout comme les esclaves qui, a souligné Doudou Diène, rapporteur spécial à l'ONU sur les formes contemporaines de racisme, ont résisté physiquement et, surtout, culturellement. «Ils ont observé leurs maîtres et ont compris que ceux-ci ne voyaient en eux que des outils de travail. Ils se sont alors réfugiés dans leur propre culture, subvertissant celle qu'on voulait leur imposer. Ainsi, quand on leur présentait la Vierge ou des saints à vénérer, ils leur substituaient des esprits africains».

Aujourd'hui, selon Doudou Diène, on reproduit le schéma de négation de l'humanité de l'autre à travers certaines politiques d'intégration. «On demande à l'étranger de se présenter nu à la frontière, sans appartenance ethnique, sans culture. Et l'on s'oppose à la visibilité des minorités, refusant ainsi la diversité». Illustration possible de ce propos en Helvétie: l'actuelle controverse sur les minarets... ●

Michel Bavarel

Migrants et réfugiés

La migration en héritage

Au début du mois de novembre, le Centre Catholique International de Genève organisait sa traditionnelle session de formation. Cette année, la thématique était «Migrants et réfugiés: Quel constat, quelles perspectives et quelles solutions?». Plusieurs personnalités, des Organisations Internationales Catholiques, et d'autres engagées sur le terrain à Genève, ont exprimé leurs réflexions et positions et présenté leur expérience par rapport aux réalités vécues par les migrants.

On estime à 200 millions, soit 3% de la population mondiale, le nombre de migrants sur la planète. La plus grande partie d'entre eux sont des «migrants volontaires», une minorité étant composée de réfugiés (environ 13 millions de personnes) et de victimes de trafics d'êtres humains (près de 800.000 nouveaux cas par an). Plus de la moitié d'entre eux sont localisés dans des pays du Sud. Il y a environ 10 millions de migrants illégaux aux Etats-Unis et 5 millions en Europe. Par ailleurs, la Banque Mondiale chiffre à près de 300 milliards de dollars par an le total des «remittances», soit les envois des migrants à leur famille, par des canaux officiels ou informels. Seulement depuis la Suisse, ce sont environ 13 milliards de dollars qui sont envoyés chaque année par les étrangers résidents à leur famille restée au pays.

Les migrants ne sont pas des touristes

Nonce apostolique auprès des Nations Unies à Genève, Mgr Tomasi a rappelé que les migrations ont des causes, que les migrants se déplacent contre leur volonté et qu'ils ne sont pas des touristes. «Les centaines de victimes, dont les vies ont été perdues ces derniers mois, dans leur quête désespérée d'une existence plus sûre et plus décente, sont un signal d'alarme dans notre monde globalisé, qui illustre l'échec de la communauté internationale à tenir ses objectifs de solidarité et de protection.»¹

Pour Johan Ketelers, de la Commission Internationale Catholique pour les Migrations (CICM), il est temps que l'opinion publique prenne conscience qu'il s'agit d'une question qui ne peut pas être réglée à l'échelle d'un seul pays, mais doit être discutée au niveau international. Malheureusement, la volonté politique d'aborder globalement la question manque cruellement: par exemple, seuls 34 pays ont signé la Convention sur les travailleurs migrants

et la protection de leur famille, dont aucun pays européen jusqu'à présent. Pour la CICM, les sociétés du Nord, comme celles du Sud, ont besoin de définir quels sont les objectifs de la migration.

Reconstruire un projet de vie

Les personnes migrantes recherchent avant tout un nouveau projet de vie pour elles-mêmes et pour leur familles, et comme le dit Christine von Garnier, secrétaire de l'antenne suisse du Réseau Afrique Europe Foi et Justice, personne ne va les retenir: «Les milliers de réfugiés africains qui accostent sur les rives de l'Europe n'ont rien à perdre... En les laissant partir sans trop de contrôle, les Etats (de leur pays d'origine) semblent ainsi prendre une sorte de «revanche» sur leurs anciennes puissances coloniales et sur cette mondialisation du commerce, ...qui déstructure le tissu social et culturel de ces sociétés.»²

La migration est donc bien plus une réponse qu'un problème, l'héritage d'une histoire plutôt que la cause de tous les maux. Face à une globalisation qui concentre toujours plus les richesses, la migration se présente comme le plus formidable mécanisme de redistribution à l'échelle planétaire, au travers des envois aux familles restées aux pays. Face à la réalité économique de pays qui ont été dépossédés de leurs ressources pendant des décennies, la migration est avant tout un moyen de reconstruire un projet d'avenir, sur le plan individuel comme sur le plan collectif. ●

Virginie Estier Dos Santos

De nombreux documents sur cette question sont disponibles sur le site internet de la Commission Internationale catholique pour les migrations: www.icm.net
1. Déclaration à la 57ème session du HCR le 4 octobre 2006
2. Le Temps: 2 octobre 2006

